



TRIBUNAL FÉDÉRAL



TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL



TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL



TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS

# RAPPORT DE GESTION

---

# 2019

## **RAPPORT DE GESTION 2019**

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| I. Tribunal fédéral                 | 2  |
| II. Tribunal pénal fédéral          | 32 |
| III. Tribunal administratif fédéral | 56 |
| IV. Tribunal fédéral des brevets    | 80 |

# L'essentiel en bref

Durant l'année écoulée, 7884 nouvelles affaires ont été introduites au Tribunal fédéral (année précédente: 7798). 7937 affaires ont été tranchées (année précédente: 8041). Il a ainsi été possible d'assumer la surcharge de travail chronique. Six juges fédéraux (sur 38) ont quitté leur fonction pour raison d'âge ou ont démissionné. La durée moyenne de procédure a été de 140 jours (année précédente: 145 jours).

Le Tribunal fédéral a été associé aux travaux législatifs concernant la révision de la loi sur le Tribunal fédéral. Dans le cadre de la consultation des offices sur la révision du Code de procédure civile, le Tribunal fédéral a maintenu ses réserves constitutionnelles quant au fait qu'à l'avenir les mémoires rédigés en anglais doivent également être admis dans les procédures civiles devant le Tribunal fédéral. Lors de la préparation de la loi fédérale sur la communication électronique (*loi e-Justice*), une divergence est apparue entre le Tribunal fédéral et l'Office fédéral de la justice (OFJ) sur la question de savoir quelle autorité étatique doit avoir la compétence d'édicter les dispositions d'exécution. Le Tribunal fédéral est d'avis que cette compétence devrait lui être dévolue et a saisi le Conseil fédéral sur ce sujet.

Le Tribunal fédéral a décidé d'optimiser sa stratégie du personnel.

Dans le domaine informatique, les projets internes au Tribunal fédéral pour la digitalisation complète des dossiers judiciaires (eDossier) ainsi que pour l'introduction du dossier sans papier dans l'administration judiciaire (GEVER) ont été poursuivis.



# TRIBUNAL FÉDÉRAL

|                                                                                                   |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Partie générale</b>                                                                         | <b>6</b>  |
| Composition du tribunal                                                                           | 6         |
| Organisation du tribunal                                                                          | 8         |
| Volume des affaires                                                                               | 8         |
| Consultations, prises de position et rapports                                                     | 10        |
| Coordination de la jurisprudence                                                                  | 11        |
| Administration du tribunal                                                                        | 11        |
| Surveillance des tribunaux de première instance de la Confédération et collaboration avec ceux-ci | 13        |
| Rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération                        | 14        |
| Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH)                                                   | 14        |
| <b>2. Indications à l'intention du législateur</b>                                                | <b>16</b> |
| Deuxième Cour de droit civil                                                                      | 16        |
| <b>3. Statistiques</b>                                                                            | <b>18</b> |



## **RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL 2019**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des  
Etats,

Conformément à l'article 3 de la loi sur le Tribunal fédéral, nous vous adres-  
sons notre rapport de gestion pour l'année 2019.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs  
les Députés au Conseil national et au Conseil des Etats, l'assurance de notre  
haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| Le président:          | Ulrich Meyer      |
| Le secrétaire général: | Paul Tschümperlin |

Lausanne, le 20 février 2020

# 1. PARTIE GÉNÉRALE

## Composition du tribunal

### Organes directeurs

#### Présidence

Président: Ulrich Meyer  
Vice-présidente: Martha Niquille

#### Commission administrative

Président: Ulrich Meyer  
Vice-présidente: Martha Niquille  
Membre: Yves Donzallaz

#### Conférence des présidents

Présidente: Christina Kiss, présidente de la I<sup>re</sup> Cour de droit civil  
Membres: Hans Georg Seiler, président de la II<sup>e</sup> Cour de droit public  
Brigitte Pfiffner, présidente de la II<sup>e</sup> Cour de droit social  
Marcel Maillard, président de la I<sup>re</sup> Cour de droit social  
Christian Herrmann, président de la II<sup>e</sup> Cour de droit civil  
Christian Denys, président de la Cour de droit pénal  
François Chaix, président de la I<sup>re</sup> Cour de droit public

#### Etat-major des organes directeurs

Secrétaire général: Paul Tschümperlin  
Suppléant: Jacques Bühler

### Cours

#### Première Cour de droit public

Président: François Chaix  
Membres: Thomas Merkli  
Peter Karlen (jusqu'au 30.6.2019)  
Jean Fonjallaz  
Lorenz Kneubühler  
Stephan Haag (à partir du 1.7.2019)  
Giuseppe Muschietti

#### Deuxième Cour de droit public

Président: Hans Georg Seiler  
Membres: Andreas Zünd  
Florence Aubry Girardin  
Yves Donzallaz  
Thomas Stadelmann  
Stephan Haag (jusqu'au 30.6.2019)  
Julia Hänni (à partir du 15.8.2019)

#### **Première Cour de droit civil**

Présidente: Christina Kiss  
 Membres: Kathrin Klett  
 Fabienne Hohl  
 Martha Niquille  
 Marie-Chantal May Canellas

#### **Deuxième Cour de droit civil**

Président: Christian Herrmann  
 Membres: Elisabeth Escher  
 Luca Marazzi  
 Nicolas von Werdt  
 Felix Schöbi  
 Grégory Bovey

#### **Cour de droit pénal**

Président: Christian Denys  
 Membres: Laura Jacquemoud-Rossari  
 Niklaus Oberholzer  
 Yves Rüedi  
 Monique Jametti

#### **Première Cour de droit social**

Président: Marcel Maillard  
 Membres: Jean-Maurice Frésard (jusqu'au 30.6.2019)  
 Alexia Heine  
 Martin Wirthlin  
 Daniela Viscione  
 Bernard Abrecht (à partir du 19.8.2019)

#### **Deuxième Cour de droit social**

Présidente: Brigitte Pfiffner  
 Membres: Ulrich Meyer  
 Lucrezia Glanzmann  
 Francesco Parrino  
 Margit Moser-Szeless

#### **Commission de recours**

Président: Luca Marazzi  
 Membres: Florence Aubry Girardin  
 Alexia Heine

Durant l'exercice écoulé, la charge de président du tribunal a été exercée par *Ulrich Meyer* et celle de vice-présidente par *Martha Niquille*.

Les juges fédéraux *Peter Karlen* et *Jean-Maurice Frésard* ont donné leur démission pour fin juin. Pour leur succéder, l'Assemblée fédérale a élu le 19 juin *Julia Hänni*, professeure assistante de droit public à l'Université de Lucerne, de Neuenegg/BE, et *Bernard Abrecht*, juge au Tribunal cantonal du canton de Vaud et juge suppléant au Tribunal fédéral, de Vevey/VD et Lengnau/BE.

Le juge fédéral *Thomas Merkli* et la juge fédérale *Britte Pfiffner* ont quitté leurs fonctions à fin 2019 pour raison d'âge. La juge fédérale *Kathrin Klett* et le juge fédéral *Niklaus Oberholzer* ont donné leur démission pour la fin de l'année. Pour leur succéder, l'Assemblée fédérale a élu le 25 septembre *Thomas Müller*, président du Tribunal administratif du canton de Berne, d'Aeschi/BE, *Michael Beusch*, juge au Tribunal administratif fédéral et au Tribunal militaire de cassation ainsi que juge suppléant au Tribunal administratif du canton de Zurich, de Zurich et Buchs/SG, *Beatrice van de Graaf*, présidente du Tribunal de district de Schwyz et juge suppléante au Tribunal fédéral, de Schwyz, et *Sonja Koch*, présidente du Tribunal régional du Jura bernois-Seeland et juge suppléante à la Cour suprême du canton de Berne ainsi qu'au Tribunal fédéral, d'Uezwil/AG et Möriken-Wildegg/AG.

L'Assemblée fédérale a élu le 18 décembre les juges suppléants *Yann Hofmann*, juge au Tribunal cantonal de Fribourg et vice-président de la Commission fédérale d'estimation du 5<sup>e</sup> arrondissement, de Schüpfen/BE, et *Sarah Bechaalany*, avocate, de La Brillaz/FR, afin de succéder au juge suppléant *Andreas Brunner*, qui a quitté ses fonctions à fin 2019 pour raison d'âge, et de remplacer *Bernard Abrecht*.

Le tribunal a définitivement engagé en qualité de greffier, respectivement de greffière: *Pascal Baur*, *Matthias Gross*, *Christoph Reut*, *Martin Businger*, *Moritz Seiler*, *Arthur Brunner*, *Christian Stähle*, *Olivier Carruzzo*, *Marco Zollinger*, *Jacqueline Dambeck*, *Beat König* et *Hector Rastorfer*. *Caroline Brunner* a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre en tant qu'adjointe du secrétaire général.

## Organisation du tribunal

L'organisation du tribunal est restée inchangée au cours de l'exercice écoulé. La Cour plénière s'est constituée elle-même par décisions des 1<sup>er</sup> juillet et 4 novembre.

## Volume des affaires

Les *statistiques* (p. 18 ss) donnent des renseignements détaillés sur le volume des affaires. Les *affaires introduites* se montent à 7884 unités (année précédente: 7798). Elles ont augmenté de 86 unités par rapport à l'année précédente.

Le tribunal a *statué* sur 7937 affaires (année précédente: 8041). Le nombre des affaires tranchées a diminué par rapport à l'an dernier de 104 unités, soit 0,01%; il surpasse le nombre des affaires introduites de 53 unités. Le tribunal a reporté au total 2710 affaires à l'année suivante (année précédente: 2763); ce qui donne une moyenne par cour de 387 affaires pendantes (année précédente: 394). Une délibération publique selon l'art. 58 al. 1 LTF a eu lieu dans 46 cas (année précédente: 48).

Les affaires introduites et liquidées se répartissent entre les cours de la manière suivante:

| Cours                                                                                                                                                             | Introduites | Liquidées   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>Première Cour de droit public</b>                                                                                                                              | <b>1370</b> | <b>1281</b> |
| Droits fondamentaux, aménagement du territoire et droit des constructions, droits politiques, droit de cité, décisions incidentes relevant de la procédure pénale |             |             |
| <b>Deuxième Cour de droit public</b>                                                                                                                              | <b>1193</b> | <b>1298</b> |
| Droits fondamentaux, droit fiscal, droit des étrangers, droit public économique                                                                                   |             |             |
| <b>Première Cour de droit civil</b>                                                                                                                               | <b>725</b>  | <b>756</b>  |
| Droit des obligations, droit privé de la concurrence, propriété intellectuelle, juridiction arbitrale internationale, responsabilité                              |             |             |
| <b>Deuxième Cour de droit civil</b>                                                                                                                               | <b>1321</b> | <b>1263</b> |
| Code civil, poursuite pour dettes et faillite                                                                                                                     |             |             |
| <b>Cour de droit pénal</b>                                                                                                                                        | <b>1519</b> | <b>1515</b> |
| Droit pénal (y compris les ordonnances de non-entrée en matière ou de classement de la procédure)                                                                 |             |             |
| <b>Première Cour de droit social</b>                                                                                                                              | <b>874</b>  | <b>921</b>  |
| Assurance-invalidité, assurance-accidents, assistance, personnel du secteur public                                                                                |             |             |
| <b>Deuxième Cour de droit social</b>                                                                                                                              | <b>877</b>  | <b>899</b>  |
| Assurance-invalidité, assurance-vieillesse et survivants, assurance-maladie, prévoyance professionnelle                                                           |             |             |
| <b>Autres instances</b>                                                                                                                                           | <b>5</b>    | <b>4</b>    |
| Surveillance, juridiction gracieuse                                                                                                                               |             |             |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                      | <b>7884</b> | <b>7937</b> |

Le *volume des affaires* du Tribunal fédéral se situe dans l'ensemble comme les deux années précédentes au plus haut niveau. Le nombre des affaires introduites et liquidées est resté très stable. Par rapport à 2006, soit la dernière année régie par l'ancienne loi fédérale d'organisation judiciaire, les affaires introduites ont augmenté d'environ 600 cas. En se basant sur le système de recours unifié de la LTF, 7293 recours avaient été introduits en 2006, contre 7884 durant l'exercice écoulé. Au vu de ces

chiffres résolument élevés, il faut considérer que la décharge du Tribunal fédéral, qui était le but de la loi sur le Tribunal fédéral de 2007, a échoué. Le nombre des affaires introduites demeure au contraire très élevé, en particulier dans la Cour de droit pénal, dans la Deuxième Cour de droit civil et dans les deux cours de droit public.

Grâce aux efforts importants consentis par le tribunal, *les affaires liquidées* ont à nouveau légèrement dépassé le nombre des affaires introduites (quotient de liquidation de 101%). Le nombre des affaires pendantes a reculé de 53 unités. Ce recul est dû aux taux de liquidation positifs de la Deuxième Cour de droit public, de la Première Cour de droit civil et des deux cours de droit social. Le nombre des affaires liquidées est au contraire resté inférieur au nombre très élevé des affaires introduites dans la Première Cour de droit public, la Deuxième Cour de droit civil et, de fort peu, également dans la Cour de droit pénal. Dans l'ensemble, le Tribunal fédéral se trouve, d'un point de vue quantitatif, dans une situation critique. Un tour de force, tel que celui réalisé au cours des deux années précédentes grâce à la mobilisation de toutes les ressources, ne saurait raisonnablement être accompli chaque année; la qualité de la motivation des arrêts en premier lieu risque de pâtir de cette pression constante. Une révision de la LTF dans le but de décharger le Tribunal fédéral demeure ainsi une nécessité pour garantir l'Etat de droit.

545 décisions ont été rendues par une cour siégeant à cinq juges, 4659 par une cour composée de trois juges et 2733 par un juge unique.

Le tribunal a traité 411 *recours constitutionnels subsidiaires*, déposés séparément d'un recours ordinaire (année précédente: 358). Parmi ces recours, 15 ont été totalement ou partiellement admis (année précédente: 14). Le quotient d'admission des recours constitutionnels subsidiaires atteint ainsi seulement 3,6%; le quotient d'admission des recours pour toutes les procédures devant le Tribunal fédéral s'élève à 14,7%.

Le tribunal est parvenu à maîtriser le volume des affaires en statuant dans un délai raisonnable. La *durée moyenne de procédure*, de 140 jours, a légèrement reculé (année précédente: 145 jours). A la fin de l'exercice écoulé, 50 affaires pendantes remontaient à plus de deux ans.

## Consultations, prises de position et rapports

Le Tribunal fédéral a été consulté par le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration fédérale dans le cadre de 15 *procédures de consultation* concernant des projets de lois et d'ordonnances ou d'*interventions parlementaires* (année précédente: 11). Il a rédigé quatre prises de position (année précédente: 4).

Dans le cadre de la deuxième consultation des offices sur la révision du *CPC*, le Tribunal fédéral s'est fermement opposé à ce que, contrairement aux exigences constitutionnelles, l'anglais soit introduit comme langue de jugement auprès du Tribunal fédéral (art. 70 al. 1 Cst.). L'Office fédéral de la justice a cédé sur ce point. En outre, le Tribunal fédéral a maintenu ses réserves de principe quant au fait que, conformément à une nouvelle proposition de l'Office fédéral de la justice et par extension de la pratique actuellement en vigueur, les mémoires rédigés en anglais soient admis devant le Tribunal fédéral en matière civile. Le Tribunal fédéral a également exprimé des réserves constitutionnelles sur le fait de laisser, dans le cadre de la révision du *CPC*, au droit cantonal le soin de déterminer dans quelle mesure l'anglais est reconnu comme langue de procédure dans les procès civils (art. 129 P-CPC). En matière d'arbitrage international, le Tribunal fédéral ne s'est pas opposé au fait que des mémoires puissent également lui être adressés en langue anglaise (art. 77 al. 2<sup>bis</sup> P-LTF; révision de la LDIP; objet 18.076).

Le Tribunal fédéral participe, sur la base du Protocole d'accord conclu avec le Conseil fédéral, à tous les stades de la procédure de préparation de la loi fédérale sur la communication électronique au sein de la justice (*loi e-Justice*) (FF 2004 1425 ss). Dans ce cadre, une divergence est apparue entre l'Office fédéral de la justice et le Tribunal fédéral sur la question de savoir quelle autorité étatique doit avoir la compétence d'édicter les dispositions d'exécution. Vu que le projet *Justitia 4.0* est un projet du pouvoir judiciaire qui ne concerne que les procédures devant les tribunaux et les autorités de poursuite pénale et comme les procédures digitalisées seront un élément central pour le futur fonctionnement du système judiciaire, le Tribunal fédéral est d'avis que cette attribution devrait lui être dévolue pour autant que la Confédération soit compétente en la matière. Se fondant sur le Protocole d'accord précité, le Tribunal fédéral s'est directement adressé au Conseil fédéral par courrier du 9 octobre (en ce qui concerne le projet *Justitia 4.0*, voir par ailleurs sous Informatique).

Par lettre du 27 février, les sous-commissions Tribunaux/MP des CdG ont repris le dialogue sur la manière dont la *procédure d'autorisation* pour l'ouverture d'une instruction pénale à l'encontre de magistrats pourrait être améliorée. Dans sa réponse du 27 mai, le Tribunal fédéral a rappelé que, jusqu'à la fin de l'année 2011, il était l'autorité habilitée à délivrer les autorisations de poursuivre et qu'il instruisait les procédures correspondantes. Le Tribunal fédéral a proposé que la procédure d'autorisation de poursuivre des juges fédéraux soit à nouveau attribuée au pouvoir judiciaire et a offert de prendre en charge ces procédures pour tous les tribunaux de la Confédération. A titre subsidiaire, le Tribunal fédéral s'est aussi déclaré prêt à instruire ces procédures à l'attention des commissions parlementaires (voir sur ce point aussi le rapport de gestion du TF 2017, p. 14).

### Organisation judiciaire fédérale

Comme dans son dernier rapport de gestion (p. 9), le Tribunal fédéral rappelle qu'une décharge significative devient toujours plus urgente pour assurer la qualité de la jurisprudence. Le nombre de cas indiqués dans la partie des statistiques le prouve de manière évidente. S'écartant de l'avis du Tribunal fédéral, le Conseil national a néanmoins décidé le 13 mars de suivre la proposition du Conseil fédéral et de maintenir le recours constitutionnel subsidiaire (Message du 15 juin 2018; FF 2018 4713 ss.; objet parlementaire n° 18.051). Le 16 avril, le président et la vice-présidente du Tribunal fédéral ont défendu le point de vue du Tribunal fédéral devant la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats. Le 4 novembre, la Cour plénière a décidé de maintenir la position du Tribunal fédéral. Pour des motifs de séparation des pouvoirs, elle a par ailleurs exclu l'idée d'intervenir à nouveau dans le processus législatif et a dès lors renoncé à prendre position sur les nouvelles variantes élaborées par l'Office fédéral de la justice. Une autre audition devant la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats n'a par conséquent pas eu lieu. Le 17 décembre, le Conseil des Etats a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet. Le dossier retourne au Conseil national.

En ce qui concerne l'utilisation de l'anglais comme langue de procédure devant le Tribunal fédéral, voir sous Consultations.

## Coordination de la jurisprudence

Deux *procédures formelles* de coordination de la jurisprudence entre les cours selon l'art. 23 al. 2 LTF ont débouché sur des décisions des cours réunies ayant force obligatoire pour la cour appelée à statuer.

Les cours ont par ailleurs mené plusieurs *procédures de coordination informelles* concernant des questions juridiques qui relevaient de la compétence de deux cours traitant de domaines juridiques partiellement similaires, respectivement connexes. La Conférence des présidents a discuté d'autres questions juridiques concernant les cours et a décidé en particulier que les procédures de révision pouvaient aussi être liquidées par un seul juge en cas de non-paiement de l'avance de frais et de radiations du rôle du recours.

## Administration du tribunal

### Juges

Le Tribunal fédéral comptait 38 *juges* (nombre inchangé).

Les *Usages/Gepflogenheiten/Consuetudini* des juges fédéraux qui ont été adoptés dans leur principe l'année passée et qui portent sur l'exercice de leur fonction, sur la garantie de leur indépendance ainsi que sur leur comportement en public ont, durant l'année sous revue, été finalisés dans les trois langues officielles et mis en ligne sur internet.

### Juges suppléants

Les 19 juges suppléants ont élaboré 168 rapports et propositions (année précédente: 156). Ils y ont consacré 500 jours de travail (année précédente: 413). Les rémunérations des juges suppléants se sont élevées à 558 000 francs au total (année précédente: 463 000).

### Personnel

A la fin de l'année, l'*effectif ordinaire du personnel* est resté pratiquement inchangé et s'élevait à 283,1 postes (+0,9). L'effectif théorique des greffières et des greffiers s'élevait à 134,7 postes (+1). A cela s'ajoutent trois postes de projet pour la digitalisation de la justice. Le nombre moyen de postes occupés était de 281,4 – respectivement de 132,4 pour les greffiers.

La Commission administrative a décidé le 8 janvier d'adapter la *stratégie en matière de ressources humaines* aux réalités actuelles du marché du personnel. Le recrutement du personnel est conçu de manière plus offensive;

le Tribunal fédéral participe désormais aussi à des manifestations dédiées aux carrières et publie des informations relatives à ses offres d'emploi sur diverses plateformes. Pour améliorer la position du Tribunal fédéral sur le marché du travail, un pourcentage de travail à domicile pourrait être accordé aux greffiers et greffières ainsi qu'aux personnes occupant des postes qui s'y prêtent. Après avoir consulté la Conférence des présidents et la délégation du personnel, la Commission administrative a laissé entrevoir que pour l'instant le travail à domicile serait limité à un jour par semaine. Les dispositions d'application suivront l'année prochaine. La carrière des greffiers et des greffières sera également examinée dans ce contexte. Le Tribunal fédéral a par ailleurs amélioré les conditions permettant aux employés du Tribunal fédéral de concilier vie professionnelle et vie familiale. Le Tribunal fédéral s'est récemment associé à une institution de la Ville de Lausanne qui met à disposition des places de crèche. Pour les enfants malades, il a en outre introduit la possibilité d'une garde d'enfants à domicile, afin que les parents puissent dans de tels cas effectuer leur travail au Tribunal fédéral.

### Informatique

Le service informatique du Tribunal fédéral a travaillé à la *modernisation* des applications existantes. En raison de problèmes techniques, le remplacement de ces applications n'a pas pu être terminé durant l'exercice écoulé.

Les grands *projets internes au Tribunal fédéral*, eDossier pour la digitalisation complète des dossiers judiciaires du Tribunal fédéral ainsi que GEVER pour l'introduction du dossier sans papier dans l'administration judiciaire, ont bien avancé. Dans le projet eDossier, des tests de numérisation du courrier entrant ont notamment été effectués avec succès. GEVER et le nouveau plan de classement ont été testés et introduits au sein du service informatique; à la fin de l'année sous rubrique, ces outils de travail étaient d'une manière générale prêts à être introduits. Dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, le secrétariat général va gérer tous les nouveaux documents dans le nouveau GEVER; les autres services vont suivre de manière échelonnée.

Le *projet national Justitia 4.0* a pour but d'introduire le dossier judiciaire électronique ainsi que la communication électronique et l'accès en ligne au dossier dans l'ensemble de la justice suisse. Le 8 janvier, le Tribunal fédéral a adapté son propre engagement à l'organisation de projet définitive. Il est représenté dans la présidence des trois organes de direction: un juge fédéral exerce la

fonction de coprésident du comité de pilotage, le secrétaire général celle de coprésident du comité de projet et le secrétaire général suppléant celle de cochef de projet global.

Le 17 octobre, le Tribunal fédéral a dirigé à Lucerne la deuxième *assemblée annuelle* des tribunaux qui ont signé le contrat de collaboration avec le Tribunal fédéral. L'état actuel des signatures du contrat peut être consulté sur la page internet du Tribunal fédéral (actuellement 17 cantons signataires).

### Chancellerie

Le nombre de recours par voie électronique s'élève à 85; il reste toutefois encore relativement modeste (année précédente: 59).

### Archives

La numérisation en vue de la conservation dans un format digital des anciens arrêts du Tribunal fédéral a bien progressé. Des travaux de correction subsistent et l'indexation doit être terminée.

### Bibliothèque

Le paysage bibliothécaire suisse se trouve à un tournant majeur. Le Tribunal fédéral a décidé de rattacher sa bibliothèque au système SLSP (Swiss Library Service Platform) des universités et hautes écoles suisses en cours de création. La préparation de cette migration va prendre entre un et deux ans. La collaboration actuelle avec les bibliothèques des autres tribunaux de la Confédération sera poursuivie au sein du nouveau réseau.

### Bâtiment

Les deux plaques de calcaire qui s'étaient détachées devant les salles d'audience dans l'espace public du bâtiment du tribunal le 9 février 2018 ont nécessité des mesures qui ont entravé de façon significative l'utilisation du bâtiment également durant l'année écoulée. L'espace public du bâtiment du tribunal à Lausanne est resté couvert d'échafaudages; la grande salle d'audience n'a pas pu être utilisée pendant un mois environ car les plaques de pierre ont été sécurisées dans cette salle. L'OFCL a poursuivi ses examens techniques complets afin de déterminer comment supprimer les faiblesses dans la structure du bâtiment. La planification des travaux d'assainissement est attendue au cours du premier trimestre de l'année suivante. Sur la base des connaissances actuelles, les échafaudages vont rester en place jusqu'à fin 2020. L'utilisation fonctionnelle du bâtiment sera en outre

entravée pendant les travaux de construction; les délibérations publiques doivent être concentrées sur les mercredis pendant une longue période.

### Information

Au cours de l'année écoulée, le Tribunal fédéral a *publié* 231 arrêts au Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (année précédente: 276). Toutes les décisions finales, à l'exception de cinq affaires concernant des mesures de surveillance en cours, ont été mises en ligne sur internet afin de garantir la transparence de la jurisprudence. Les dispositifs de tous les jugements, à l'exception de ces cinq mêmes affaires, ont été mis à disposition du public dans le hall d'entrée du Tribunal fédéral à Lausanne, dans 66 cas anonymisés. Ces derniers concernaient principalement l'aide aux victimes d'infractions en matière pénale, spécialement en cas de délits sexuels, ainsi que quelques cas touchant d'autres aspects du droit à la protection de la personnalité et des données.

Le Tribunal fédéral a diffusé 53 *communiqués de presse* sur sa jurisprudence (année précédente: 50) et cinq autres concernant des affaires institutionnelles (année précédente: 5). Ils ont été mis en ligne sur la page internet du Tribunal fédéral. Ce dernier a diffusé ces communiqués de presse également sur Twitter. Le Tribunal fédéral a en outre mis en ligne sur sa page internet des séquences filmées de l'ouverture de l'audience et du prononcé de la décision de deux délibérations publiques.

La Conférence des présidents et la Commission administrative ont décidé de réviser les *directives sur l'anonymisation* qu'elles avaient adoptées conjointement et de les publier sur internet l'année suivante.

### Relations avec les tribunaux cantonaux

Le 18 octobre, le Tribunal fédéral a organisé à Lucerne la conférence annuelle de la justice avec les cours suprêmes cantonales. Le thème central a porté sur l'avenir des programmes actuels de gestion des affaires des tribunaux. Le marché se trouve actuellement à un tournant. Parallèlement, les fabricants de ces programmes sont confrontés à de grands défis techniques. Pour la digitalisation de la justice suisse visée dans le cadre du projet Justitia 4.0, au moins un programme de gestion des affaires qui permette la tenue des dossiers électroniques en conformité avec les dispositions légales et un accès à la place de travail électronique sera nécessaire. Lors de la conférence, la question de savoir si et à quelles conditions les fabricants de programmes offriront d'eux-mêmes une telle solution est demeurée indécise.

## Relations avec le Parlement

Les questions habituelles ont été abordées avec les Commissions de gestion et des finances. Le 10 avril, les sous-commissions Tribunaux/MPC du Conseil national et du Conseil des Etats ont examiné les rapports de gestion des tribunaux fédéraux sur le site du Tribunal fédéral à Lucerne. Le 16 avril, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a entendu le président et la vice-présidente du Tribunal fédéral au sujet de la révision en cours de la LTF (voir ci-dessus sous Organisation judiciaire fédérale). Le Contrôle parlementaire de l'administration (CPA) a entamé ses travaux sur le thème de la «répartition des affaires au sein des tribunaux fédéraux» dans le cadre de l'inspection des CdG. Le secrétariat général a mis une documentation volumineuse à disposition du CPA. Lors de la séance du 10 avril, ainsi que par courriers des 11 mars et 11 septembre, la Commission administrative a exprimé aux CdG ses préoccupations de voir le principe constitutionnel de séparation des pouvoirs et l'autonomie garantie au Tribunal fédéral respectés dans ce domaine également.

## Relations avec les tribunaux étrangers

Le Tribunal fédéral entretient des relations internationales en première ligne avec les *Etats voisins* et les organisations judiciaires dont le Tribunal fédéral est membre.

Lors de la conférence du 30 avril au 3 mai à Montréal, au Canada, le président du Tribunal fédéral a présidé pour la dernière fois l'Association des Cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français *ACCPUF*. Sous sa direction, l'assemblée générale a révisé les statuts ainsi que le règlement intérieur et s'est donné pour nouveau nom «Association des Cours constitutionnelles francophones», abrégé ACCF. A l'issue de l'assemblée générale, la présidence a été reprise par la Cour suprême du Canada. La Commission administrative a ensuite pris part à la séance du bureau au Cambodge les 28 et 29 octobre.

Les 21 et 22 mars, une délégation du Tribunal fédéral composée des trois membres italophones a rencontré pour la première fois la *Corte costituzionale* à Rome pour des échanges professionnels, en particulier concernant la jurisprudence constitutionnelle en Italie et en Suisse ainsi que l'indépendance des juges.

Les 3 et 4 février à Lausanne, le *Conseil d'Etat* français a rendu visite au Tribunal fédéral, au cours de laquelle différents sujets juridiques ont été traités, notamment la bioéthique et l'acquisition de la nationalité. Divers membres du Tribunal fédéral ont participé à d'autres conférences judiciaires à l'étranger.

## Finances

Les *comptes* du Tribunal fédéral pour l'exercice écoulé présentent un total de dépenses (investissements inclus) de 94 900 000 francs et un total de recettes de 16 100 000 francs. Le taux de couverture s'élève à 17%. Des émoluments judiciaires ont été encaissés pour un montant de 14 300 000 francs. Les pertes effectives s'élèvent à 1 305 000 francs, soit 9,1% des émoluments judiciaires facturés. Le montant de 69 000 francs a pu être encaissé sur des créances amorties précédemment.

|                                   | Montant en CHF |
|-----------------------------------|----------------|
| Dépenses (investissements inclus) | 94 900 000     |
| Recettes                          | 16 100 000     |

## Surveillance des tribunaux de première instance de la Confédération et collaboration avec ceux-ci

### Séances

Le 1<sup>er</sup> avril, le Tribunal fédéral a examiné séparément avec les trois tribunaux de première instance de la Confédération leur rapport de gestion et les comptes 2018, ainsi que les budgets 2020. Ont été abordés en commun les questions concernant tous les tribunaux et portant notamment sur la digitalisation du dossier judiciaire (projet *Justitia 4.0*), la place de travail électronique du juge ainsi que quelques objets parlementaires comme la révision partielle de la LTF. D'autres séances de surveillance ont eu lieu le 10 octobre au Tribunal pénal fédéral à Bellinzzone, ainsi que le 31 octobre au Tribunal fédéral des brevets et au Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall. Avec le Tribunal pénal fédéral, les discussions ont notamment porté sur l'état des préparatifs pour la nouvelle Cour d'appel, sur des questions organisationnelles qui y sont liées ainsi que sur quelques problèmes relatifs au personnel également dans le cadre d'entretiens individuels. Au Tribunal administratif fédéral, le thème spécifique de la flexibilisation de la gestion des temps partiels de juges a été abordé. Le Tribunal fédéral a soutenu l'orientation des mesures que le Tribunal administratif fédéral a présentées par la suite aux commissions de gestion le 27 décembre.

### Dénonciations en matière de surveillance

Un dossier a été ouvert pour trois nouvelles dénonciations en matière de surveillance, toutes dirigées contre le Tribunal administratif fédéral. Le Tribunal fédéral a traité deux dénonciations; il n'y a pas donné suite. En outre,

par lettre du 6 février et pour donner suite à la dénonciation en matière de surveillance déposée par la présidente de la nouvelle Cour d'appel, la Commission administrative a invité le Tribunal pénal fédéral à doter lui-même la nouvelle Cour d'appel en respectant les standards découlant des règles de procédure et d'organisation afin de la rendre apte à fonctionner.

### Collaboration

Les secrétaires généraux des tribunaux se sont rencontrés quatre fois pour un échange de vues et pour la coordination de diverses questions entre les tribunaux, notamment pour la préparation des affaires en lien avec les séances de surveillance. Les thèmes centraux ont en outre porté sur le projet Justitia 4.0, l'introduction de GEVER (gestion électronique des dossiers administratifs), l'avenir du réseau des bibliothèques et l'examen par le Contrôle parlementaire de l'administration (CPA) de la composition de la cour appelée à statuer. La révision de la loi sur l'expropriation, qui va transférer la compétence de nommer et de fixer les conditions d'engagement des membres des commissions d'estimation du Tribunal administratif fédéral au Tribunal fédéral (art. 59 ss P-LEx), a également été traitée.

Par ailleurs, des échanges réguliers et constructifs portant essentiellement sur des questions relatives au personnel et aux finances ont eu lieu entre les services des tribunaux.

## Rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération

Les points suivants tirés des rapports de gestion des tribunaux de première instance de la Confédération méritent notamment d'être mentionnés.

### Tribunal pénal fédéral

945 affaires ont été introduites au Tribunal pénal fédéral. Celui-ci a traité 809 affaires. 369 procédures ont été reportées à l'année suivante. La Cour des affaires pénales a tranché 86 cas, la Cour d'appel 26 et la Cour des plaintes 697.

L'organisation du tribunal est, pour l'essentiel, restée inchangée. Comme au Tribunal fédéral, la commission administrative ne compte plus que trois membres.

Le tribunal rend le législateur attentif à deux dispositions de la loi sur l'organisation des autorités pénales (LOAP). L'art. 44 interdit aussi aux juges suppléants de

représenter des tiers à titre professionnel devant n'importe quel tribunal; ceci complique la recherche de candidats. Le tirage au sort prévu à l'art. 38c ne constitue pas un critère adéquat pour compléter le collège de juges afin de composer correctement la cour d'un point de vue linguistique.

### Tribunal administratif fédéral

6965 affaires ont été introduites au Tribunal administratif fédéral. Celui-ci a tranché 7157 affaires. 5413 procédures ont été reportées à l'année suivante. En matière d'asile, le tribunal a enregistré 4119 affaires et a statué sur 4371 affaires.

### Tribunal fédéral des brevets

21 affaires ont été introduites au Tribunal fédéral des brevets. Le tribunal a tranché 40 affaires; dont 8 par transaction. 20 ont été reportées à l'année suivante. 7 procédures ont été menées en anglais, d'un commun accord entre les parties, tant en ce qui concerne les mémoires déposés que les débats oraux.

## Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH)

Durant l'exercice écoulé, la Cour européenne des droits de l'homme a enregistré officiellement 279 *requêtes* contre la Suisse (année précédente: 272) et a rendu 275 décisions concernant notre pays. A la fin de l'année, il y avait 135 affaires pendantes contre la Suisse à Strasbourg.

Le Tribunal fédéral a été invité par l'agent de la Suisse auprès de la Cour à déposer une *prise de position* dans 18 affaires (année précédente: 10).

Six *arrêts* ont été rendus par la Cour européenne des droits de l'homme. Le Tribunal fédéral était la dernière instance nationale dans quatre affaires, le Tribunal administratif fédéral dans deux. La Cour a constaté au moins une violation de la Convention par la Suisse dans cinq cas (année précédente: 4). Par ailleurs, la Cour a rendu onze décisions d'irrecevabilité motivées, ainsi que deux décisions de radiation du rôle et a pris acte d'un règlement amiable.

Dans l'*affaire A.A.*, la Cour s'est opposée au renvoi d'un requérant d'asile afghan qui s'était converti de l'islam au christianisme en Suisse (violation de l'art. 3 CEDH). Dans l'*affaire I.M.*, la Cour a contesté, au vu des circonstances concrètes, l'examen de la proportionnalité effectué

par le Tribunal administratif fédéral et a estimé que l'expulsion au Kosovo du requérant condamné pour viol portait atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale garanti par la Convention (violation de l'art. 8 CEDH).

*L'affaire T.B. c. Suisse* portait sur le placement à des fins d'assistance dans l'aile de sécurité d'un établissement pénitentiaire, après exécution de la peine, d'un délinquant ayant violé et tué une prostituée alors qu'il était encore mineur. Le Tribunal fédéral avait certes retenu dans l'ATF 138 III 593 que la loi ne prévoyait pas une privation de liberté à des fins d'assistance uniquement en raison d'une mise en danger d'autrui, mais a toutefois rejeté le recours dans le cas concret. La Cour a en revanche souligné que le requérant était détenu sans base légale et à titre purement préventif dans un établissement pénitentiaire (violation de l'art. 5 par. 1 CEDH). Dans *l'affaire I.L.* était en cause la décision ordonnant la détention pour des motifs de sûreté après l'expiration d'une mesure thérapeutique institutionnelle. La décision relative à la prolongation de la mesure n'ayant pas été rendue avant l'écoulement de la durée de cinq ans de ladite mesure, l'intéressé a été placé pendant environ trois mois en détention pour des motifs de sûreté. La Cour est arrivée à la conclusion que les bases légales pour une telle détention n'étaient pas suffisantes en pareil cas et que la jurisprudence du Tribunal fédéral rendue à ce jour ne pouvait être considérée comme établie. La détention pour des motifs de sûreté portait dès lors atteinte au droit à la liberté (violation de l'art. 5 par. 1 CEDH). Au sujet de ces deux thèmes, des travaux législatifs sont en cours.

Dans *l'affaire Rivera Vazquez et Calleja Delsordo c. Suisse*, la Cour a estimé que la Suisse avait violé le droit à un procès équitable (art. 6 par. 1 CEDH), parce que le Tribunal fédéral avait refusé l'octroi de dépens à la partie ayant obtenu gain de cause, sans l'entendre, au motif surprenant qu'elle n'avait pas été valablement représentée.

## 2. INDICATIONS À L'INTENTION DU LÉGISLATEUR

### Deuxième Cour de droit civil

#### **Loi fédérale du 25 septembre 1917 concernant la constitution de gages sur les entreprises de chemins de fer et de navigation et la liquidation forcée de ces entreprises**

Dans l'ATF 145 III 374, le Tribunal fédéral a examiné la faillite et la liquidation d'une société de chemin de fer. La demande de liquidation était fondée sur la loi fédérale du 25 septembre 1917 concernant la constitution de gages sur les entreprises de chemins de fer et de navigation et la liquidation forcée de ces entreprises (LGEL; RS 742.211) et a été introduite directement devant le Tribunal fédéral. Dans son arrêt, le Tribunal fédéral s'est déterminé sur le champ d'application de la LGEL et sa délimitation par rapport à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). Il s'est alors révélé que la LGEL n'est plus actuelle. Elle attribue en particulier au Tribunal fédéral des compétences de première instance qui sont incompatibles avec ses fonctions d'instance judiciaire suprême et ne satisfont pas à la protection du droit telle qu'elle est réglée par la loi sur le Tribunal fédéral. Le Tribunal fédéral suggère d'adapter à cet égard la LGEL.



## 3. STATISTIQUES

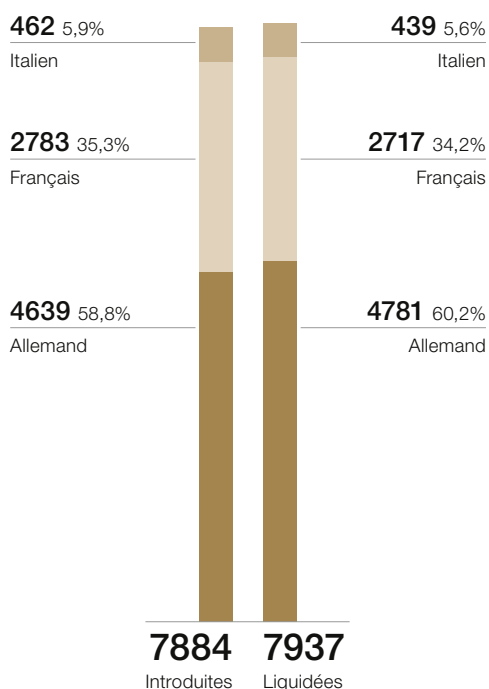
### 3.1 Nature et nombre des affaires

|                                       | Affaires                         |                                |                                |                     |                         |                  | Issue du procès |                |             |                            |             |
|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|-------------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------|----------------------------|-------------|
|                                       | Introduites en 2018 <sup>1</sup> | Liquidées en 2018 <sup>1</sup> | Reportées de 2018 <sup>1</sup> | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019       | Reportées à 2020 | Radiation       | Irrecevabilité | Rejet       | Admission (même partielle) | Autre issue |
| <b>Contestations de droit public</b>  |                                  |                                |                                |                     |                         |                  |                 |                |             |                            |             |
| Recours en matière de droit public    | 3591                             | 3595                           | 1559                           | 3462                | 3627                    | 1394             | 99              | 1066           | 1813        | 649                        | –           |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 359                              | 358                            | 60                             | 403                 | 411                     | 52               | 7               | 335            | 54          | 15                         | –           |
| Actions                               | 2                                | 2                              | 1                              | 4                   | 3                       | 2                | –               | 1              | 2           | –                          | –           |
| Demandes de révision, etc.            | 103                              | 106                            | 12                             | 139                 | 132                     | 19               | 3               | 72             | 50          | 7                          | –           |
| <b>Total</b>                          | <b>4055</b>                      | <b>4061</b>                    | <b>1632</b>                    | <b>4008</b>         | <b>4173</b>             | <b>1467</b>      | <b>109</b>      | <b>1474</b>    | <b>1919</b> | <b>671</b>                 | <b>0</b>    |
| <b>Affaires civiles et recours LP</b> |                                  |                                |                                |                     |                         |                  |                 |                |             |                            |             |
| Recours en matière civile             | 1719                             | 1705                           | 599                            | 1692                | 1654                    | 637              | 82              | 727            | 670         | 175                        | –           |
| Demandes de révision, etc.            | 53                               | 54                             | 5                              | 40                  | 35                      | 10               | 2               | 15             | 18          | –                          | –           |
| <b>Total</b>                          | <b>1772</b>                      | <b>1759</b>                    | <b>604</b>                     | <b>1732</b>         | <b>1689</b>             | <b>647</b>       | <b>84</b>       | <b>742</b>     | <b>688</b>  | <b>175</b>                 | <b>0</b>    |
| <b>Affaires pénales</b>               |                                  |                                |                                |                     |                         |                  |                 |                |             |                            |             |
| Recours en matière pénale             | 1917                             | 2162                           | 522                            | 2094                | 2028                    | 588              | 48              | 788            | 876         | 316                        | –           |
| Demandes de révision, etc.            | 47                               | 48                             | 5                              | 45                  | 43                      | 7                | –               | 23             | 17          | 2                          | 1           |
| <b>Total</b>                          | <b>1964</b>                      | <b>2210</b>                    | <b>527</b>                     | <b>2139</b>         | <b>2071</b>             | <b>595</b>       | <b>48</b>       | <b>811</b>     | <b>893</b>  | <b>318</b>                 | <b>1</b>    |
| <b>Autres affaires</b>                |                                  |                                |                                |                     |                         |                  |                 |                |             |                            |             |
| Recours en matière de surveillance    | 4                                | 8                              | –                              | 3                   | 2                       | 1                | –               | 1              | 1           | –                          | –           |
| Recours à la commission de recours    | 3                                | 3                              | –                              | 2                   | 2                       | –                | –               | 1              | 1           | –                          | –           |
| <b>Total</b>                          | <b>7</b>                         | <b>11</b>                      | <b>0</b>                       | <b>5</b>            | <b>4</b>                | <b>1</b>         | <b>0</b>        | <b>2</b>       | <b>2</b>    | <b>0</b>                   | <b>0</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                  | <b>7798</b>                      | <b>8041</b>                    | <b>2763</b>                    | <b>7884</b>         | <b>7937<sup>2</sup></b> | <b>2710</b>      | <b>241</b>      | <b>3029</b>    | <b>3502</b> | <b>1164</b>                | <b>1</b>    |

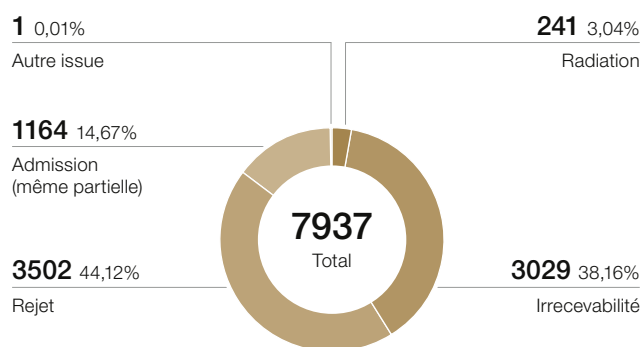
<sup>1</sup> Les petites différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion sont dues à des modifications ultérieures (jonctions et disjonctions de causes, etc.)

<sup>2</sup> En plus: 18 procédures de consultation CEDH

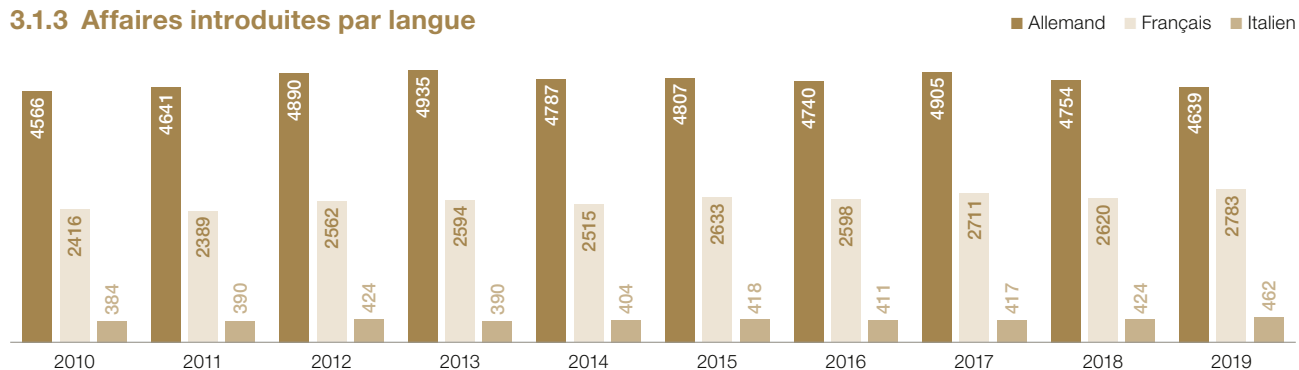
### 3.1.1 Affaires par langue en 2019



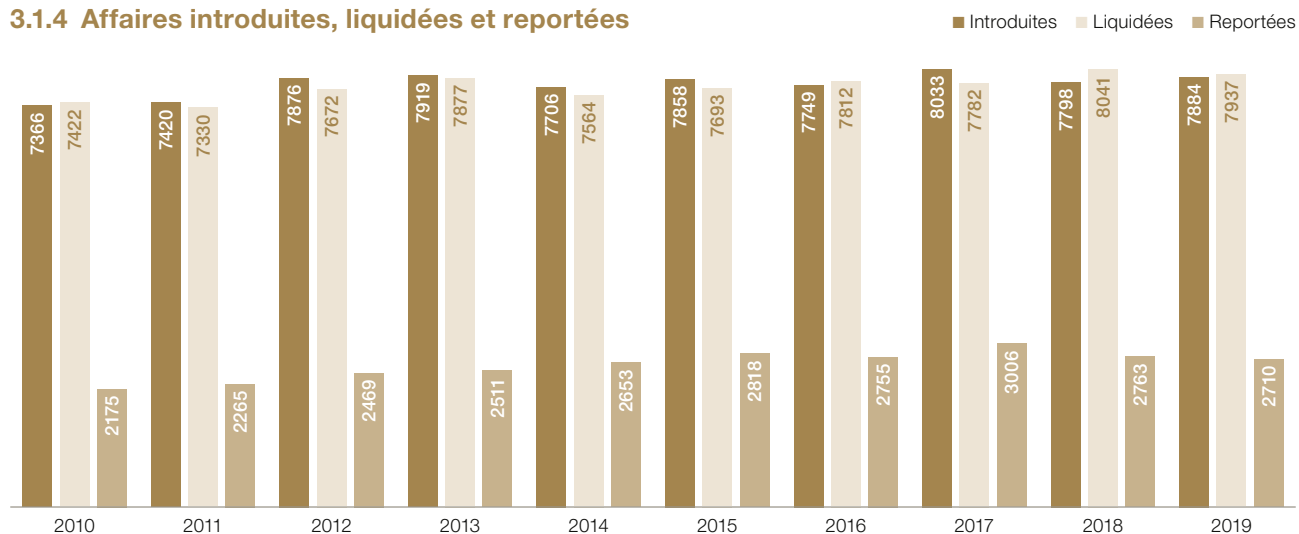
### 3.1.2 Modes de liquidation en 2019



### 3.1.3 Affaires introduites par langue

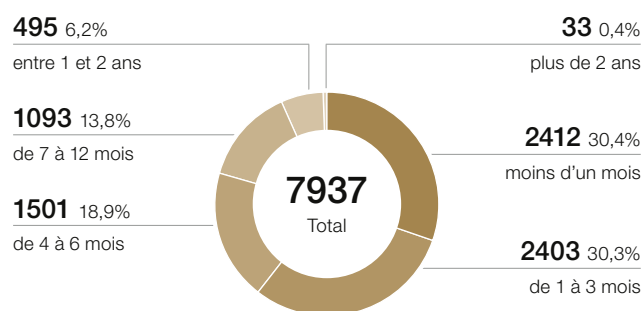


### 3.1.4 Affaires introduites, liquidées et reportées



## 3.2 Durée des affaires

|                                       | Moins d'un mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|---------------------------------------|-----------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| <b>Contestations de droit public</b>  |                 |               |               |                |                  |               |                            |
| Recours en matière de droit public    | 895             | 976           | 786           | 622            | 321              | 27            | 3627                       |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 276             | 81            | 29            | 21             | 4                | –             | 411                        |
| Actions                               | 1               | 1             | –             | –              | 1                | –             | 3                          |
| Demandes de révision, etc.            | 76              | 41            | 14            | 1              | –                | –             | 132                        |
| <b>Total</b>                          | <b>1248</b>     | <b>1099</b>   | <b>829</b>    | <b>644</b>     | <b>326</b>       | <b>27</b>     | <b>4173</b>                |
| <b>Affaires civiles et recours LP</b> |                 |               |               |                |                  |               |                            |
| Recours en matière civile             | 534             | 408           | 352           | 267            | 87               | 6             | 1654                       |
| Demandes de révision, etc.            | 18              | 11            | 4             | 1              | 1                | –             | 35                         |
| <b>Total</b>                          | <b>552</b>      | <b>419</b>    | <b>356</b>    | <b>268</b>     | <b>88</b>        | <b>6</b>      | <b>1689</b>                |
| <b>Affaires pénales</b>               |                 |               |               |                |                  |               |                            |
| Recours en matière pénale             | 592             | 859           | 315           | 181            | 81               | –             | 2028                       |
| Demandes de révision, etc.            | 20              | 22            | 1             | –              | –                | –             | 43                         |
| <b>Total</b>                          | <b>612</b>      | <b>881</b>    | <b>316</b>    | <b>181</b>     | <b>81</b>        | <b>0</b>      | <b>2071</b>                |
| <b>Autres affaires</b>                |                 |               |               |                |                  |               |                            |
| Recours en matière de surveillance    | –               | 2             | –             | –              | –                | –             | 2                          |
| Recours à la commission de recours    | –               | 2             | –             | –              | –                | –             | 2                          |
| <b>Total</b>                          | <b>0</b>        | <b>4</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>4</b>                   |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                  | <b>2412</b>     | <b>2403</b>   | <b>1501</b>   | <b>1093</b>    | <b>495</b>       | <b>33</b>     | <b>7937</b>                |



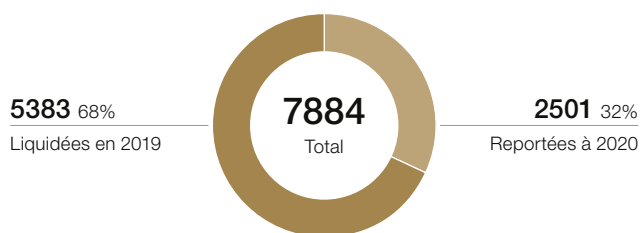
### 3.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

|                                       | Affaires liquidées<br>Durée moyenne en jours |                    |                | Affaires liquidées<br>Durée maximale en jours |                    | Affaires reportées     |                         |
|---------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------|----------------|-----------------------------------------------|--------------------|------------------------|-------------------------|
|                                       | pour la décision                             | pour la confection | pour le procès | pour la décision                              | pour la confection | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours |
| <b>Contestations de droit public</b>  |                                              |                    |                |                                               |                    |                        |                         |
| Recours en matière de droit public    | 155                                          | 13                 | 168            | 1496                                          | 138                | 177                    | 1251                    |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 46                                           | 9                  | 55             | 515                                           | 49                 | 109                    | 349                     |
| Actions                               | 215                                          | 16                 | 231            | 421                                           | 27                 | 117                    | 198                     |
| Demandes de révision, etc.            | 45                                           | 14                 | 59             | 244                                           | 49                 | 96                     | 377                     |
| <b>Moyenne</b>                        | <b>141</b>                                   | <b>13</b>          | <b>154</b>     |                                               |                    | <b>174</b>             |                         |
| <b>Affaires civiles et recours LP</b> |                                              |                    |                |                                               |                    |                        |                         |
| Recours en matière civile             | 129                                          | 17                 | 147            | 2345                                          | 155                | 152                    | 2137                    |
| Demandes de révision, etc.            | 68                                           | 11                 | 80             | 574                                           | 37                 | 78                     | 162                     |
| <b>Moyenne</b>                        | <b>128</b>                                   | <b>17</b>          | <b>145</b>     |                                               |                    | <b>151</b>             |                         |
| <b>Affaires pénales</b>               |                                              |                    |                |                                               |                    |                        |                         |
| Recours en matière pénale             | 102                                          | 9                  | 111            | 708                                           | 127                | 106                    | 804                     |
| Demandes de révision, etc.            | 47                                           | 7                  | 54             | 182                                           | 27                 | 52                     | 110                     |
| <b>Moyenne</b>                        | <b>100</b>                                   | <b>9</b>           | <b>109</b>     |                                               |                    | <b>105</b>             |                         |
| <b>Autres affaires</b>                |                                              |                    |                |                                               |                    |                        |                         |
| Recours en matière de surveillance    | 73                                           | 13                 | 86             | 78                                            | 13                 | 231                    | 231                     |
| Recours à la commission de recours    | 58                                           | 4                  | 62             | 61                                            | 7                  | –                      | –                       |
| <b>Moyenne</b>                        | <b>65</b>                                    | <b>8</b>           | <b>74</b>      |                                               |                    | <b>231</b>             |                         |
| <b>MOYENNE TOTALE</b>                 | <b>127</b>                                   | <b>12</b>          | <b>140</b>     |                                               |                    | <b>153</b>             |                         |

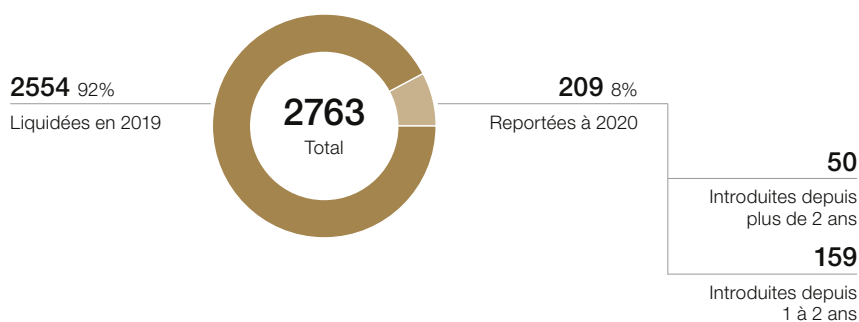
### 3.3 Quotients de liquidation

|                                      | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) |                        |  |                       | Liquidation des affaires reportées (Q2) |                        |  |                       | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) |                    |  |
|--------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|--|-----------------------|-----------------------------------------|------------------------|--|-----------------------|----------------------------------------------------------|--------------------|--|
|                                      | Introduites en 2019                    | dont liquidées en 2019 |  | dont reportées à 2020 | Reportées de 2018                       | dont liquidées en 2019 |  | dont reportées à 2020 | Introduites en 2019                                      | Liquidées en 2019  |  |
| I <sup>re</sup> Cour de droit public | 1370                                   | 905 (66%)              |  | 465 (34%)             | 406                                     | 376 (93%)              |  | 30 (7%)               | 1370                                                     | 1281 (94%)         |  |
| II <sup>e</sup> Cour de droit public | 1193                                   | 774 (65%)              |  | 419 (35%)             | 636                                     | 524 (82%)              |  | 112 (18%)             | 1193                                                     | 1298 (109%)        |  |
| I <sup>re</sup> Cour de droit civil  | 725                                    | 479 (66%)              |  | 246 (34%)             | 292                                     | 277 (95%)              |  | 15 (5%)               | 725                                                      | 756 (104%)         |  |
| II <sup>e</sup> Cour de droit civil  | 1321                                   | 939 (71%)              |  | 382 (29%)             | 353                                     | 324 (92%)              |  | 29 (8%)               | 1321                                                     | 1263 (96%)         |  |
| Cour de droit pénal                  | 1519                                   | 1062 (70%)             |  | 457 (30%)             | 467                                     | 453 (97%)              |  | 14 (3%)               | 1519                                                     | 1515 (100%)        |  |
| I <sup>re</sup> Cour de droit social | 874                                    | 593 (68%)              |  | 281 (32%)             | 335                                     | 328 (98%)              |  | 7 (2%)                | 874                                                      | 921 (105%)         |  |
| II <sup>e</sup> Cour de droit social | 877                                    | 627 (71%)              |  | 250 (29%)             | 274                                     | 272 (99%)              |  | 2 (1%)                | 877                                                      | 899 (103%)         |  |
| Autres                               | 5                                      | 4 (80%)                |  | 1 (20%)               | –                                       | –                      |  | –                     | 5                                                        | 4 (80%)            |  |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>7884</b>                            | <b>5383 (68%)</b>      |  | <b>2501 (32%)</b>     | <b>2763</b>                             | <b>2554 (92%)</b>      |  | <b>209 (8%)</b>       | <b>7884</b>                                              | <b>7937 (101%)</b> |  |

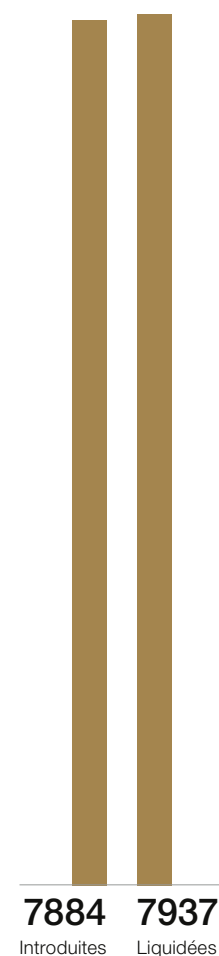
#### 3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



#### 3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

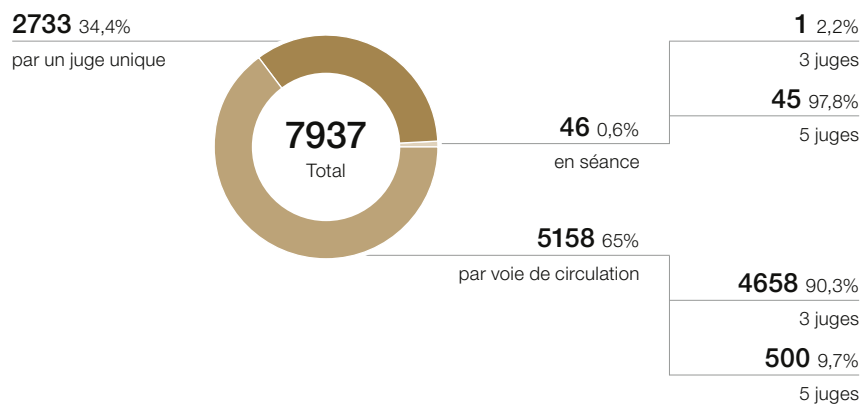


#### 3.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



### 3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

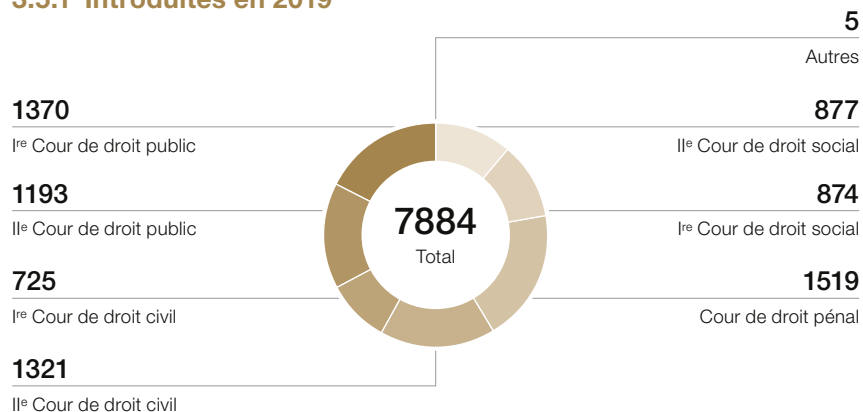
|                                       | par un<br>juge<br>unique | par voie de circulation |            |             | en séance |           |           |
|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------|------------|-------------|-----------|-----------|-----------|
|                                       |                          | 3 juges                 | 5 juges    | Total       | 3 juges   | 5 juges   | Total     |
| <b>Contestations de droit public</b>  |                          |                         |            |             |           |           |           |
| Recours en matière de droit public    | 1008                     | 2301                    | 294        | 2595        | 1         | 23        | 24        |
| Recours constitutionnels subsidiaires | 318                      | 85                      | 8          | 93          | –         | –         | –         |
| Actions                               | –                        | 3                       | –          | 3           | –         | –         | –         |
| Demandes de révision, etc.            | 8                        | 121                     | 3          | 124         | –         | –         | –         |
| <b>Total</b>                          | <b>1334</b>              | <b>2510</b>             | <b>305</b> | <b>2815</b> | <b>1</b>  | <b>23</b> | <b>24</b> |
| <b>Affaires civiles et recours LP</b> |                          |                         |            |             |           |           |           |
| Recours en matière civile             | 676                      | 874                     | 91         | 965         | –         | 13        | 13        |
| Demandes de révision, etc.            | 1                        | 32                      | 2          | 34          | –         | –         | –         |
| <b>Total</b>                          | <b>677</b>               | <b>906</b>              | <b>93</b>  | <b>999</b>  | <b>0</b>  | <b>13</b> | <b>13</b> |
| <b>Affaires pénales</b>               |                          |                         |            |             |           |           |           |
| Recours en matière pénale             | 721                      | 1196                    | 102        | 1298        | –         | 9         | 9         |
| Demandes de révision, etc.            | –                        | 43                      | –          | 43          | –         | –         | –         |
| <b>Total</b>                          | <b>721</b>               | <b>1239</b>             | <b>102</b> | <b>1341</b> | <b>0</b>  | <b>9</b>  | <b>9</b>  |
| <b>Autres affaires</b>                |                          |                         |            |             |           |           |           |
| Recours en matière de surveillance    | –                        | 2                       | –          | 2           | –         | –         | –         |
| Recours à la commission de recours    | 1                        | 1                       | –          | 1           | –         | –         | –         |
| <b>Total</b>                          | <b>1</b>                 | <b>3</b>                | <b>0</b>   | <b>3</b>    | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                  | <b>2733</b>              | <b>4658</b>             | <b>500</b> | <b>5158</b> | <b>1</b>  | <b>45</b> | <b>46</b> |



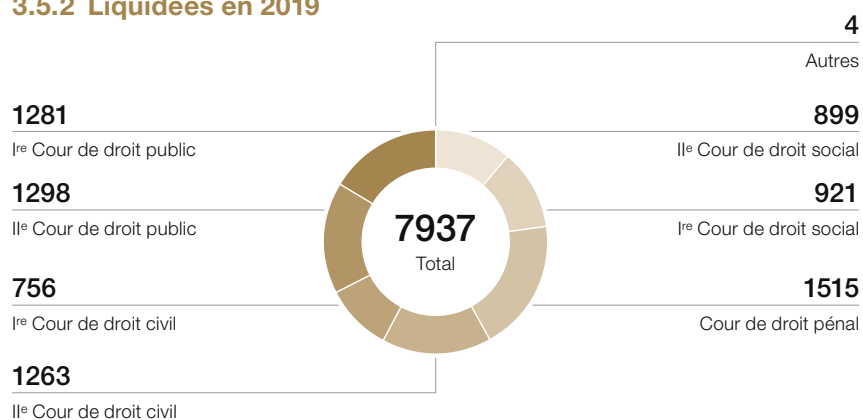
### 3.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

|                                                                   | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit public</b>                        |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière de droit public                                | 338               | 682                 | 658               | 362              |
| Recours en matière pénale                                         | 60                | 620                 | 556               | 124              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | 3                 | 8                   | 8                 | 3                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 5                 | 60                  | 59                | 6                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>406</b>        | <b>1370</b>         | <b>1281</b>       | <b>495</b>       |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit public</b>                        |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière de droit public                                | 620               | 1083                | 1197              | 506              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | 13                | 72                  | 68                | 17               |
| Actions                                                           | 1                 | 4                   | 3                 | 2                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 2                 | 34                  | 30                | 6                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>636</b>        | <b>1193</b>         | <b>1298</b>       | <b>531</b>       |
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit civil</b>                         |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière civile                                         | 283               | 628                 | 661               | 250              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | 8                 | 81                  | 81                | 8                |
| Actions                                                           | –                 | 1                   | 1                 | –                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 1                 | 15                  | 13                | 3                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>292</b>        | <b>725</b>          | <b>756</b>        | <b>261</b>       |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit civil</b>                         |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière civile                                         | 316               | 1064                | 993               | 387              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | 31                | 232                 | 246               | 17               |
| Actions                                                           | 2                 | –                   | 2                 | –                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 4                 | 25                  | 22                | 7                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>353</b>        | <b>1321</b>         | <b>1263</b>       | <b>411</b>       |
| <b>Cour de droit pénal</b>                                        |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière pénale                                         | 462               | 1474                | 1472              | 464              |
| Demandes de révision, etc.                                        | 5                 | 45                  | 43                | 7                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>467</b>        | <b>1519</b>         | <b>1515</b>       | <b>471</b>       |
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit social</b>                        |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière de droit public                                | 327               | 846                 | 895               | 278              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | 5                 | 8                   | 7                 | 6                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 3                 | 20                  | 19                | 4                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>335</b>        | <b>874</b>          | <b>921</b>        | <b>288</b>       |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit social</b>                        |                   |                     |                   |                  |
| Recours en matière de droit public                                | 272               | 850                 | 874               | 248              |
| Recours constitutionnels subsidiaires                             | –                 | 2                   | 1                 | 1                |
| Demandes de révision, etc.                                        | 2                 | 25                  | 24                | 3                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>274</b>        | <b>877</b>          | <b>899</b>        | <b>252</b>       |
| <b>Autres</b>                                                     |                   |                     |                   |                  |
| Recours à la commission administrative en matière de surveillance | –                 | 4                   | 3                 | 1                |
| Recours à la commission de recours                                | –                 | 1                   | 1                 | –                |
| <b>Total</b>                                                      | <b>0</b>          | <b>5</b>            | <b>4</b>          | <b>1</b>         |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                              | <b>2763</b>       | <b>7884</b>         | <b>7937</b>       | <b>2710</b>      |

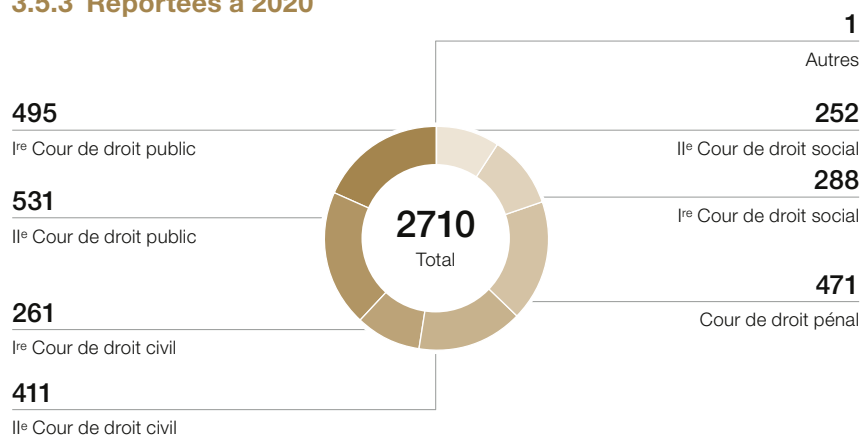
### 3.5.1 Introduites en 2019



### 3.5.2 Liquidées en 2019



### 3.5.3 Reportées à 2020



### 3.6 Répartition des affaires entre les cours (5 ans)

|                                                    | Introduites |             |             |             |             | Liquidées   |             |             |             |             |
|----------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                                                    | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit public</b>         |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière de droit public                 | 665         | 610         | 710         | 666         | 682         | 643         | 652         | 647         | 655         | 658         |
| Recours en matière pénale                          | 452         | 500         | 557         | 576         | 620         | 435         | 492         | 543         | 608         | 556         |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 7           | 6           | 7           | 8           | 8           | 9           | 3           | 8           | 8           | 8           |
| Actions                                            | 1           | –           | –           | 1           | –           | 1           | –           | –           | 1           | –           |
| Demandes de révision, etc.                         | 41          | 44          | 50          | 45          | 60          | 43          | 44          | 53          | 42          | 59          |
| <b>Total</b>                                       | <b>1166</b> | <b>1160</b> | <b>1324</b> | <b>1296</b> | <b>1370</b> | <b>1131</b> | <b>1191</b> | <b>1251</b> | <b>1314</b> | <b>1281</b> |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit public</b>         |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière de droit public                 | 1156        | 1187        | 1091        | 1156        | 1083        | 1189        | 1161        | 1085        | 1099        | 1197        |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 75          | 55          | 51          | 56          | 72          | 75          | 51          | 52          | 55          | 68          |
| Actions                                            | 2           | 2           | 1           | 1           | 4           | 1           | 2           | 1           | 1           | 3           |
| Demandes de révision, etc.                         | 24          | 30          | 24          | 22          | 34          | 23          | 27          | 21          | 28          | 30          |
| <b>Total</b>                                       | <b>1257</b> | <b>1274</b> | <b>1167</b> | <b>1235</b> | <b>1193</b> | <b>1288</b> | <b>1241</b> | <b>1159</b> | <b>1183</b> | <b>1298</b> |
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit civil</b>          |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière civile                          | 705         | 731         | 670         | 665         | 628         | 694         | 746         | 647         | 664         | 661         |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 84          | 90          | 102         | 66          | 81          | 99          | 91          | 92          | 79          | 81          |
| Actions                                            | 1           | –           | –           | –           | 1           | 2           | –           | –           | –           | 1           |
| Demandes de révision, etc.                         | 17          | 27          | 32          | 26          | 15          | 21          | 26          | 30          | 28          | 13          |
| <b>Total</b>                                       | <b>807</b>  | <b>848</b>  | <b>804</b>  | <b>757</b>  | <b>725</b>  | <b>816</b>  | <b>863</b>  | <b>769</b>  | <b>771</b>  | <b>756</b>  |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit civil</b>          |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière civile                          | 1038        | 994         | 1055        | 1054        | 1064        | 1026        | 938         | 1101        | 1041        | 993         |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 239         | 222         | 267         | 220         | 232         | 230         | 221         | 270         | 208         | 246         |
| Actions                                            | 1           | –           | 3           | 1           | –           | 1           | –           | 2           | –           | 2           |
| Demandes de révision, etc.                         | 15          | 20          | 28          | 27          | 25          | 14          | 22          | 26          | 26          | 22          |
| <b>Total</b>                                       | <b>1293</b> | <b>1236</b> | <b>1353</b> | <b>1302</b> | <b>1321</b> | <b>1271</b> | <b>1181</b> | <b>1399</b> | <b>1275</b> | <b>1263</b> |
| <b>Cour de droit pénal</b>                         |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière pénale                          | 1343        | 1433        | 1472        | 1341        | 1474        | 1246        | 1354        | 1452        | 1554        | 1472        |
| Demandes de révision, etc.                         | 36          | 36          | 28          | 47          | 45          | 44          | 35          | 28          | 48          | 43          |
| <b>Total</b>                                       | <b>1379</b> | <b>1469</b> | <b>1500</b> | <b>1388</b> | <b>1519</b> | <b>1290</b> | <b>1389</b> | <b>1480</b> | <b>1602</b> | <b>1515</b> |
| <b>I<sup>re</sup> Cour de droit social</b>         |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière de droit public                 | 954         | 858         | 917         | 881         | 846         | 970         | 957         | 805         | 901         | 895         |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 4           | 6           | 6           | 9           | 8           | 4           | 3           | 7           | 8           | 7           |
| Demandes de révision, etc.                         | 21          | 16          | 15          | 16          | 20          | 23          | 18          | 14          | 17          | 19          |
| <b>Total</b>                                       | <b>979</b>  | <b>880</b>  | <b>938</b>  | <b>906</b>  | <b>874</b>  | <b>997</b>  | <b>978</b>  | <b>826</b>  | <b>926</b>  | <b>921</b>  |
| <b>II<sup>e</sup> Cour de droit social</b>         |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours en matière de droit public                 | 956         | 864         | 927         | 887         | 850         | 879         | 949         | 880         | 940         | 874         |
| Recours constitutionnels subsidiaires              | 2           | –           | –           | –           | 2           | 2           | 1           | –           | –           | 1           |
| Demandes de révision, etc.                         | 15          | 13          | 13          | 20          | 25          | 15          | 15          | 13          | 19          | 24          |
| <b>Total</b>                                       | <b>973</b>  | <b>877</b>  | <b>940</b>  | <b>907</b>  | <b>877</b>  | <b>896</b>  | <b>965</b>  | <b>893</b>  | <b>959</b>  | <b>899</b>  |
| <b>Autres</b>                                      |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Juridiction non contentieuse                       | –           | 1           | –           | –           | –           | –           | 1           | –           | –           | –           |
| Recours à la comm. adm. en matière de surveillance | 4           | 3           | 7           | 4           | 4           | 4           | 2           | 5           | 8           | 3           |
| Recours à la commission de recours                 | –           | 1           | –           | 3           | 1           | –           | 1           | –           | 3           | 1           |
| <b>Total</b>                                       | <b>4</b>    | <b>5</b>    | <b>7</b>    | <b>7</b>    | <b>5</b>    | <b>4</b>    | <b>4</b>    | <b>5</b>    | <b>11</b>   | <b>4</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                               | <b>7858</b> | <b>7749</b> | <b>8033</b> | <b>7798</b> | <b>7884</b> | <b>7693</b> | <b>7812</b> | <b>7782</b> | <b>8041</b> | <b>7937</b> |



### 3.7 Affaires liquidées selon les matières

|                                                                                                                  | Recours en matière de droit public | Recours constitutionnels subsidiaires | Autres cas LTF | Demandes de révision, etc. | Total |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|-------|
| <b>Droit public et administratif</b>                                                                             |                                    |                                       |                |                            |       |
| 010.00 Droits déduits des art. 8 et 29 Cst.                                                                      | 3                                  | -                                     | -              | -                          | 3     |
| 010.90 Autres recours pour violation de l'interdiction de l'arbitraire                                           | 1                                  | 1                                     | -              | 1                          | 3     |
| 011.00 Liberté personnelle, protection de la sphère privée, dignité humaine sauf recours en matière de détention | 5                                  | -                                     | -              | -                          | 5     |
| 012.00 Liberté de réunion, d'association et liberté syndicale                                                    | 1                                  | -                                     | -              | -                          | 1     |
| 013.00 Liberté d'opinion (au sens large) et de religion                                                          | 3                                  | -                                     | -              | 1                          | 4     |
| 014.00 Droit de cité, liberté d'établissement, police des étrangers, droit d'asile                               | 521                                | 43                                    | -              | 11                         | 575   |
| 014.10 Droit de cité                                                                                             | 22                                 | 7                                     | -              | 2                          | 31    |
| 014.20 Liberté d'établissement                                                                                   | 2                                  | -                                     | -              | -                          | 2     |
| 014.30 Droit des étrangers                                                                                       | 497                                | 36                                    | -              | 9                          | 542   |
| 015.00 Responsabilité de l'Etat                                                                                  | 19                                 | 2                                     | 2              | -                          | 23    |
| 016.00 Droits politiques                                                                                         | 51                                 | -                                     | -              | 2                          | 53    |
| 017.00 Droit de la fonction publique                                                                             | 64                                 | 6                                     | -              | 1                          | 71    |
| 018.00 Autonomie communale                                                                                       | 3                                  | -                                     | -              | -                          | 3     |
| 019.00 Autres droits fondamentaux                                                                                | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 020.00 Garantie de la propriété                                                                                  | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 021.00 Surveillance des fondations                                                                               | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 022.00 Propriété foncière rurale (sans le droit des successions)                                                 | 4                                  | -                                     | -              | -                          | 4     |
| 023.00 Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger                                                    | 3                                  | -                                     | -              | -                          | 3     |
| 023.99 Registres publics                                                                                         | 2                                  | -                                     | 9              | -                          | 11    |
| 032.00 Procédure administrative                                                                                  | 42                                 | -                                     | 1              | 4                          | 47    |
| 033.00 Compétence, garantie du juge du domicile et du juge naturel                                               | 3                                  | -                                     | 83             | 5                          | 91    |
| 034.00 Exécution forcée                                                                                          | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 035.00 Arbitrage                                                                                                 | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 036.00 Extradition                                                                                               | 21                                 | -                                     | -              | -                          | 21    |
| 037.00 Entraide judiciaire                                                                                       | 70                                 | -                                     | -              | -                          | 70    |
| 038.00 Droit pénal cantonal et droit pénal administratif                                                         | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 039.99 Ecole, science et recherche                                                                               | 48                                 | 6                                     | -              | 2                          | 56    |
| 043.99 Langue, art et culture                                                                                    | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 045.99 Protection de la nature, du paysage et des animaux                                                        | 26                                 | -                                     | -              | 1                          | 27    |
| 050.00 Défense nationale                                                                                         | 7                                  | -                                     | -              | -                          | 7     |
| 060.00 Subventions                                                                                               | 2                                  | 1                                     | -              | 1                          | 4     |
| 061.00 Douanes                                                                                                   | 4                                  | -                                     | 1              | -                          | 5     |
| 062.00 Impôts directs                                                                                            | 291                                | 8                                     | -              | 9                          | 308   |
| 063.00 Droits de timbre                                                                                          | 3                                  | -                                     | -              | -                          | 3     |
| 064.00 Impôts indirects                                                                                          | 22                                 | -                                     | -              | -                          | 22    |
| 065.00 Impôt anticipé                                                                                            | 23                                 | -                                     | -              | 1                          | 24    |
| 066.00 Taxe militaire                                                                                            | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 067.00 Double imposition                                                                                         | 6                                  | -                                     | -              | -                          | 6     |
| 068.00 Autres contributions publiques                                                                            | 52                                 | -                                     | -              | 2                          | 54    |
| 069.00 Exonération fiscale et remise d'impôt                                                                     | 4                                  | 2                                     | -              | -                          | 6     |
| 070.00 Aménagement du territoire                                                                                 | 105                                | -                                     | -              | 3                          | 108   |
| 071.00 Remembrement                                                                                              | 2                                  | -                                     | -              | -                          | 2     |
| 072.00 Droit cantonal des constructions                                                                          | 171                                | -                                     | -              | 7                          | 178   |
| 073.00 Expropriation                                                                                             | 22                                 | -                                     | -              | -                          | 22    |
| 074.00 Energie                                                                                                   | 3                                  | -                                     | -              | -                          | 3     |
| 075.00 Routes (y compris circulation routière)                                                                   | 93                                 | -                                     | -              | 5                          | 98    |
| 076.00 Ouvrages publics de la Confédération (planification, construction et fonctionnement)                      | 9                                  | -                                     | -              | -                          | 9     |
| 077.00 Navigation aérienne (sauf installations)                                                                  | -                                  | -                                     | -              | -                          | -     |
| 078.00 Postes et télécommunications                                                                              | 1                                  | -                                     | -              | -                          | 1     |
| 079.00 Radio et télévision                                                                                       | 9                                  | -                                     | -              | -                          | 9     |
| 079.90 Santé                                                                                                     | 9                                  | -                                     | -              | 1                          | 10    |

|                                                                               | Recours en<br>matière de droit<br>public | Recours<br>constitutionnels<br>subsidiaries | Autres cas LTF | Demandes de<br>révision, etc. | Total       |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------|-------------------------------|-------------|
| <b>080.00 Professions sanitaires</b>                                          | <b>13</b>                                | -                                           | -              | -                             | <b>13</b>   |
| <b>081.00 Protection de l'équilibre écologique</b>                            | <b>30</b>                                | -                                           | -              | 2                             | <b>32</b>   |
| <b>082.00 Lutte contre les maladies</b>                                       | <b>1</b>                                 | -                                           | -              | -                             | <b>1</b>    |
| <b>083.00 Police des denrées alimentaires</b>                                 | <b>2</b>                                 | -                                           | -              | -                             | <b>2</b>    |
| <b>084.00 Législation du travail</b>                                          | <b>5</b>                                 | -                                           | -              | 1                             | <b>6</b>    |
| <b>085.00 Assurances sociales</b>                                             | <b>1634</b>                              | <b>2</b>                                    | -              | <b>41</b>                     | <b>1677</b> |
| 085.01 Assurance sociale, partie générale                                     | -                                        | -                                           | -              | -                             | -           |
| 085.10 Assurance vieillesse et survivants                                     | 98                                       | 1                                           | -              | 5                             | 104         |
| 085.30 Assurance-invalidité                                                   | 829                                      | -                                           | -              | 12                            | 841         |
| 085.40 Prestation complémentaire à l'AVS/AI                                   | 83                                       | -                                           | -              | 3                             | 86          |
| 085.50 Prévoyance professionnelle                                             | 73                                       | -                                           | -              | 5                             | 78          |
| 085.70 Assurance-maladie                                                      | 109                                      | -                                           | -              | 3                             | 112         |
| 085.80 Assurance-accidents                                                    | 283                                      | 1                                           | -              | 8                             | 292         |
| 085.90 Assurance militaire                                                    | 3                                        | -                                           | -              | -                             | 3           |
| 085.95 Allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité       | 3                                        | -                                           | -              | -                             | 3           |
| 086.00 Allocations familiales et assurance sociale cantonale                  | 27                                       | -                                           | -              | 2                             | 29          |
| 086.20 Assurance-chômage                                                      | 126                                      | -                                           | -              | 3                             | 129         |
| <b>087.00 Encouragement à la constr. et à l'accession à la propriété</b>      | -                                        | -                                           | -              | -                             | -           |
| <b>088.00 Aide sociale</b>                                                    | <b>72</b>                                | -                                           | -              | 1                             | <b>73</b>   |
| <b>090.00 Economie (droit public, à titre subsidiaire)</b>                    | <b>30</b>                                | <b>10</b>                                   | -              | 1                             | <b>41</b>   |
| <b>091.00 Professions libérales</b>                                           | <b>31</b>                                | <b>2</b>                                    | -              | 1                             | <b>34</b>   |
| <b>092.00 Surveillance des prix</b>                                           | -                                        | -                                           | -              | -                             | -           |
| <b>093.00 Agriculture</b>                                                     | <b>3</b>                                 | -                                           | -              | -                             | <b>3</b>    |
| <b>093.99 Forêts, chasse et pêche</b>                                         | <b>5</b>                                 | -                                           | -              | 1                             | <b>6</b>    |
| <b>095.99 Commerce, crédit et assurance privée</b>                            | <b>15</b>                                | -                                           | -              | -                             | <b>15</b>   |
| <b>099.00 Commerce extérieur, garantie contre les risques à l'exportation</b> | -                                        | -                                           | -              | -                             | -           |
| <b>Total droit public et administratif</b>                                    | <b>3569</b>                              | <b>83</b>                                   | <b>96</b>      | <b>105</b>                    | <b>3853</b> |

|                                                                                                           | Recours en<br>matière civile | Recours<br>constitutionnels<br>subsidiaries | Demandes de<br>révision, etc. | Total       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------|-------------|
| <b>Droit privé</b>                                                                                        |                              |                                             |                               |             |
| <b>100.01 Droit des personnes</b>                                                                         | <b>29</b>                    | <b>1</b>                                    | <b>3</b>                      | <b>33</b>   |
| 101.00 Protection de la personnalité                                                                      | 20                           | 1                                           | 2                             | 23          |
| 102.00 Droit au nom                                                                                       | 3                            | –                                           | –                             | 3           |
| 103.00 Associations                                                                                       | 1                            | –                                           | –                             | 1           |
| 104.00 Fondations                                                                                         | 4                            | –                                           | 1                             | 5           |
| 105.00 Autres problèmes                                                                                   | 1                            | –                                           | –                             | 1           |
| <b>109.90 Droit de la famille</b>                                                                         | <b>514</b>                   | <b>11</b>                                   | <b>8</b>                      | <b>533</b>  |
| 110.00 Mariage (y compris nullité du mariage)                                                             | –                            | –                                           | –                             | –           |
| 111.00 Divorce et séparation de corps                                                                     | 130                          | 4                                           | 1                             | 135         |
| 111.01 Divorce et séparation de corps (urgent)                                                            | 32                           | –                                           | –                             | 32          |
| 112.00 Effets du mariage et régimes matrimoniaux                                                          | 6                            | –                                           | –                             | 6           |
| 112.01 Effets du mariage et régimes matrimoniaux (urgent)                                                 | 59                           | –                                           | 1                             | 60          |
| 113.00 Rapport de filiation                                                                               | 102                          | 1                                           | 2                             | 105         |
| 113.01 Rapport de filiation (urgent)                                                                      | 40                           | 1                                           | 2                             | 43          |
| 114.00 Tutelle                                                                                            | 84                           | 2                                           | 2                             | 88          |
| 114.01 Tutelle (urgent)                                                                                   | 9                            | –                                           | –                             | 9           |
| 115.00 Autres problèmes                                                                                   | 2                            | 2                                           | –                             | 4           |
| 115.01 Autres problèmes (urgent)                                                                          | 50                           | 1                                           | –                             | 51          |
| <b>119.90 Droit des successions</b>                                                                       | <b>47</b>                    | <b>3</b>                                    | <b>4</b>                      | <b>54</b>   |
| 120.00 Les héritiers et les dispositions pour cause de mort                                               | 17                           | 1                                           | 4                             | 22          |
| 121.00 Dévolution de la succession                                                                        | 20                           | 2                                           | –                             | 22          |
| 122.00 Partage                                                                                            | 9                            | –                                           | –                             | 9           |
| 123.00 Partage succession d'entreprise agricole et de la propriété foncière rurale                        | 1                            | –                                           | –                             | 1           |
| <b>129.90 Droits réels</b>                                                                                | <b>50</b>                    | <b>11</b>                                   | <b>1</b>                      | <b>62</b>   |
| 130.00 Propriété foncière et propriété mobilière                                                          | 29                           | 8                                           | 1                             | 38          |
| 131.00 Servitudes                                                                                         | 8                            | 1                                           | –                             | 9           |
| 132.00 Gage immobilier et gage mobilier                                                                   | 8                            | 1                                           | –                             | 9           |
| 133.00 Possession et registre foncier                                                                     | 4                            | 1                                           | –                             | 5           |
| 134.00 Autres problèmes                                                                                   | 1                            | –                                           | –                             | 1           |
| <b>139.90 Droit des obligations</b>                                                                       | <b>517</b>                   | <b>80</b>                                   | <b>10</b>                     | <b>607</b>  |
| 140.00 Vente, échange, donation                                                                           | 26                           | 5                                           | 1                             | 32          |
| 141.00 Bail et bail à ferme                                                                               | 128                          | 27                                          | 4                             | 159         |
| 141.10 Prêt à usage (contrat de prêt et prêt de consommation)                                             | 25                           | 1                                           | –                             | 26          |
| 142.00 Contrat de travail                                                                                 | 120                          | 14                                          | –                             | 134         |
| 143.00 Contrat d'entreprise                                                                               | 29                           | 3                                           | –                             | 32          |
| 144.00 Mandat                                                                                             | 76                           | 11                                          | 1                             | 88          |
| 145.00 Droit des sociétés                                                                                 | 39                           | 1                                           | 2                             | 42          |
| 146.00 Droit des papiers-valeurs                                                                          | –                            | –                                           | –                             | –           |
| 147.00 Droit de la responsabilité civile                                                                  | 20                           | 4                                           | –                             | 24          |
| 148.00 Autres dispositions du droit des obligations                                                       | 54                           | 14                                          | 2                             | 70          |
| <b>150.00 Droit des contrats d'assurances</b>                                                             | <b>40</b>                    | <b>3</b>                                    | <b>2</b>                      | <b>45</b>   |
| <b>160.00 RC pour chemin de fer, installation électrique, transport par conduite et énergie nucléaire</b> | <b>1</b>                     | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>1</b>    |
| <b>169.90 Propriété intellectuelle et protection des données</b>                                          | <b>33</b>                    | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>33</b>   |
| 170.00 Protection des marques, du design et des variétés végétales                                        | 14                           | –                                           | –                             | 14          |
| 171.00 Brevets d'invention                                                                                | 5                            | –                                           | –                             | 5           |
| 172.00 Droit d'auteur                                                                                     | 9                            | –                                           | –                             | 9           |
| 173.00 Protection des données (y compris principe de la transparence)                                     | 5                            | –                                           | –                             | 5           |
| <b>175.00 Concurrence déloyale</b>                                                                        | <b>9</b>                     | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>9</b>    |
| <b>176.00 Droit des cartels</b>                                                                           | <b>2</b>                     | <b>6</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>8</b>    |
| <b>190.00 Autres dispositions du droit civil</b>                                                          | <b>–</b>                     | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>–</b>    |
| <b>200.00 Poursuites pour dettes et faillites</b>                                                         | <b>353</b>                   | <b>222</b>                                  | <b>6</b>                      | <b>581</b>  |
| <b>220.00 Exécution forcée</b>                                                                            | <b>–</b>                     | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>–</b>    |
| <b>250.00 Code de procédure civile</b>                                                                    | <b>14</b>                    | <b>–</b>                                    | <b>1</b>                      | <b>15</b>   |
| <b>260.00 Arbitrage international</b>                                                                     | <b>36</b>                    | <b>–</b>                                    | <b>–</b>                      | <b>36</b>   |
| <b>Total droit privé</b>                                                                                  | <b>1645</b>                  | <b>337</b>                                  | <b>35</b>                     | <b>2017</b> |

|                                                                    | Recours en matière pénale | Recours en matière de droit public, etc. | Demandes de révision, etc. | Total       |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------------------------|----------------------------|-------------|
| <b>Droit pénal</b>                                                 |                           |                                          |                            |             |
| <b>300.01 Partie générale du CP</b>                                | <b>190</b>                | <b>-</b>                                 | <b>1</b>                   | <b>191</b>  |
| 301.00 Fixation de la peine                                        | 38                        | -                                        | -                          | 38          |
| 302.00 Sursis                                                      | 37                        | -                                        | -                          | 37          |
| 303.00 Mesures                                                     | 75                        | -                                        | -                          | 75          |
| 304.00 Adolescents et jeunes adultes                               | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 305.10 Répression                                                  | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 305.20 Renonciation à toute peine                                  | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 305.30 Prescription                                                | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 305.40 Contraventions                                              | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 305.90 Autres problèmes                                            | 40                        | -                                        | 1                          | 41          |
| <b>309.90 Partie spéciale du CP</b>                                | <b>413</b>                | <b>-</b>                                 | <b>1</b>                   | <b>414</b>  |
| 310.00 Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle         | 117                       | -                                        | -                          | 117         |
| 311.00 Infractions contre le patrimoine                            | 123                       | -                                        | 1                          | 124         |
| 311.10 Infractions pénales contre le patrimoine                    | 116                       | -                                        | 1                          | 117         |
| 311.20 Violation du secret de fabrication ou du secret commercial  | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 311.30 Infractions en matière de LP                                | 7                         | -                                        | -                          | 7           |
| 311.40 Dispositions générales                                      | -                         | -                                        | -                          | -           |
| 312.00 Infractions contre l'honneur                                | 38                        | -                                        | -                          | 38          |
| 313.00 Crimes ou délits contre la liberté                          | 15                        | -                                        | -                          | 15          |
| 314.00 Infractions contre l'intégrité sexuelle                     | 53                        | -                                        | -                          | 53          |
| 315.00 Faux dans les titres                                        | 5                         | -                                        | -                          | 5           |
| 316.00 Autres infractions                                          | 62                        | -                                        | -                          | 62          |
| <b>319.99 Autres lois pénales</b>                                  | <b>182</b>                | <b>-</b>                                 | <b>1</b>                   | <b>183</b>  |
| 320.00 Dispositions pénales de la LCR                              | 118                       | -                                        | 1                          | 119         |
| 321.00 Dispositions pénales de la loi fédérale sur les stupéfiants | 25                        | -                                        | -                          | 25          |
| 322.00 Dispositions pénales contenues dans d'autres lois fédérales | 38                        | -                                        | -                          | 38          |
| 330.00 Droit pénal administratif                                   | 1                         | -                                        | -                          | 1           |
| <b>345.00 Code de procédure pénale</b>                             | <b>1133</b>               | <b>45</b>                                | <b>67</b>                  | <b>1245</b> |
| <b>347.00 LAVI</b>                                                 | <b>-</b>                  | <b>3</b>                                 | <b>-</b>                   | <b>3</b>    |
| <b>349.90 Exécution des peines et des mesures</b>                  | <b>26</b>                 | <b>-</b>                                 | <b>-</b>                   | <b>26</b>   |
| 350.00 Libération conditionnelle                                   | 13                        | -                                        | -                          | 13          |
| 351.00 Autres problèmes                                            | 13                        | -                                        | -                          | 13          |
| <b>Total droit pénal</b>                                           | <b>1944</b>               | <b>48</b>                                | <b>70</b>                  | <b>2062</b> |
| <b>Autres affaires</b>                                             |                           |                                          |                            |             |
| 390.00 Recours en matière de surveillance                          | 4                         |                                          |                            |             |
| 500.00 Echanges des vues                                           | 1                         |                                          |                            |             |
| <b>Total autres affaires</b>                                       | <b>5</b>                  |                                          |                            |             |

# L'essentiel en bref

La charge de travail de la Cour des affaires pénales est restée élevée tant par rapport à l'année précédente que par rapport à la moyenne des années précédentes; le nombre d'affaires liquidées est plus élevé que celui de l'année précédente.

S'agissant de la Cour des plaintes, les entrées ont fortement augmenté par rapport à l'année précédente et représentent un nouveau record.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Cour d'appel a été en mesure d'entamer immédiatement ses activités grâce aux travaux préparatoires menés dès 2018 dans les domaines de l'administration, de l'informatique, de la logistique et du personnel. S'agissant de la Cour d'appel, il n'existe évidemment aucun point de comparaison avec l'année précédente.



## TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL

|                                          |           |
|------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Partie générale</b>                | <b>36</b> |
| Composition du tribunal                  | 36        |
| Organisation du tribunal                 | 38        |
| Marche des affaires                      | 39        |
| Coordination de la jurisprudence         | 40        |
| Administration du tribunal               | 41        |
| Collaboration                            | 41        |
| Divers – Cour d’appel                    | 41        |
| <b>2. Recommandations au législateur</b> | <b>43</b> |
| <b>3. Statistiques</b>                   | <b>44</b> |



## **RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL 2019**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des  
Etats,

Conformément à l'article 34 alinéa 3 de la loi fédérale sur l'organisation des  
autorités pénales de la Confédération (loi sur l'organisation des autorités  
pénales, LOAP; RS 173.71), nous vous soumettons notre rapport de gestion  
pour l'année 2019.

Nous vous remercions pour la confiance que vous nous avez témoignée et  
pour les moyens mis à notre disposition dans l'accomplissement de nos  
tâches. Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et  
Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des Etats, l'assu-  
rance de notre haute considération.

Au nom du Tribunal pénal fédéral

|                         |                          |
|-------------------------|--------------------------|
| La présidente:          | Sylvia Frei              |
| La secrétaire générale: | Mascia Gregori Al-Barafi |

Bellinzzone, le 22 janvier 2020

# 1. PARTIE GÉNÉRALE

## Composition du tribunal

### Organes de direction

#### Présidence (1.1 au 31.3.2019)

Président: Tito Ponti  
Vice-président: vacant

#### Présidence (1.4 au 31.12.2019)

Président: Stephan Blättler  
Vice-présidente: Sylvia Frei

#### Commission administrative par intérim (1.1 au 31.3.2019)

Président: Tito Ponti  
Membres: Sylvia Frei  
Miriam Forni

#### Commission administrative (1.4 au 31.12.2019)

Président: Stephan Blättler  
Vice-présidente: Sylvia Frei  
Membre: Andrea Blum

#### Cour plénière

Membres: Andreas J. Keller  
Emanuel Hochstrasser  
Sylvia Frei  
Daniel Kipfer Fasciati (en congé depuis le 1.8.2018)  
Tito Ponti (jusqu'au 30.6.2019)  
Miriam Forni  
Giorgio Bomio-Giovanascini  
Roy Garré  
Cornelia Cova  
Jean-Luc Bacher  
Patrick Robert-Nicoud  
Stephan Blättler  
Nathalie Zufferey  
Joséphine Contu Albrizio  
Martin Stupf  
Stefan Heimgartner  
Stefan Zenger  
Claudia Solcà  
Andrea Blum  
Olivier Thormann (dès le 1.5.2019)  
Fiorenza Bergomi (dès le 1.7.2019)  
David Bouverat (dès le 1.7.2019)

La répartition linguistique s'établit ainsi: onze juges (8,9 postes à plein temps, respectivement 8,2 compte tenu du juge en congé) exercent leurs tâches en langue allemande, sept (6,8 postes) en langue française et trois (2,7 postes) en langue italienne.

### Secrétariat général

Secrétaire générale: Mascia Gregori Al-Barafi

### Cours

#### Cour des affaires pénales

Président: Martin Stupf  
 Vice-président: Stephan Zenger  
 Membres: Emanuel Hochstrasser  
 Sylvia Frei  
 Daniel Kipfer Fasciati  
 Miriam Forni  
 Jean-Luc Bacher  
 Nathalie Zufferey  
 Joséphine Contu Albrizio  
 Stefan Heimgartner  
 Fiorenza Bergomi  
 David Bouverat

#### Cour des plaintes

Président: Giorgio Bomio-Giovanascini  
 Vice-président: Roy Garré  
 Membres: Andreas J. Keller  
 Tito Ponti  
 Cornelia Cova  
 Patrick Robert-Nicoud  
 Stephan Blättler

#### Cour d'appel

Présidente: Claudia Solcà  
 Vice-présidente: Andrea Blum  
 Membre: Olivier Thormann

Après l'élection de *Giuseppe Muschietti* comme juge ordinaire au Tribunal fédéral et les démissions de la Commission administrative des juges *Patrick Robert-Nicoud*, *Giorgio Bomio-Giovanascini* et *Martin Stupf* au 31 décembre 2018, la Cour plénière du Tribunal pénal fédéral, lors de sa séance du 4 décembre 2018, a instauré une Commission administrative par intérim pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2019, composée du président *Tito Ponti* ainsi que des juges *Sylvia Frei* et *Miriam Forni*.

Après l'annonce de la démission du juge *Tito Ponti* au 30 juin 2019, la Cour plénière a décidé le 5 février 2019 de proposer à l'élection comme président, respectivement vice-présidente du Tribunal pénal fédéral pour la fin de la période de fonction (1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2019) les juges *Stefan Blättler* et *Sylvia Frei*. L'Assemblée fédérale les a élus à ces titres le 20 mars. La juge *Andrea Blum* occupait la fonction de troisième membre de la Commission administrative durant la même période.

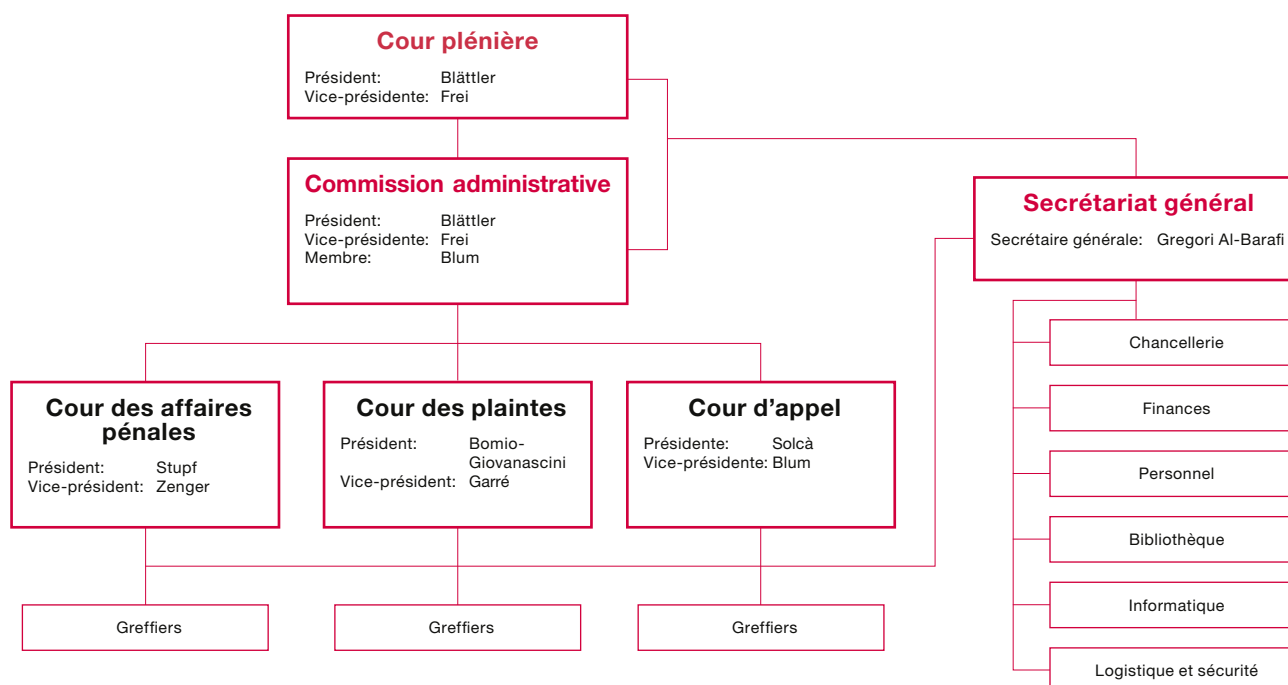
Le 20 mars 2019, l'Assemblée fédérale a élu *David Bouverat* comme juge de langue française au poste laissé libre par *Giuseppe Muschietti*, et *Fiorenza Bergomi* comme juge de langue italienne au poste laissé libre par *Tito Ponti*. *Olivier Thormann* a été élu juge de langue française à la Cour d'appel.

Le 14 juin, *Rosa Maria Cappa*, juge suppléante de langue italienne à la Cour d'appel, a annoncé sa démission. Au 31 décembre 2019, aucun remplaçant n'a été élu.

Le 19 juin, l'Assemblée fédérale a élu *Monica Galliker* juge suppléante de langue italienne pour les Cours des affaires pénales et des plaintes, au poste laissé libre par *Claudia Solcà*, élue précédemment juge ordinaire à la Cour d'appel.

Le 20 août, la Cour plénière a arrêté la composition des cours et élu leurs présidents et vice-présidents ainsi que le troisième membre de la Commission administrative pour la période de fonction 2020-2021. Le 18 décembre, l'Assemblée fédérale a élu, sur proposition de la Cour plénière, les juges *Sylvia Frei* et *Stephan Blättler* comme présidente, respectivement vice-président du Tribunal pénal fédéral pour la période de fonction 2020-2021. En plus de la présidente et du vice-président, la Commission administrative compte comme troisième membre *Olivier Thormann*.

## Organisation du tribunal



21 juges siégeaient au tribunal à la fin de l'année (y compris le juge en congé depuis le 1<sup>er</sup> août 2018 pour 2 ans). Le volume d'occupation, compte non tenu du juge en congé, représente 17,7 postes à plein temps pour 20 personnes. Le nombre de greffiers est passé à 30

(volume d'occupation: 26,5 postes contre 22,2 l'année précédente – alors que la Cour d'appel n'était pas encore constituée).

## Marche des affaires

La charge de travail de la Cour des affaires pénales est restée élevée tant par rapport à l'année précédente que par rapport à la moyenne des années précédentes; le nombre d'affaires liquidées est plus élevé que celui de l'année précédente. S'agissant de la Cour des plaintes, les entrées ont fortement augmenté par rapport à l'année précédente et représentent un nouveau record (compte non tenu du nombre non significatif de l'année 2016, cf. explications du rapport de gestion 2016, p. 37). Il est renvoyé au paragraphe détaillé ci-dessous. S'agissant de la Cour d'appel, il n'existe évidemment aucun point de comparaison avec l'année précédente. Il est également renvoyé au paragraphe détaillé ci-dessous.

### Cour plénière

La Cour plénière s'est réunie à sept reprises (année précédente 6). Elle s'est consacrée essentiellement à la constitution des cours, à l'élection des présidences de celles-ci et à la composition de la Commission administrative pour la période de fonction 2020-2021.

### Commission administrative

La commission administrative s'est réunie à douze reprises (année précédente: 18) pour traiter des affaires de l'administration judiciaire.

### Cour des affaires pénales

Le nombre des affaires entrées, 77 au total contre 99 accusés (dont 9 en détention) dont 42 en langue allemande, 26 en langue française et neuf en langue italienne (année précédente: 73), excède la moyenne sur cinq ans (69). Durant l'année, 86 prononcés finaux (année précédente: 72) ont été motivés, notifiés et liquidés; leur nombre est ainsi nettement plus élevé que la moyenne sur cinq ans, qui s'élève à 68. Le quotient de liquidation s'élève à 111,7% (rapport affaires entrées [77]/liquidées [86]) et est plus élevé que les années précédentes. Fin 2019, 36 affaires (année précédente: 45) sont pendantes, dont 15 en langue allemande, 17 en langue française et quatre en langue italienne. 30 d'entre elles (année précédente: 41), concernant 40 personnes (année précédente: 42), n'ont pas encore fait l'objet d'un prononcé. Six affaires ont été jugées mais pas encore motivées.

Les affaires pendantes ont engendré 33 procédures annexes dont la décision incombait pour six d'entre elles au collège des juges (année précédente: 19); 30 d'entre elles ont été liquidées.

La comparaison sur cinq ans montre une augmentation continue et à long terme des affaires entrées et liquidées. Outre les accusations ordinaires, 29 affaires ont résulté d'oppositions à des ordonnances pénales (année précédente: 21) et sept d'accusations selon la procédure simplifiée (année précédente: 1). Le nombre de procédures conduites par le juge unique demeure élevé (50 entrées; année précédente: 44). Douze affaires ont été ouvertes suite à des renvois du Tribunal fédéral (année précédente: 25). L'efficacité est demeurée élevée: la durée moyenne entre la litispendance et le prononcé est stable et s'élève à 5,8 mois (année précédente: 5,6 mois), celle entre la litispendance et l'expédition des considérants a diminué et s'élève à 6,4 mois (année précédente: 7,6 mois).

La Cour des affaires pénales a traité principalement des affaires de criminalité économique et de blanchiment d'argent (31 jugements) ainsi que de cas d'organisation criminelle et d'infractions à la loi interdisant les groupes «al-qaïda» et «état islamique» et les organisations apparentées (6 jugements; 4 accusations pendantes). Pour la première fois, le Ministère public de la Confédération a saisi la Cour des affaires pénales d'accusations issues du complexe «Fédération internationale de football association – FIFA» et du droit pénal international (crimes de guerre). Les jugements y relatifs n'ont pas encore été prononcés.

### Cour des plaintes

Durant l'année du rapport, 822 affaires sont entrées, soit une augmentation de 119 par rapport à l'année précédente. Le nombre d'affaires a augmenté aussi bien en langue allemande qu'en langue française, avec 410 cas en langue allemande (année précédente: 341) et 348 en langue française (année précédente: 287). Le nombre d'affaires en langue italienne est resté stable avec 64 cas entrés (année précédente: 75). Comme les années précédentes, le nombre d'affaires entrées en langues allemande et française ne correspond pas à la répartition linguistique du pays, principalement par le fait que de nombreuses procédures d'entraide internationale en matière pénale sont menées en langue française. Le nombre total d'affaires liquidées en 2019 s'élève à 697 (année précédente: 717), soit 20 de moins. L'évaluation des prestations sur l'année et la situation à la fin de celle-ci diffèrent en fonction de la langue de la procédure. En langue française, l'effectif des greffiers a été fortement réduit durant une période relativement longue (absence d'une greffière à 80% du 18 avril à ce jour pour maladie, congé

maternité puis congé non payé; absence pour raison de santé d'un greffier à 100% du 28 mars au 28 avril et à 50% du 29 avril au 31 mai; absence pour raison de santé d'une greffière à 60% du 30 janvier au 31 mai puis à 50% du 1<sup>er</sup> juin au 31 août). La possibilité très limitée de recourir au personnel d'autres cours ainsi que le délai relativement long nécessaire à l'engagement de nouveaux collaborateurs ont retardé la liquidation des affaires, malgré la qualité et l'engagement des deux seules greffières actives toute l'année, l'engagement de stagiaires et l'augmentation du taux d'activité des deux juges francophones au 1<sup>er</sup> juin. Au total, 274 affaires en langue française ont été liquidées en 2019 (année précédente: 343). En langue allemande, 367 affaires ont été liquidées (année précédente: 316), et 56 en langue italienne (année précédente: 59).

Le nombre d'affaires pendantes à la fin de l'année est de 313 (année précédente: 188), augmentation de 125 imputable au nombre plus élevé d'affaires entrées et aux circonstances exposées ci-dessus.

Le rapport entre les affaires entrées et liquidées à la fin de l'année (Q3) est de 84,5%. Le nombre d'affaires pendantes à la fin de l'année s'élève à 313 (année précédente: 188) et le pourcentage d'affaires liquidées en moins de six mois à 86% (année précédente: 79,1%). La plupart des autres affaires ont été liquidées dans un intervalle de sept à douze mois (13% du total). Aucune affaire n'a été pendante durant plus de deux ans.

### Cour d'appel

La Cour d'appel a débuté son activité au 1<sup>er</sup> janvier avec deux juges ordinaires (de langues allemande et italienne) ainsi que trois greffières, qui travaillaient dans les trois langues officielles. Le 1<sup>er</sup> mai, un juge ordinaire de langue française ainsi qu'un greffier de langue allemande ont renforcé les effectifs. Suite à la démission de la greffière de langue allemande, une greffière de langue allemande a été engagée au 1<sup>er</sup> septembre et un greffier de langue française a débuté son activité au 1<sup>er</sup> décembre. Fin décembre, la cour compte deux greffiers de langue allemande (au total 200%) et deux greffiers de langue française, ainsi qu'une greffière de la Cour des plaintes travaillant à 20% pour la Cour d'appel (au total 220%). La greffière de langue italienne a quitté le tribunal fin 2019. Cinq juges suppléants de langue allemande et trois juges suppléants de langue française travaillent pour la Cour d'appel. La seule juge suppléante de langue italienne a démissionné durant l'été suite à l'incompatibilité de sa fonction avec son activité d'avocate devant les tribunaux.

Il faut remarquer que toutes les procédures ont dû être menées dans une composition à trois juges, si bien que le recours aux juges suppléants a été systématique. Des juges de la Cour des plaintes ont été désignés dans quelques procédures pour pallier des problèmes linguistiques.

Le nombre d'affaires entrées durant la première année, 46, dépasse déjà les prévisions. 35 constituent des appels et onze des demandes de révision, dont deux de jugements de la Cour des affaires pénales et neuf de décisions de la Cour des plaintes.

Les procédures ont été menées principalement par écrit (toutes les demandes de révision et 15 appels); des débats ont eu lieu suite à deux appels (dans un des deux cas, le jugement a déjà été prononcé oralement). Durant l'année, 26 prononcés finaux ont été motivés et expédiés, établissant le taux de liquidation à 56,5%. En procédure écrite, la durée moyenne entre l'entrée de l'appel et le prononcé est d'environ 50 jours. La durée moyenne entre l'entrée d'une demande de révision et le prononcé est de quatre mois et demi environ suite à un jugement de la Cour des affaires pénales et de 16 jours environ contre une décision de la Cour des plaintes.

Fin 2019, 20 procédures sont encore pendantes, dont la durée moyenne à la fin de l'année était de 108 jours. Il serait prématuré d'estimer définitivement le développement des appels et des demandes de révision. Néanmoins, on peut constater une augmentation significative des entrées durant le second semestre: 70% des affaires sont entrées durant cette période, ce qui explique le taux de liquidation de 56%. Vu cette tendance, particulièrement notable pour les appels (25 durant le second semestre), et l'engagement de juges suppléants, notamment pour participer à des débats, la charge de travail de la cour et d'éventuels retards y relatifs devront être examinées en continu.

### Coordination de la jurisprudence

Durant l'année du présent rapport, aucune question ne s'est posée qui aurait nécessité de coordonner la jurisprudence des cours.

## Administration du tribunal

### Personnel

Fin 2018, en plus des juges, 53 personnes occupant 46,8 postes à plein temps étaient employées par le tribunal. Durant l'année du présent rapport, cinq personnes (trois greffiers, dont un engagé pour une durée limitée, et deux collaborateurs du service informatique) ont quitté le tribunal, dont deux au 31 décembre. Un greffier a été élu juge. Douze collaborateurs (huit greffiers dont un engagé pour une durée limitée durant un congé maternité, trois secrétaires et un collaborateur du service informatique) ont débuté leur activité. Les stagiaires, engagés pour une période limitée de six mois, ainsi que les apprentis ne sont pas inclus dans les fluctuations de personnel. Fin 2019, l'effectif du tribunal comptait, en plus des juges, 61 collaborateurs occupant 53,9 postes à plein temps.

### Finances

Le bilan du Tribunal pénal fédéral présente à fin 2019 des dépenses d'un montant de 15 696 009 francs et des recettes d'un montant de 934 176 francs, dont il résulte un excédent de charges de 14 761 833 francs.

Les recettes issues de frais de justice ont représenté 854 970 francs et sont de 16,4% inférieures à celles de l'année précédente. Les recettes de la Confédération issues des frais de procédure et des émoluments judiciaires prononcés par la Cour des affaires pénales ainsi que des confiscations et des créances compensatrices sont portées dans les livres du Ministère public de la Confédération en tant qu'autorité d'exécution; elles ne figurent donc pas dans les comptes du Tribunal pénal fédéral.

Les charges de personnel s'élevaient en 2019 à 13 237 702 francs et ont augmenté de 2028 531 francs, soit 18% par rapport à 2018. Sur cette augmentation, 1 724 167 francs découlent de la constitution de la Cour d'appel. Les dépenses liées à l'informatique se sont élevées à 501 649 francs, soit 76 202 francs de plus que l'année précédente, essentiellement liés à la constitution de la Cour d'appel. Les frais de location se sont réduits à 749 500 francs.

Une particularité réside dans le fait que la Cour d'appel a été dotée d'un budget global, mais auquel n'apparaissent que les charges directes (principalement les charges de personnel). Les charges des services centraux et, dans la situation actuelle, celles relatives à l'infrastructure du bâtiment sont imputées au budget général du Tribunal pénal fédéral (sans la Cour d'appel). Les

charges de celui-ci (sans la Cour d'appel) s'élèvent à 13 499 225 francs, tandis que celles au budget de la Cour d'appel à 1 774 127 francs.

Les dépenses liées aux procédures pénales se sont élevées à 42 657 francs, soit 277 343 francs de moins que prévu. Elles comprennent 11 000 francs versés à la Police cantonale tessinoise en vertu de l'accord entré en vigueur en 2014.

Des informations complémentaires relatives aux finances figurent dans le document à l'appui du bilan 2019 établi par le Département fédéral des finances (DFF).

## Collaboration

Les contacts entre la commission administrative du Tribunal pénal fédéral et le Tribunal fédéral comme autorité de surveillance ont été comme toujours positifs. Il en va de même des contacts et de la coordination sur des sujets techniques à l'échelon du secrétariat général et des services du Tribunal pénal fédéral et des autres tribunaux fédéraux.

## Divers – Cour d'appel

La Cour d'appel a commencé son activité le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Lors de son inauguration le 18 janvier 2019, en présence de tous les membres et collaborateurs du tribunal, le président du Tribunal pénal fédéral Tito Ponti, la présidente de la Cour d'appel Claudia Solcà, la présidente du Conseil national Marina Carobbio Guscetti, le président du Tribunal fédéral Ulrich Meyer et le vice-président de la Commission judiciaire Raphaël Comte ont pris la parole.

Le 2 avril, les Commissions de gestion ont invité le Tribunal pénal fédéral à trouver des locaux externes pour la Cour d'appel, eu égard à son indépendance. La Commission administrative s'est attelée immédiatement à cette tâche en collaboration avec l'Office fédéral des constructions et de la logistique et le Canton du Tessin. Elle tient cependant à signaler que sous l'angle de l'indépendance des instances, il serait plus juste d'un point de vue juridique et plus rationnel pour l'exploitation de séparer plus fortement la Cour des affaires pénales d'une part, les Cours d'appel et des plaintes d'autre part.

La sous-commission 1 de la Commission des finances du Conseil national (FK-N1) a rencontré le 30 septembre les membres de la Commission administrative et les juges de la Cour d'appel pour une séance d'information au

siège du tribunal à Bellinzone. Les thèmes de la conduite, de l'organisation, des finances et du personnel ainsi que l'infrastructure de la Cour d'appel après la phase initiale ainsi que les problèmes et les défis y relatifs ont été abordés.

## 2. RECOMMANDATIONS AU LÉGISLATEUR

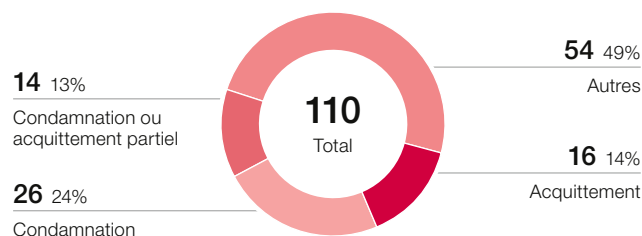
L'art. 44 LOAP interdit aux juges du Tribunal pénal fédéral, y compris aux juges suppléants, de représenter des tiers à titre professionnel devant (tous) les tribunaux. Cette disposition rend plus difficile la recherche de candidats pour les postes de juges suppléants.

L'art. 38c LOAP règle la procédure de choix de juges suppléants extraordinaires pour la Cour d'appel. Néanmoins, il n'offre pas de solution efficace lorsque les juges de la Cour d'appel ne sont pas en nombre suffisant pour statuer pour des raisons linguistiques. Des juges présidant des débats oraux qui maîtriseraient mal la langue de la procédure et/ou n'auraient que peu d'expérience du droit pénal ne feraient pas bonne impression. Au contraire, il apparaît que seuls des pénalistes dont la langue maternelle est celle de la procédure devraient entrer en ligne de compte pour fonctionner comme juges suppléants extraordinaires, et non des présidents de Tribunaux cantonaux tirés au sort.

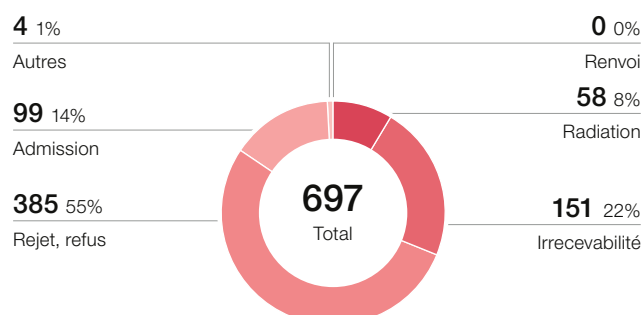
## 3. STATISTIQUES

### 3.1 Nombre et nature des affaires

| Affaires de la Cour des affaires pénales              | Affaires            |                   |                   |                     |                   |                  | Issue du procès (selon accusé) |              |                                    |           |
|-------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|--------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------|
|                                                       | Introduites en 2018 | Liquidées en 2018 | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 | Acquittement                   | Condamnation | Condamnation, acquittement partiel | Autres    |
| Poursuites pénales                                    | 42                  | 56                | 23                | 60                  | 60                | 23               | 15                             | 24           | 8                                  | 36        |
| Disjonctions                                          | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                              | –            | –                                  | –         |
| Demandes de révision, etc.                            | –                   | –                 | –                 | 1                   | –                 | 1                | –                              | –            | –                                  | –         |
| Décisions ultérieures                                 | 6                   | 5                 | 3                 | 3                   | 6                 | –                | –                              | –            | –                                  | 6         |
| Renvois par la Cour des plaintes                      | –                   | –                 | –                 | 1                   | –                 | 1                | –                              | –            | –                                  | –         |
| Renvois par la Cour d'appel                           | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                              | –            | –                                  | –         |
| Renvois par le Tribunal fédéral                       | 25                  | 11                | 19                | 12                  | 20                | 11               | 1                              | 2            | 6                                  | 12        |
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b> | <b>73</b>           | <b>72</b>         | <b>45</b>         | <b>77</b>           | <b>86</b>         | <b>36</b>        | <b>16</b>                      | <b>26</b>    | <b>14</b>                          | <b>54</b> |

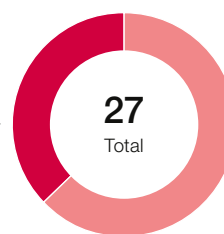


| Affaires de la Cour des plaintes              |                                                                      | Affaires            |                   |                   |                     |                   |                  | Issue du procès |                |              |           |          |          |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-----------------|----------------|--------------|-----------|----------|----------|
|                                               |                                                                      | Introduites en 2018 | Liquidées en 2018 | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 | Radiation       | Irrecevabilité | Rejet, refus | Admission | Renvoi   | Autres   |
| Procédure pénale                              | Plaintes et autres demandes                                          | 330                 | 322               | 98                | 426                 | 376               | 148              | 36              | 73             | 181          | 83        | –        | 3        |
|                                               | Demandes de révision, etc.                                           | 3                   | 4                 | –                 | 6                   | 6                 | –                | –               | 6              | –            | –         | –        | –        |
|                                               | Renvois par la Cour d'appel                                          | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –               | –              | –            | –         | –        | –        |
|                                               | Décisions sur renvoi du TF                                           | 3                   | 1                 | 2                 | 2                   | 1                 | 3                | –               | –              | –            | –         | –        | 1        |
| <b>Total</b>                                  |                                                                      | <b>336</b>          | <b>327</b>        | <b>100</b>        | <b>434</b>          | <b>383</b>        | <b>151</b>       | <b>36</b>       | <b>79</b>      | <b>181</b>   | <b>83</b> | <b>–</b> | <b>4</b> |
| Entraide judiciaire internationale            | Plaintes                                                             | 339                 | 365               | 84                | 354                 | 281               | 157              | 21              | 70             | 177          | 13        | –        | –        |
|                                               | Détentions en vue d'extradition                                      | 18                  | 16                | 2                 | 28                  | 28                | 2                | 1               | 2              | 24           | 1         | –        | –        |
|                                               | Demandes de révision, etc.                                           | 7                   | 7                 | –                 | 2                   | 2                 | –                | –               | –              | 2            | –         | –        | –        |
|                                               | Renvois par la Cour d'appel                                          | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –               | –              | –            | –         | –        | –        |
| Droit public                                  | Décisions sur renvoi du TF                                           | 2                   | –                 | 2                 | 4                   | 3                 | 3                | –               | –              | 1            | 2         | –        | –        |
|                                               | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | 1                   | 2                 | –                 | –                   | –                 | –                | –               | –              | –            | –         | –        | –        |
| <b>Total affaires de la Cour des plaintes</b> |                                                                      | <b>703</b>          | <b>717</b>        | <b>188</b>        | <b>822</b>          | <b>697</b>        | <b>313</b>       | <b>58</b>       | <b>151</b>     | <b>385</b>   | <b>99</b> | <b>–</b> | <b>4</b> |



|                                          |                                          | Affaires            |                   |                   |                     |                   |                  | Issue du procès (selon participant) |              |                                   |                |           |
|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------------------------|----------------|-----------|
|                                          |                                          | Introduites en 2018 | Liquidées en 2018 | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 | Acquittement                        | Condamnation | Condamnation/acquittement partiel | Irrecevabilité | Autres    |
| <b>Affaires de la Cour d'appel</b>       |                                          |                     |                   |                   |                     |                   |                  |                                     |              |                                   |                |           |
| Procédures d'appel                       | Appels jugements SK                      | –                   | –                 | –                 | 35                  | 16                | 19               | –                                   | –            | –                                 | 11             | 6         |
|                                          | Appels jugements procédure simplifiée SK | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                                   | –            | –                                 | –              | –         |
|                                          | Renvois du TF                            | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                                   | –            | –                                 | –              | –         |
| <b>Total</b>                             |                                          | <b>–</b>            | <b>–</b>          | <b>–</b>          | <b>35</b>           | <b>16</b>         | <b>19</b>        | <b>–</b>                            | <b>–</b>     | <b>–</b>                          | <b>11</b>      | <b>6</b>  |
|                                          |                                          |                     |                   |                   |                     |                   |                  |                                     |              |                                   |                |           |
| Procédures en révision                   | Révisions jugements SK                   | –                   | –                 | –                 | 2                   | 2                 | –                | –                                   | –            | –                                 | 1              | 1         |
|                                          | Révisions des prononcés BK               | –                   | –                 | –                 | 9                   | 8                 | 1                | –                                   | –            | –                                 | 5              | 3         |
|                                          | Autres révisions                         | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                                   | –            | –                                 | –              | –         |
|                                          | Renvois du TF                            | –                   | –                 | –                 | –                   | –                 | –                | –                                   | –            | –                                 | –              | –         |
| <b>Total</b>                             |                                          | <b>–</b>            | <b>–</b>          | <b>–</b>          | <b>11</b>           | <b>10</b>         | <b>1</b>         | <b>–</b>                            | <b>–</b>     | <b>–</b>                          | <b>6</b>       | <b>4</b>  |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b> |                                          | <b>–</b>            | <b>–</b>          | <b>–</b>          | <b>46</b>           | <b>26</b>         | <b>20</b>        | <b>–</b>                            | <b>–</b>     | <b>–</b>                          | <b>17</b>      | <b>10</b> |

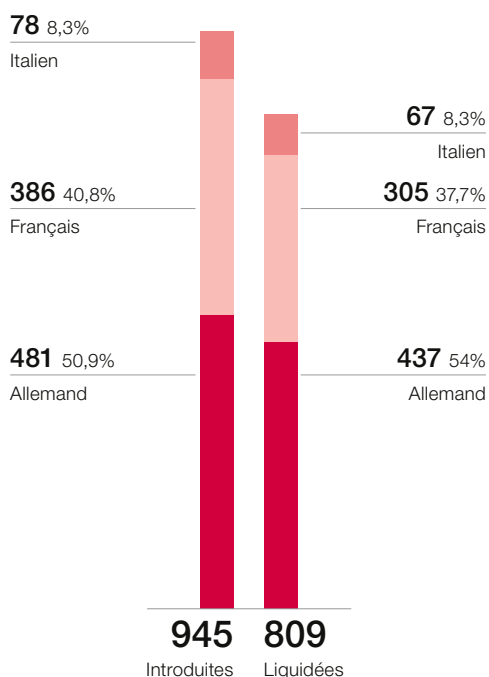
10 38%  
Autres



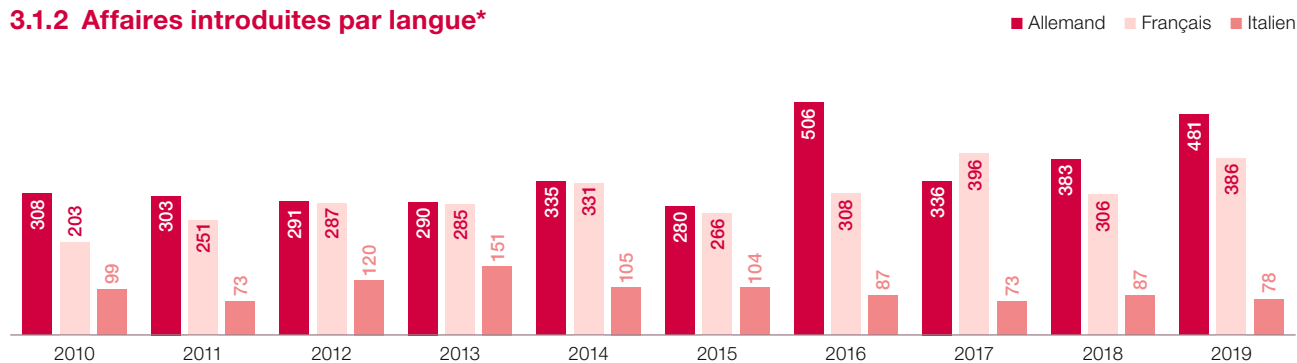
17 62%  
Irrecevabilité

|                                                | Introduites en 2018 | Liquidées en 2018 | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 |
|------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Total affaires de la Cour des affaires pénales | 73                  | 72                | 45                | 77                  | 86                | 36               |
| Total affaires de la Cour des plaintes         | 703                 | 717               | 188               | 822                 | 697               | 313              |
| Total affaires de la Cour d'appel              | –                   | –                 | –                 | 46                  | 26                | 20               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                           | <b>776</b>          | <b>789</b>        | <b>233</b>        | <b>945</b>          | <b>809</b>        | <b>369</b>       |

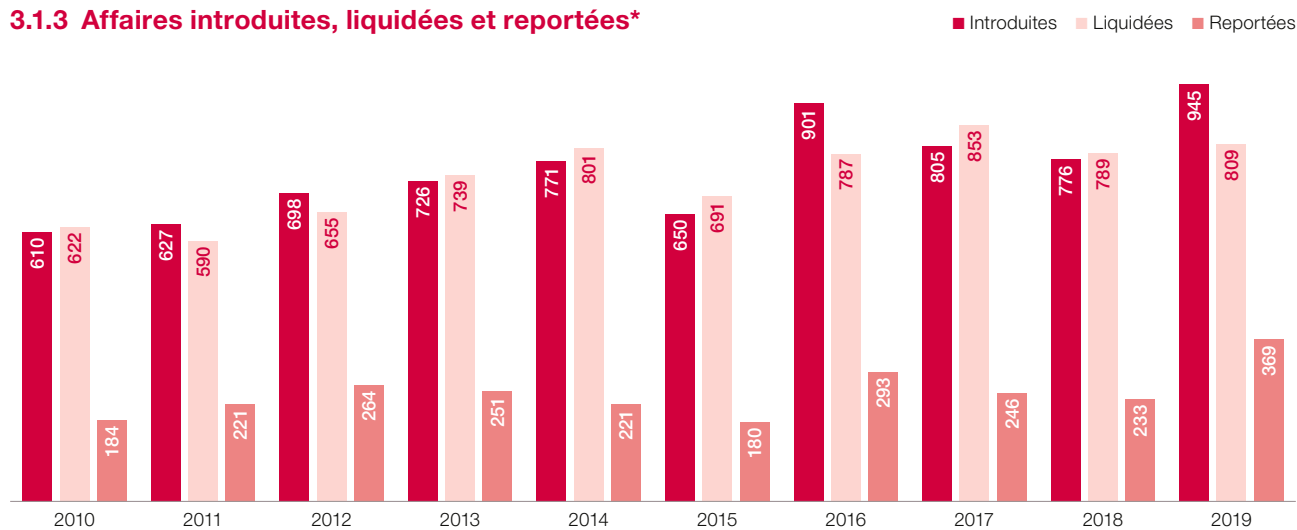
### 3.1.1 Affaires par langue en 2019



### 3.1.2 Affaires introduites par langue\*



### 3.1.3 Affaires introduites, liquidées et reportées\*

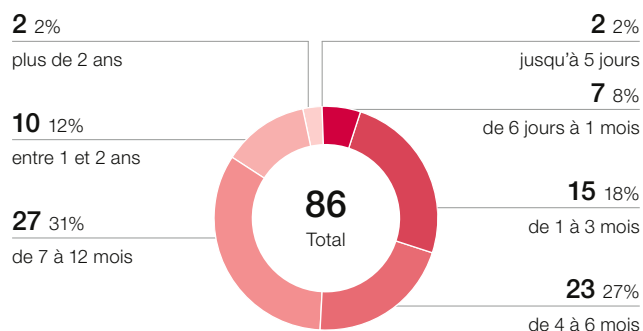


\* Contrôles téléphoniques et investigations secrètes exclues

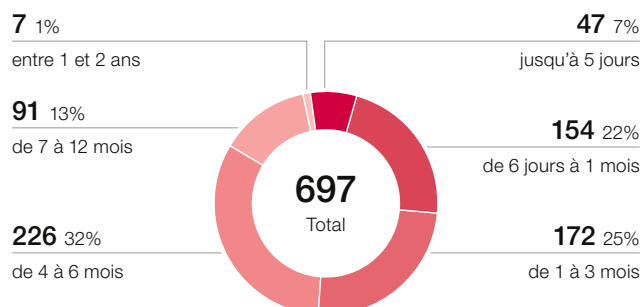


### 3.2 Durée des affaires

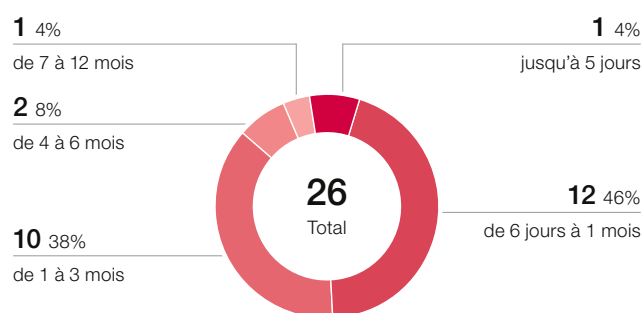
|                                                       |  | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|-------------------------------------------------------|--|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| <b>Affaires de la Cour des affaires pénales</b>       |  |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
| Poursuites pénales                                    |  | 2               | 7                   | 9             | 19            | 15             | 6                | 2             | 60                         |
| Disjonctions                                          |  | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
| Demandes de révision, etc.                            |  | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
| Décisions ultérieures                                 |  | –               | –                   | 6             | –             | –              | –                | –             | 6                          |
| Renvois par la Cour des plaintes                      |  | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
| Renvois par la Cour d'appel                           |  | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
| Renvois par le Tribunal fédéral                       |  | –               | –                   | –             | 4             | 12             | 4                | –             | 20                         |
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b> |  | <b>2</b>        | <b>7</b>            | <b>15</b>     | <b>23</b>     | <b>27</b>      | <b>10</b>        | <b>2</b>      | <b>86</b>                  |



|                                               |                                                                      | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| <b>Affaires de la Cour des plaintes</b>       |                                                                      |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
| Procédure pénale                              | Plaintes et autres demandes                                          | 23              | 88                  | 81            | 136           | 42             | 6                | –             | 376                        |
|                                               | Demandes de révision, etc.                                           | 6               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | 6                          |
|                                               | Renvois par la Cour d'appel                                          | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
|                                               | Décisions sur renvoi du TF                                           | –               | –                   | –             | 1             | –              | –                | –             | 1                          |
| <b>Total</b>                                  |                                                                      | <b>29</b>       | <b>88</b>           | <b>81</b>     | <b>137</b>    | <b>42</b>      | <b>6</b>         | <b>–</b>      | <b>383</b>                 |
| <b>Entraide judiciaire internationale</b>     |                                                                      |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
| Entraide judiciaire internationale            | Plaintes                                                             | 15              | 39                  | 90            | 89            | 47             | 1                | –             | 281                        |
|                                               | Détentions en vue d'extradition                                      | 3               | 24                  | 1             | –             | –              | –                | –             | 28                         |
|                                               | Demandes de révision, etc.                                           | –               | 2                   | –             | –             | –              | –                | –             | 2                          |
|                                               | Renvois par la Cour d'appel                                          | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
|                                               | Décisions sur renvoi du TF                                           | –               | 1                   | –             | –             | 2              | –                | –             | 3                          |
| <b>Total</b>                                  |                                                                      | <b>18</b>       | <b>66</b>           | <b>91</b>     | <b>89</b>     | <b>49</b>      | <b>1</b>         | <b>–</b>      | <b>314</b>                 |
| <b>Droit public</b>                           |                                                                      |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
| Droit public                                  | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | –               | –                   | –             | –             | –              | –                | –             | –                          |
| <b>Total affaires de la Cour des plaintes</b> |                                                                      | <b>47</b>       | <b>154</b>          | <b>172</b>    | <b>226</b>    | <b>91</b>      | <b>7</b>         | <b>–</b>      | <b>697</b>                 |



|                                          |                                          | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| <b>Affaires de la Cour d'appel</b>       |                                          |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
| Procédures d'appel                       | Appels jugements SK                      | 0               | 6                   | 8             | 2             | -              | -                | -             | 16                         |
|                                          | Appels jugements procédure simplifiée SK | -               | -                   | -             | -             | -              | -                | -             | -                          |
|                                          | Renvois du TF                            | -               | -                   | -             | -             | -              | -                | -             | -                          |
| <b>Total</b>                             |                                          | <b>0</b>        | <b>6</b>            | <b>8</b>      | <b>2</b>      | <b>-</b>       | <b>-</b>         | <b>-</b>      | <b>16</b>                  |
| <b>Procédures en révision</b>            |                                          |                 |                     |               |               |                |                  |               |                            |
|                                          | Révisions jugements SK                   | -               | -                   | 1             | -             | 1              | -                | -             | 2                          |
|                                          | Révisions des prononcés BK               | 1               | 6                   | 1             | -             | -              | -                | -             | 8                          |
|                                          | Autres révisions                         | -               | -                   | -             | -             | -              | -                | -             | -                          |
|                                          | Renvois du TF                            | -               | -                   | -             | -             | -              | -                | -             | -                          |
| <b>Total</b>                             |                                          | <b>1</b>        | <b>6</b>            | <b>2</b>      | <b>-</b>      | <b>1</b>       | <b>-</b>         | <b>-</b>      | <b>10</b>                  |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b> |                                          | <b>1</b>        | <b>12</b>           | <b>10</b>     | <b>2</b>      | <b>1</b>       | <b>-</b>         | <b>-</b>      | <b>26</b>                  |



|                                                       |  | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|-------------------------------------------------------|--|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b> |  | <b>2</b>        | <b>7</b>            | <b>15</b>     | <b>23</b>     | <b>27</b>      | <b>10</b>        | <b>2</b>      | <b>86</b>                  |
| <b>Total affaires de la Cour des plaintes</b>         |  | <b>47</b>       | <b>154</b>          | <b>172</b>    | <b>226</b>    | <b>91</b>      | <b>7</b>         | <b>-</b>      | <b>697</b>                 |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b>              |  | <b>1</b>        | <b>12</b>           | <b>10</b>     | <b>2</b>      | <b>1</b>       | <b>-</b>         | <b>-</b>      | <b>26</b>                  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                  |  | <b>50</b>       | <b>173</b>          | <b>197</b>    | <b>251</b>    | <b>119</b>     | <b>17</b>        | <b>2</b>      | <b>809</b>                 |

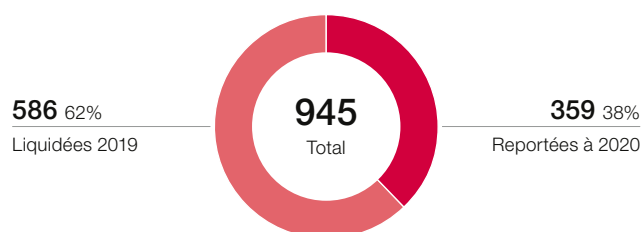
### 3.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

|                                                 |                                                                      | Liquidées<br>Durée moyenne en jours                                |     |                | Liquidées<br>Durée maximale<br>en jours                            |     | Affaires<br>reportées     |                            |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----|----------------|--------------------------------------------------------------------|-----|---------------------------|----------------------------|
|                                                 |                                                                      | pour la décision<br>pour la<br>confection de la<br>décision écrite |     | pour le procès | pour la décision<br>pour la<br>confection de la<br>décision écrite |     | Durée moyenne<br>en jours | Durée maximale<br>en jours |
| <b>Affaires de la Cour des affaires pénales</b> |                                                                      |                                                                    |     |                |                                                                    |     |                           |                            |
| Poursuites pénales                              |                                                                      | 173                                                                | 29  | <b>202</b>     | 913                                                                | 256 | 151                       | 657                        |
| Disjonctions                                    |                                                                      | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |
| Demandes de révision, etc.                      |                                                                      | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | 69                        | 69                         |
| Décisions ultérieures                           |                                                                      | 60                                                                 | 1   | <b>61</b>      | 72                                                                 | 4   | –                         | –                          |
| Renvois par la Cour des plaintes                |                                                                      | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | 46                        | 46                         |
| Renvois par la Cour d'appel                     |                                                                      | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |
| Renvois par le Tribunal fédéral                 |                                                                      | 263                                                                | 12  | <b>275</b>     | 468                                                                | 99  | 222                       | 733                        |
| <b>Affaires de la Cour des plaintes</b>         |                                                                      |                                                                    |     |                |                                                                    |     |                           |                            |
| Procédure pénale                                | Plaintes et autres demandes                                          |                                                                    |     | <b>99</b>      | 668                                                                |     | 111                       | 419                        |
|                                                 | Demandes de révision, etc.                                           |                                                                    |     | <b>2</b>       | 4                                                                  |     | –                         | –                          |
|                                                 | Renvois par la Cour d'appel                                          |                                                                    |     | –              | –                                                                  |     | –                         | –                          |
|                                                 | Décisions sur renvoi du TF                                           |                                                                    |     | <b>116</b>     | 116                                                                |     | 324                       | 389                        |
| Entraide judiciaire internationale              | Plaintes                                                             |                                                                    |     | <b>102</b>     | 440                                                                |     | 84                        | 295                        |
|                                                 | Détentions en vue d'extradition                                      |                                                                    |     | <b>16</b>      | 43                                                                 |     | 10                        | 15                         |
|                                                 | Demandes de révision, etc.                                           |                                                                    |     | <b>22</b>      | 22                                                                 |     | –                         | –                          |
|                                                 | Renvois par la Cour d'appel                                          |                                                                    |     | –              | –                                                                  |     | –                         | –                          |
| Droit public                                    | Décisions sur renvoi du TF                                           |                                                                    |     | <b>203</b>     | 291                                                                |     | 76                        | 202                        |
|                                                 | Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel |                                                                    |     | –              | –                                                                  |     | –                         | –                          |
| <b>Affaires de la Cour d'appel</b>              |                                                                      |                                                                    |     |                |                                                                    |     |                           |                            |
| Procédures d'appel                              | Appels jugements SK                                                  | 50                                                                 | 50  | <b>50</b>      | 154                                                                | 178 | 108                       | 108                        |
|                                                 | Appels jugements procédure simplifiée SK                             | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |
|                                                 | Renvois du TF                                                        | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |
| Procédures en révision                          | Révisions jugements SK                                               | 132                                                                | 132 | <b>132</b>     | 202                                                                | –   | –                         | –                          |
|                                                 | Révisions des prononcés BK                                           | 16                                                                 | 16  | <b>16</b>      | 34                                                                 | 1   | 19                        | 19                         |
|                                                 | Autres révisions                                                     | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |
|                                                 | Renvois du TF                                                        | –                                                                  | –   | –              | –                                                                  | –   | –                         | –                          |

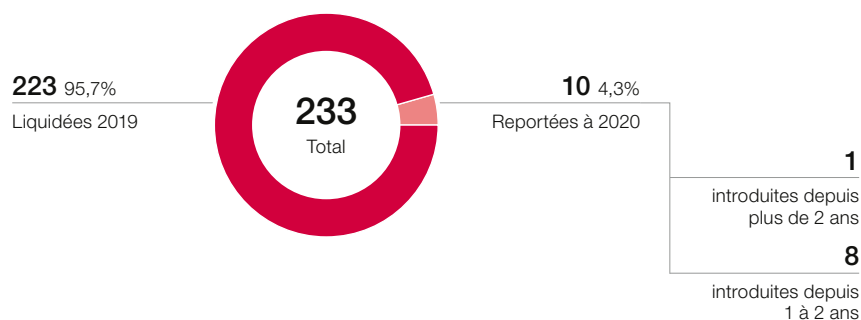
### 3.3 Quotients de liquidation

|                                                         | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) |                        |            |                       |            | Liquidation des affaires reportées (Q2) |                        |              |                       |             | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) |                   |              |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------|------------|-----------------------------------------|------------------------|--------------|-----------------------|-------------|----------------------------------------------------------|-------------------|--------------|
|                                                         | Introduites en 2019                    | dont liquidées en 2019 |            | dont reportées à 2020 |            | Reportées de 2018                       | dont liquidées en 2019 |              | dont reportées à 2020 |             | Introduites en 2019                                      | Liquidées en 2019 |              |
| Cour des affaires pénales                               | 77                                     | 46                     | 59,7%      | 31                    | 40,3%      | 45                                      | 40                     | 88,9%        | 5                     | 11,1%       | 77                                                       | 86                | 111,7%       |
| Cour des plaintes<br>Procédure pénale                   | 434                                    | 288                    | 66,4%      | 146                   | 33,6%      | 100                                     | 95                     | 95,0%        | 5                     | 5,0%        | 434                                                      | 383               | 88,2%        |
| Cour des plaintes<br>Entraide judiciaire internationale | 388                                    | 226                    | 58,2%      | 162                   | 41,8%      | 88                                      | 88                     | 100,0%       | –                     | 0,0%        | 388                                                      | 314               | 80,9%        |
| Cour d'appel<br>Procédures d'appel                      | 35                                     | 16                     | 45,7%      | 19                    | 54,3%      | –                                       | –                      | –            | –                     | –           | 35                                                       | 16                | 45,7%        |
| Cour d'appel<br>Procédures de révision                  | 11                                     | 10                     | 90,9%      | 1                     | 9,1%       | –                                       | –                      | –            | –                     | –           | 11                                                       | 10                | 90,9%        |
| <b>TOTAL</b>                                            | <b>945</b>                             | <b>586</b>             | <b>62%</b> | <b>359</b>            | <b>38%</b> | <b>233</b>                              | <b>223</b>             | <b>95,7%</b> | <b>10</b>             | <b>4,3%</b> | <b>945</b>                                               | <b>809</b>        | <b>85,6%</b> |

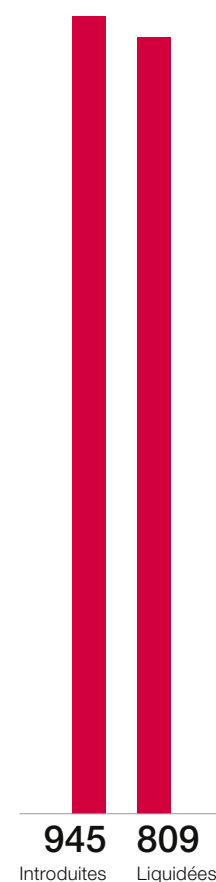
#### 3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



#### 3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

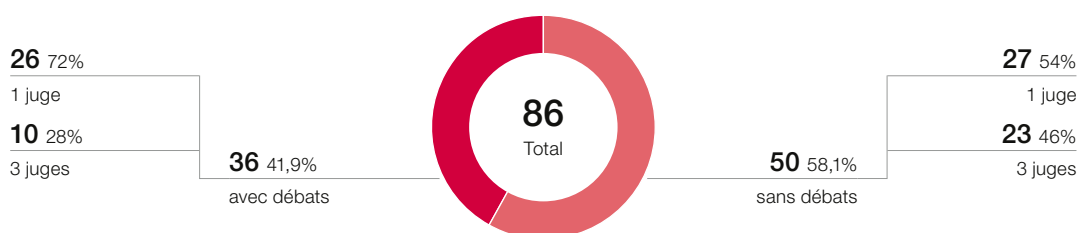


#### 2.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)

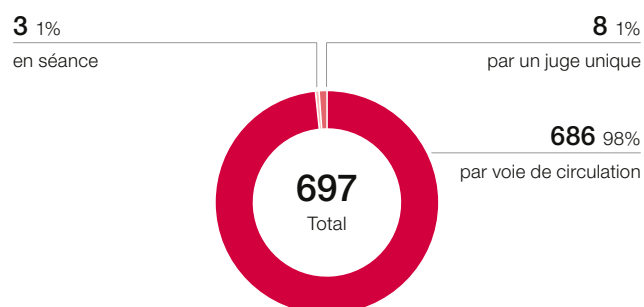


### 3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

|                                                       | avec débats |           | sans débats |           |
|-------------------------------------------------------|-------------|-----------|-------------|-----------|
|                                                       | 1 juge      | 3 juges   | 1 juge      | 3 juges   |
| <b>Affaires de la Cour des affaires pénales</b>       |             |           |             |           |
| Poursuites pénales                                    | 24          | 7         | 24          | 5         |
| Disjonctions                                          | –           | –         | –           | –         |
| Demandes de révision, etc.                            | –           | –         | –           | –         |
| Décisions ultérieures                                 | –           | –         | 1           | 5         |
| Renvois par la Cour des plaintes                      | –           | –         | –           | –         |
| Renvois par la Cour d'appel                           | –           | –         | –           | –         |
| Renvois par le Tribunal fédéral                       | 2           | 3         | 2           | 13        |
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b> | <b>26</b>   | <b>10</b> | <b>27</b>   | <b>23</b> |



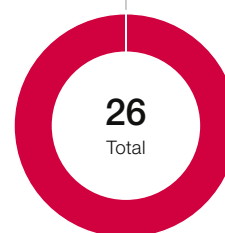
|                                                                      |                                 | par un juge unique | 3 juges/par voie de circulation | 3 juges/ en séance |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| <b>Affaires de la Cour des plaintes</b>                              |                                 |                    |                                 |                    |
| Procédure pénale                                                     | Plaintes et autres demandes     | 8                  | 365                             | 3                  |
|                                                                      | Demandes de révision, etc.      | –                  | 6                               | –                  |
|                                                                      | Renvois par la Cour d'appel     | –                  | –                               | –                  |
|                                                                      | Décisions sur renvoi du TF      | –                  | 1                               | –                  |
| <b>Total</b>                                                         |                                 | <b>8</b>           | <b>372</b>                      | <b>3</b>           |
| <b>Entraide judiciaire internationale</b>                            |                                 |                    |                                 |                    |
|                                                                      | Plaintes                        | –                  | 281                             | –                  |
|                                                                      | Détentions en vue d'extradition | –                  | 28                              | –                  |
|                                                                      | Demandes de révision, etc.      | –                  | 2                               | –                  |
|                                                                      | Renvois par la Cour d'appel     | –                  | –                               | –                  |
| <b>Total</b>                                                         |                                 | <b>–</b>           | <b>314</b>                      | <b>–</b>           |
| <b>Droit public</b>                                                  |                                 |                    |                                 |                    |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel |                                 | –                  | –                               | –                  |
| <b>Total affaires de la Cour des plaintes</b>                        |                                 | <b>8</b>           | <b>686</b>                      | <b>3</b>           |



|                                          |                                          | avec débats | sans débats |
|------------------------------------------|------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                          |                                          | 3 juges     | 3 juges     |
| <b>Affaires de la Cour d'appel</b>       |                                          |             |             |
| Procédures d'appel                       | Appels jugements SK                      | -           | 16          |
|                                          | Appels jugements procédure simplifiée SK | -           | -           |
|                                          | Renvois du TF                            | -           | -           |
| <b>Total</b>                             |                                          | <b>-</b>    | <b>16</b>   |
|                                          |                                          |             |             |
| Procédures en révision                   | Révisions jugements SK                   | -           | 2           |
|                                          | Révisions des prononcés BK               | -           | 8           |
|                                          | Autres révisions                         | -           | -           |
|                                          | Renvois du TF                            | -           | -           |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b> |                                          | <b>-</b>    | <b>26</b>   |

0 0%

avec débats



26 100%  
sans débats

|                                                       |  | avec débats |            | sans débats |           |
|-------------------------------------------------------|--|-------------|------------|-------------|-----------|
|                                                       |  | 1 juge      | 3 juges    | 1 juge      | 3 juges   |
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b> |  | <b>26</b>   | <b>10</b>  | <b>27</b>   | <b>23</b> |
| <b>Total affaires de la Cour des plaintes</b>         |  | <b>8</b>    | <b>686</b> | <b>-</b>    | <b>3</b>  |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b>              |  | <b>-</b>    | <b>-</b>   | <b>-</b>    | <b>26</b> |
|                                                       |  |             |            |             |           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                  |  | <b>34</b>   | <b>696</b> | <b>27</b>   | <b>52</b> |

### 3.5 Répartitions des affaires entre les cours (comparaison sur 5 ans)

|                                                                      | Introduites |            |            |            |            | Liquidées  |            |            |            |            |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                                      | 2015        | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       | 2019       |
| <b>Cour des affaires pénales</b>                                     |             |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Poursuites pénales                                                   | 47          | 50         | 64         | 42         | 60         | 38         | 47         | 61         | 56         | 60         |
| Disjonctions                                                         | 1           | –          | –          | –          | –          | –          | 1          | 1          | –          | –          |
| Demandes de révision, etc.                                           | 1           | –          | –          | –          | 1          | 1          | 1          | –          | –          | –          |
| Décisions ultérieures                                                | 10          | 4          | 7          | 6          | 3          | 10         | 5          | 6          | 5          | 6          |
| Renvois par la Cour des plaintes                                     | –           | –          | –          | –          | 1          | –          | –          | –          | –          | –          |
| Renvois par la Cour d'appel                                          | –           | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          |
| Renvois par le Tribunal fédéral                                      | 1           | 4          | 8          | 25         | 12         | 1          | 3          | 6          | 11         | 20         |
| <b>Total</b>                                                         | <b>60</b>   | <b>58</b>  | <b>79</b>  | <b>73</b>  | <b>77</b>  | <b>50</b>  | <b>57</b>  | <b>74</b>  | <b>72</b>  | <b>86</b>  |
| <b>Cour des plaintes – Procédure pénale</b>                          |             |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Plaintes et autres demandes                                          | 231         | 473        | 350        | 330        | 426        | 247        | 457        | 342        | 322        | 376        |
| Demandes de révision, etc.                                           | 2           | 5          | 4          | 3          | 6          | 2          | 5          | 3          | 4          | 6          |
| Renvois par la Cour d'appel                                          | –           | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          |
| Décisions sur renvoi du TF                                           | 1           | 2          | 4          | 3          | 2          | 7          | –          | 6          | 1          | 1          |
| <b>Total</b>                                                         | <b>234</b>  | <b>480</b> | <b>358</b> | <b>336</b> | <b>434</b> | <b>256</b> | <b>462</b> | <b>351</b> | <b>327</b> | <b>383</b> |
| <b>Cour des plaintes – Entraide judiciaire internationale</b>        |             |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Plaintes                                                             | 321         | 344        | 336        | 339        | 354        | 350        | 246        | 395        | 365        | 281        |
| Détentions en vue d'extradition                                      | 28          | 16         | 20         | 18         | 28         | 28         | 18         | 20         | 16         | 28         |
| Demandes de révision, etc.                                           | 5           | 1          | 8          | 7          | 2          | 5          | 1          | 8          | 7          | 2          |
| Renvois par la Cour d'appel                                          | –           | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          | –          |
| Décisions sur renvoi du TF                                           | 2           | –          | 3          | 2          | 4          | –          | 2          | 3          | –          | 3          |
| Recours contre les décisions du TAF en matière de droit du personnel | –           | 2          | 1          | 1          | –          | 2          | 1          | 1          | 2          | –          |
| <b>Total</b>                                                         | <b>356</b>  | <b>363</b> | <b>368</b> | <b>367</b> | <b>388</b> | <b>385</b> | <b>268</b> | <b>427</b> | <b>390</b> | <b>314</b> |
| <b>Cour d'appel – Procédures d'appel</b>                             |             |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Appels jugements SK                                                  |             |            |            |            | 35         |            |            |            |            | 16         |
| Appels jugements procédure simplifiée SK                             |             |            |            |            | –          |            |            |            |            | –          |
| Renvois du TF                                                        |             |            |            |            | –          |            |            |            |            | –          |
| <b>Total</b>                                                         |             |            |            |            | <b>35</b>  |            |            |            |            | <b>16</b>  |
| <b>Cour d'appel – Procédures de révision</b>                         |             |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
| Révisions jugements SK                                               |             |            |            |            | 2          |            |            |            |            | 2          |
| Révisions des prononcés BK                                           |             |            |            |            | 9          |            |            |            |            | 8          |
| Autres révisions                                                     |             |            |            |            | –          |            |            |            |            | –          |
| Renvois du TF                                                        |             |            |            |            | –          |            |            |            |            | –          |
| <b>Total</b>                                                         |             |            |            |            | <b>11</b>  |            |            |            |            | <b>10</b>  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                                 | <b>650</b>  | <b>901</b> | <b>805</b> | <b>776</b> | <b>945</b> | <b>691</b> | <b>787</b> | <b>852</b> | <b>789</b> | <b>809</b> |

### 3.6 Affaires liquidées selon les matières

|                                                                                                                | Poursuites pénales | Disjonctions | Décisions ultérieures | Renvoi par la Cour des plaintes | Plaintes et autres demandes | Demandes de révision, etc.               | Renvois par le Tribunal fédéral | Renvois par la Cour d'appel | Total      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------|-----------------------|---------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|------------|
| <b>Affaires de la Cour des affaires pénales</b>                                                                |                    |              |                       |                                 |                             |                                          |                                 |                             |            |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 23 CPP                                    | 24                 |              |                       | -                               |                             | -                                        | 5                               | -                           | 29         |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 24 CPP                                    | 25                 |              |                       | -                               |                             | -                                        | 14                              | -                           | 39         |
| Organisation criminelle (art. 260 <sup>ter</sup> CP)                                                           | 5                  |              |                       | -                               |                             | -                                        | 1                               | -                           | 6          |
| Financement du terrorisme (art. 260 <sup>quinquies</sup> CP)                                                   | -                  |              |                       | -                               |                             | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Blanchiment d'argent (art. 305 <sup>bis</sup> CP)                                                              | 13                 |              |                       | -                               |                             | -                                        | -                               | -                           | 13         |
| Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305 <sup>ter</sup> CP) | -                  |              |                       | -                               |                             | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Corruption (art. 322 <sup>ter-octies</sup> CP)                                                                 | 2                  |              |                       | -                               |                             | -                                        | -                               | -                           | 2          |
| Criminalité économique                                                                                         | 5                  |              |                       | -                               |                             | -                                        | 13                              | -                           | 18         |
| Affaires pénales administratives                                                                               | 11                 |              |                       | -                               |                             | -                                        | 1                               | -                           | 12         |
|                                                                                                                |                    | -            | 6                     |                                 |                             |                                          |                                 |                             |            |
| <b>Total affaires de la Cour des affaires pénales</b>                                                          | <b>60</b>          | <b>-</b>     | <b>6</b>              | <b>-</b>                        |                             | <b>-</b>                                 | <b>20</b>                       | <b>-</b>                    | <b>86</b>  |
| <b>Affaires de la Cour des plaintes</b>                                                                        |                    |              |                       |                                 |                             |                                          |                                 |                             |            |
| Plaintes                                                                                                       |                    |              |                       |                                 | 236                         | 6                                        | -                               | -                           | 242        |
| Fixation de for                                                                                                |                    |              |                       |                                 | 68                          | -                                        | -                               | -                           | 68         |
| Affaires de détention                                                                                          |                    |              |                       |                                 | 12                          | -                                        | -                               | -                           | 12         |
| Demande d'indemnisation                                                                                        |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Levée de scellés                                                                                               |                    |              |                       |                                 | 21                          | -                                        | -                               | -                           | 21         |
| Droit pénal administratif                                                                                      |                    |              |                       |                                 | 39                          | -                                        | 1                               | -                           | 40         |
| Entraide judiciaire internationale                                                                             |                    |              |                       |                                 | 309                         | 2                                        | 3                               | -                           | 314        |
| Extradition                                                                                                    |                    |              |                       |                                 | 39                          | -                                        | -                               | -                           | 39         |
| Détention en vue d'extradition                                                                                 |                    |              |                       |                                 | 28                          | -                                        | -                               | -                           | 28         |
| Transfèrement                                                                                                  |                    |              |                       |                                 | 1                           | -                                        | -                               | -                           | 1          |
| Autres actes d'entraide                                                                                        |                    |              |                       |                                 | 221                         | 2                                        | 3                               | -                           | 226        |
| Délégation de la poursuite                                                                                     |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Exécution des décisions                                                                                        |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Autre (EIMP)                                                                                                   |                    |              |                       |                                 | 20                          | -                                        | -                               | -                           | 20         |
| Rapports de service de droit public (rec. TAF)                                                                 |                    |              |                       |                                 | -                           |                                          |                                 | -                           | -          |
| <b>Total affaires des Cours des plaintes</b>                                                                   |                    |              |                       |                                 | <b>685</b>                  | <b>8</b>                                 | <b>4</b>                        | <b>-</b>                    | <b>697</b> |
| <b>Affaires de la Cour d'appel</b>                                                                             |                    |              |                       |                                 |                             |                                          |                                 |                             |            |
|                                                                                                                |                    |              |                       |                                 | Appels jugements SK         | Appels jugements procédure simplifiée SK | Renvois du TF                   | Autre                       | Total      |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 23 CPP                                    |                    |              |                       |                                 | 5                           | -                                        | -                               | -                           | 5          |
| Infractions soumises à la juridiction fédérale sur la base de l'art. 24 CPP                                    |                    |              |                       |                                 | 6                           | -                                        | -                               | -                           | 6          |
| Organisation criminelle (art. 260 <sup>ter</sup> CP)                                                           |                    |              |                       |                                 | 1                           | -                                        | -                               | -                           | 1          |
| Financement du terrorisme (art. 260 <sup>quinquies</sup> CP)                                                   |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Blanchiment d'argent (art. 305 <sup>bis</sup> CP)                                                              |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Défaut de vigilance en matière d'opérations financières et droit de communication (art. 305 <sup>ter</sup> CP) |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Corruption (art. 322 <sup>ter-octies</sup> CP)                                                                 |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | -          |
| Criminalité économique                                                                                         |                    |              |                       |                                 | 5                           | -                                        | -                               | -                           | 5          |
| Affaires pénales administratives                                                                               |                    |              |                       |                                 | 1                           | -                                        | -                               | -                           | 1          |
| Autre                                                                                                          |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | 4                           | 4          |
| Procédures en révision                                                                                         |                    |              |                       |                                 | -                           | -                                        | -                               | -                           | 10         |
| <b>Total affaires de la Cour d'appel</b>                                                                       |                    |              |                       |                                 | <b>12</b>                   | <b>-</b>                                 | <b>-</b>                        | <b>4</b>                    | <b>26</b>  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                                                                           | <b>60</b>          | <b>-</b>     | <b>6</b>              | <b>-</b>                        | <b>697</b>                  | <b>8</b>                                 | <b>24</b>                       | <b>4</b>                    | <b>809</b> |

# L'essentiel en bref

Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a liquidé 7157 affaires au cours de l'exercice sous revue. Sur ce nombre, on comptait 6965 dossiers entrants et 5605 affaires reprises de l'année précédente. La durée moyenne de la procédure a reculé de 284 à 264 jours.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, Marianne Ryter et Vito Valenti ont repris respectivement la présidence et la vice-présidence du TAF pour la période de fonction 2019/2020. 2019 était aussi la première année de fonction des trois autres membres de la Commission administrative. Sur la même période, le tribunal a accueilli un nouveau juge et enregistré trois départs, étant précisé que, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019, les sièges devenus vacants ne peuvent plus être repourvus jusqu'à ce que l'effectif des juges du TAF retombe à 65 postes ETP.

Les changements de jurisprudence intervenus en 2019 ont essentiellement concerné les Cours IV, V et VI en raison de l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> mars, de la nouvelle loi sur l'asile qui prévoit une procédure d'asile accélérée.

A la fin de l'année, après une longue série de consultations intensives, le nouveau système de gestion des ressources EquiTAF est entré dans sa phase d'introduction. Basé sur une comparaison de la charge de travail pondérée des cours, le système doit garantir à l'avenir une répartition équitable des ressources.

Autre projet-clé du Tribunal administratif fédéral, le projet DigiTAF a pour objet de concrétiser la stratégie de numérisation du tribunal.



## TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL

|                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| <b>1. Partie générale</b>        | <b>60</b> |
| Composition du tribunal          | 60        |
| Organisation du tribunal         | 62        |
| Commissions                      | 63        |
| Volume des affaires              | 64        |
| Coordination de la jurisprudence | 64        |
| Administration du tribunal       | 65        |
| Projets                          | 66        |
| Surveillance                     | 66        |
| Collaboration                    | 67        |
| <b>2. Statistiques</b>           | <b>68</b> |



## **RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF FÉDÉRAL 2019**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil  
des Etats,

Conformément à l'article 3, alinéa 3, de la loi sur le Tribunal administratif  
fédéral, nous vous faisons parvenir ci-après notre rapport de gestion pour  
l'année 2019.

Veillez croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés  
au Conseil national et au Conseil des Etats, à l'expression de notre haute  
considération.

Tribunal administratif fédéral

|                         |                           |
|-------------------------|---------------------------|
| La présidente:          | Marianne Ryter            |
| La secrétaire générale: | Stephanie Rielle La Bella |

Saint-Gall, le 30 janvier 2020

# 1. PARTIE GÉNÉRALE

## Composition du tribunal

### Organes de direction

#### Présidence

Présidente: Marianne Ryter  
Vice-président: Vito Valenti

#### Commission administrative

Présidente: Marianne Ryter  
Vice-président: Vito Valenti  
Membres: Yannick Antoniazza-Hafner  
Claudia Cotting-Schalch  
Walter Lang

#### Conférence des présidents

Présidente: Nina Spälti Giannakitsas, présidente de la Cour IV  
Membres: Michael Beusch, président de la Cour I  
Francesco Brentani, président de la Cour II  
David Weiss, président de la Cour III  
Emilia Antonioni Luftensteiner, présidente de la Cour V  
Jenny de Coulon Scuntaro, présidente de la Cour VI

#### Etat-major des organes de direction

Secrétaire générale: Stephanie Rielle La Bella  
Suppléant: Bernhard Fasel

### Cours

#### Cour I

Président: Michael Beusch  
Membres: Christine Ackermann  
Christoph Bandli  
Sonja Bossart Meier  
Jérôme Candrian  
Kathrin Dietrich  
Raphaël Gani  
Maurizio Greppi  
Claudia Pasqualetto Péquignot  
Daniel Riedo  
Annie Rochat Pauchard  
Marianne Ryter  
Jürg Steiger

## Cour II

Président:

Francesco Brentani

Membres:

Pietro Angeli-Busi

Maria Amgwerd

David Aschmann

Jean-Luc Baechler

Stephan Breitenmoser

Ronald Flury

Martin Kayser (dès le 1.7)

Vera Marantelli-Sonanini

Keita Mutombo

Pascal Richard

Eva Schneeberger

Marc Steiner

Daniel Willisegger

Christian Winiger

## Cour III

Président:

David Weiss

Membres:

Caroline Bissegger

Michela Bürki Moreni

Caroline Gehring

Viktoria Helfenstein

Madeleine Hirsig-Vouilloz

Michael Peterli-Caruel

Christoph Rohrer

Daniel Stufetti

Vito Valenti

Beat Weber

## Cour IV

Présidente:

Nina Spälti Giannakitsas

Membres:

Gérald Bovier

Daniela Brüscheweiler

Daniele Cattaneo

Claudia Cotting-Schalch

Yanick Felley

Mia Fuchs

Walter Lang

Gérard Scherrer

Jeannine Scherrer-Bänziger

Hans Schürch

Contessina Theis

Simon Thurnheer

Jürg Marcel Tiefenthal

Thomas Wespi

### Cour V

|             |                                |
|-------------|--------------------------------|
| Présidente: | Emilia Antonioni Luftensteiner |
| Membres:    | Barbara Balmelli-Mühlematter   |
|             | Muriel Beck Kadima             |
|             | Sylvie Cossy                   |
|             | Gabriela Freihofer             |
|             | Markus König                   |
|             | Constance Leisinger            |
|             | Christa Luterbacher            |
|             | Esther Marti                   |
|             | Jean-Pierre Monnet             |
|             | Lorenz Noli                    |
|             | Roswitha Petry                 |
|             | Grégory Sauder                 |
|             | William Waeber                 |
|             | David R. Wenger                |

### Cour VI

|             |                               |
|-------------|-------------------------------|
| Présidente: | Jenny de Coulon Scuntaro      |
| Membres:    | Yannick Antoniazza-Hafner     |
|             | Daniele Cattaneo              |
|             | Gregor T. Chatton             |
|             | Susanne Genner (dès le 1.5)   |
|             | Fulvio Haefeli                |
|             | Martin Kayser (jusqu'au 30.6) |
|             | Regula Schenker Senn          |
|             | Andreas Trommer               |
|             | Blaise Vuille                 |

Durant l'exercice sous revue, la présidence et la vice-présidence du tribunal ont été exercées respectivement par *Marianne Ryter* et *Vito Valenti*. Outre la présidente et le vice-président, la Commission administrative se composait de *Yannick Antoniazza-Hafner*, *Claudia Cotting-Schalch* et *Walter Lang*. Sur la même période, les cours étaient présidées par *Michael Beusch* (Cour I), *Francesco Brentani* (Cour II), *David Weiss* (Cour III), *Nina Spälti Gianakitsas* (Cour IV), *Emilia Antonioni Luftensteiner* (Cour V) et *Jenny de Coulon Scuntaro* (Cour VI).

Le plénum des juges du TAF a accueilli le 1<sup>er</sup> mai un nouveau membre en la personne de *Susanne Genner* (élue par l'Assemblée fédérale [Chambres réunies] le 12 décembre 2018). A noter par ailleurs le transfert interne de *Martin Kayser*, qui est passé de la Cour VI à la Cour II

à la fin du 1<sup>er</sup> semestre, ainsi que les départs à la retraite de *Christoph Bandli* et de *Blaise Vuille* en fin d'année et le départ de *Michael Beusch*, qui quitte le TAF fin 2019 pour rejoindre le Tribunal fédéral où il a été élu juge ordinaire par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) le 25 septembre.

## Organisation du tribunal

### Cour plénière

A l'instar des années précédentes, la Cour plénière s'est réunie à quatre reprises en séance ordinaire en 2019. A l'ordre du jour figuraient notamment les remerciements aux juges sortants et l'assermentation de la nouvelle juge.

Lors de la séance du 19 mars, le poste de vice-président de la Commission fédérale d'estimation du 6<sup>e</sup> arrondissement a été repourvu par election complémentaire pour la période de fonction 2019-2024. Des élections se sont également tenues en décembre pour renouveler la présidence des Cours I et II.

Par décision du 25 juin, la Cour plénière a adopté une modification de l'art. 16, al. 1, du règlement du Tribunal administratif fédéral (RTAF, RS 173.320.1), portant de cinq à six le nombre de juges qui siégeront désormais au Comité de conciliation.

A noter aussi que, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, le Tribunal administratif fédéral n'est plus autorisé à recruter de nouveaux juges. Dorénavant, les réductions de taux d'occupation et les départs – notamment à la retraite – de juges ne seront plus remplacés jusqu'à ce que l'effectif autorisé, soit 65 postes de juges ETP, soit atteint.

### Commission administrative

La Commission administrative a siégé à 13 reprises au cours de l'année sous revue, dont une fois sous la forme d'une retraite. Parmi les objectifs qu'elle s'est fixés pour la période 2019/2020 figurent la poursuite des projets EquiTAF, DigiTAF et eAsyl, la réalisation d'une étude préliminaire sur la gestion du savoir, le développement de la culture de direction et l'optimisation de la gestion des ressources en tant que vecteur de qualité des décisions et de maintien de délais raisonnables. La commission s'est par ailleurs positionnée sur plusieurs sujets, dont l'abandon de l'utilisation de la télécopie, la cyberjustice électronique, l'introduction des e-dossiers par le SEM, le recrutement de collaborateurs dans les cours et chancelleries pour participer à des projets et les possibilités d'évolution professionnelle des greffiers.

Le 1<sup>er</sup> avril 2019, une nouvelle chambre, présidée par Jérôme Candrian, a été créée au sein de la Cour I. Celle-ci a pour mission d'examiner les requêtes du Service de renseignement de la Confédération (SRC) pour ordonner des mesures de recherche soumises à approbation.

### Conférence des présidents

La Conférence des présidents est en premier lieu garante de la coordination de la jurisprudence. Elle s'est réunie à dix reprises au cours de l'année sous revue (nombre inchangé par rapport à 2018). La conférence s'est notamment prononcée sur la question de la constitution des collègues lors d'un changement de présidence au niveau de la chambre ou de la cour et sur le régime de signature applicable dans les procédures internationales. Elle a

également adopté des lignes directrices concernant la rédaction des arrêts, lesquelles énumèrent les cinq critères qui définissent un arrêt bien rédigé.

## Commissions

### Commission de rédaction

La Commission de rédaction (CR) définit l'orientation stratégique du processus de publication et de documentation des arrêts du Tribunal administratif fédéral. Elle veille en outre à l'uniformité des arrêts publiés au registre officiel (ATAF). Elle est composée de six juges et assistée par des collaborateurs du secteur Services scientifiques.

Durant l'exercice sous revue, la CR s'est réunie à onze reprises; huit newsletters ATAF ont été envoyées. Le volume annuel des ATAF 2018, contenant 36 décisions, est paru fin octobre.

Réalisant l'un de ses objectifs annuels, la CR a adressé à la Conférence des présidents (CP) un rapport qui spécifie l'ensemble de ses compétences ainsi que son rôle en matière de publication et de documentation.

### Comité de conciliation

Le Comité de conciliation intervient dans le règlement de différends survenant entre juges. Le comité s'est renouvelé en 2019 et compte désormais six membres ordinaires qui sont: *Christine Ackermann* (Cour I), *Mia Fuchs* (Cour IV), *Martin Kayser* (vice-président, Cour II), *Markus König* (président, Cour V), *Keita Mutombo* (Cour II) et *Beat Weber* (Cour III), en plus de la présidente du tribunal, *Marianne Ryter*, qui siège également au comité conformément au règlement du TAF. Il n'a pas été sollicité durant l'année sous revue.

### Commission de conciliation

La Commission de conciliation a été créée en 2018. Outre une mission d'information et de conseil, elle propose un service de médiation dans les litiges concernant des questions d'égalité hommes-femmes. Le but est de régler ces litiges à l'amiable pour éviter une procédure judiciaire. Pour ce faire, la Commission de conciliation établit les faits avec l'aide des parties (employeur et employé(e)) et tente de trouver un accord en séance de conciliation. La commission n'a pas été sollicitée en 2019.

### Commission du personnel

La Commission du personnel (PEKO) a été consultée à plusieurs reprises au cours de l'exercice sous revue, no-

tamment sur une notice concernant la structure des arrêts, sur diverses mesures transversales entre les cours (EquiTAF), sur la directive relative au pool de greffiers et le développement d'un mode de relevé des connaissances et intérêts des collaborateurs (EquiTAF) ainsi que sur des lignes directrices concernant la rédaction des arrêts. Les prises de position de la PEKO ont été très appréciées des responsables de projets.

Plus sollicitée que l'année précédente, la PEKO a examiné les sujets de préoccupation des collaborateurs, en associant surtout le secteur HR aux discussions. Elle a également présenté son offre de prestations lors d'une séance d'information sur les différents services de contact disponibles au sein du tribunal. En automne, elle a ensuite organisé une rencontre-grillades en vue de stimuler le dialogue et de recueillir les idées et suggestions des collaborateurs. Près de 70 collaborateurs ont répondu à l'appel. A noter enfin la tenue d'élections de renouvellement, la législature de la PEKO ayant pris fin en cours d'année.

### Service de médiation

Le Service de médiation intervient dans la résolution de questions et de problèmes ayant trait aux rapports de travail qui ne relèvent pas d'autres instances (notamment du Comité de conciliation pour ce qui est des différends entre juges ou de la Commission de conciliation). Le service a été consulté à plusieurs reprises en 2019, en particulier sur des questions concernant les relations entre collègues ou avec des supérieurs. Il n'a toutefois dû intervenir concrètement que dans un seul cas, dans lequel l'unité organisationnelle concernée a été convoquée en réunion. Les personnes de confiance réaffirment l'importance de ce service facilement accessible, qui permet d'aborder ces sujets sans crainte et de discuter de la suite envisageable pour éviter qu'une situation ne s'envenime.

## Volume des affaires

### Volume des affaires – vue d'ensemble

Les statistiques détaillées concernant la charge de travail du TAF en 2019 sont reproduites aux pages 68 et suivantes du présent rapport. Le tribunal a repris, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, 5605 dossiers de l'année précédente. A la fin de l'année, on dénombrait 6965 affaires entrantes (7474 en 2018) pour 7157 affaires liquidées (7604 un an plus tôt). Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre, le stock des affaires pendantes a reculé à 5413 affaires, soit -192 uni-

tés (-3,4%). La durée moyenne des procédures était de 264 jours (contre 284 l'an précédent). On enregistrait, par ailleurs, 421 affaires de plus de deux ans d'ancienneté (contre 395 un an plus tôt). Le volume des affaires – entrantes et liquidées – se répartit comme suit entre les six cours du tribunal:

| Cours    | Introduites | Liquidées |
|----------|-------------|-----------|
| Cour I   | 767         | 655       |
| Cour II  | 415         | 386       |
| Cour III | 660         | 659       |
| Cour IV  | 1952        | 2177      |
| Cour V   | 1908        | 1938      |
| Cour VI  | 1263        | 1342      |
| Total    | 6965        | 7157      |

### Procédures de consultation

Le Tribunal administratif fédéral a été invité par le Parlement, le Conseil fédéral ou l'administration fédérale à prendre position sur six projets de lois et d'ordonnances (contre 10 l'exercice précédent). Le tribunal s'est prononcé, sur le fond, sur les projets suivants: reprise et mise en œuvre du règlement (UE) 2018/1240 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS); modification de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI); reprise et mise en œuvre des bases juridiques en vue de l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) et modification de la LDEA en vue de l'inscription des expulsions pénales dans SYMIC; modification de la loi sur l'asile préconisée par l'initiative parlementaire 16.403 concernant les conditions du regroupement familial; alignement de diverses ordonnances sur la modification du 14 décembre 2018 de la loi sur les étrangers et l'intégration (normes procédurales et systèmes d'information).

Le tribunal a renoncé à se prononcer sur un projet mis en consultation. Enfin, un projet dont la consultation avait été annoncée (modification de la LEI – restriction des voyages à l'étranger et modification du statut de l'admission provisoire) était encore en suspens à la fin de l'année.

## Coordination de la jurisprudence

Il n'a pas été engagé de procédure au sens de l'art. 25 LTAF (coordination de la jurisprudence entre les cours) en 2019. La Conférence des présidents s'est en revanche

prononcée, en application de l'art. 17, al. 2, let. b, LTAF, sur diverses questions de procédure qui concernaient l'ensemble des cours. Elle a par exemple adapté la mention des voies de droit sur la disposition pertinente du Tribunal fédéral. La coordination des questions de fond et de procédure qui relèvent exclusivement du droit d'asile est soumise aux règles spécifiques régissant la collaboration entre les Cours IV, V et VI du Tribunal administratif fédéral.

## Administration du tribunal

### Fonctionnement

Les six secteurs du Secrétariat général fournissent une multitude de prestations essentielles au bon fonctionnement du tribunal, tout en travaillant sur divers projets parallèlement aux affaires courantes.

Le nouveau système de gestion des ressources mis au point dans le cadre du projet EquiTAF, en concertation avec les cours, est entré en phase d'introduction au cours de l'exercice sous revue, accompagné de diverses mesures accessoires. Basé sur une comparaison de la charge de travail pondérée des cours, le système doit garantir à l'avenir une répartition équitable des ressources.

Le projet DigiTAF concrétise, à travers un ensemble de mesures, la transformation numérique de la jurisprudence. Le processus permettra, dans les années à venir, d'éliminer les ruptures de médias et d'alléger les processus de travail et la charge administrative, tout en raccourcissant la durée des procédures tant au profit des collaborateurs que des parties aux procédures. En 2019, les travaux ont porté sur la définition des fondements de la numérisation. Concrètement, la gestion des processus a été réorientée, un portfolio de projets introduit et une étude préliminaire réalisée sur la gestion du savoir. Plusieurs projets-pilotes ont également été initiés.

Le 5 avril, le Contrôle fédéral des finances (CDF) a présenté son rapport d'audit sur la mise en œuvre du projet «Organisation du tribunal 2016» (GO 2016). Destiné à réexaminer et à optimiser l'organisation du tribunal, le projet comportait deux grands axes: améliorer la gestion des cours et assurer une répartition plus équitable de la charge de travail entre elles. L'audit avait pour but d'évaluer si les objectifs du projet avaient été atteints.

Le 1<sup>er</sup> février, Philipp Schildknecht et Pascal Pieth, de la société P&P Catering, ont repris la gestion du restaurant du personnel, après avoir remporté l'appel d'offres lancé l'année précédente.

Dans le secteur Communication, un film promotionnel a été réalisé en 2019 pour améliorer la perception du Tribunal administratif fédéral auprès du public. Conçu en trois langues, le court métrage donne une vision très claire des missions du tribunal.

### Personnel

A fin décembre, l'effectif du Tribunal administratif fédéral comptait 434 personnes, dont 77 juges (soit 68,95 postes ETP), 234 greffiers (195,8 postes ETP), 44 collaborateurs dans les chancelleries de cour (37,9 postes ETP) et 79 collaborateurs au Secrétariat général (69,3 postes ETP.) Le tribunal a en outre assuré la formation de trois apprentis et permis à 23 étudiants de suivre un stage. Ces postes de formation ne sont pas pris en compte dans les statistiques reproduites ci-après.

En termes de représentation linguistique, le 67,1% de l'effectif était de langue allemande, 25,8% de langue française, 6,9% de langue italienne et 0,2% d'une autre langue. Sous l'angle de la parité hommes-femmes, 57,8% des postes étaient occupés par des femmes à la fin 2019. Ce taux était de 41,6% pour les juges et de 61,3% pour le personnel non-juge. 32,2% des juges et 52,1% des employés travaillaient à un taux d'occupation inférieur à 90% (temps partiel). Enfin, le taux de rotation du personnel était de 10,9% (contre 13,3% un an plus tôt): ce taux était de 3,9% pour les juges, de 11,4% pour les greffiers et de 14,4% pour le reste du personnel.

### Finances

Les revenus se sont élevés à 4 183 900 francs en 2019, pour des charges de 85 448 200 francs, soit un taux de couverture de 4,9% des coûts. Les revenus sont en hausse de 130 700 francs (+3,2%) par rapport à l'exercice précédent. Les émoluments marquent une progression de 163 150 francs (+4,3%) sur un an. Les procédures donnant lieu à émoluments ont baissé de 6,1%. Dans le même temps, les dépenses ont augmenté de 1 560 100 francs (+1,9%) sur un an. Les charges de personnel affichent une hausse de 920 300 francs et les charges de biens et services et autres charges de 533 100 francs par rapport à 2018. Une décision du Tribunal fédéral concernant le recouvrement d'émoluments par la Commission fédérale d'estimation du 10<sup>e</sup> arrondissement et l'obligation consécutive de verser des avances de frais aux membres de la commission a entraîné une hausse des dépenses de l'ordre de 198 800 francs. Ces postes englobent la répercussion des coûts pour les prestations en faveur du Tribunal fédéral des brevets à hauteur de 159 150 francs, ce

qui diminue d'autant les charges. Le compte des investissements présente des dépenses de l'ordre de 44 846 francs, montant qui a permis l'acquisition d'un nouveau véhicule de fonction, en remplacement de l'ancien véhicule devenu hors d'usage. Enfin, les amortissements représentent un montant de 35 266 francs, au titre principalement d'équipements de cuisine, de scanners, du système de vidéosurveillance ainsi que du véhicule de fonction.

### Relations publiques

Le Tribunal administratif fédéral a publié 24 communiqués de presse en 2019 (contre 30 l'année précédente). Sur ce nombre, 22 concernaient la jurisprudence et deux le fonctionnement du tribunal. Sur la même période, le secteur Communication a répondu à quelque 190 demandes de journalistes. Enfin, 55 journalistes étaient accrédités auprès du tribunal à fin décembre 2019.

Au nombre des affaires qui présentaient un intérêt public, on peut citer en particulier l'arrêt sur la sécurité parasismique de la centrale nucléaire de Beznau, l'arrêt concernant la soumission des fleurs de cannabis à l'impôt sur le tabac, celui concernant la collecte de données à l'aide d'une application web au bénéfice d'une assurance maladie complémentaire ou encore la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre du procureur général de la Confédération.

Le déploiement de la nouvelle stratégie de communication a été quasiment finalisé en 2019. La production d'un film promotionnel, qui présente le Tribunal administratif fédéral et ses missions de façon claire et accessible, constituait à cet égard une étape importante. Le court métrage sera notamment diffusé lors de visites guidées; il pourra aussi être visualisé en ligne sur le site Internet du tribunal.

## Projets

### EquiTAF

Le projet EquiTAF vise à créer un système simple et pragmatique de répartition équitable des ressources entre les cours. La phase de lancement a permis, en 2019, de mettre à l'épreuve les instruments développés jusque-là, notamment d'étendre le reporting des procédures et de consolider le reporting quadrimestriel. Des mesures ont également été définies – et partiellement mises en place – pour optimiser l'allocation des ressources et faciliter la collaboration transversale entre les cours. L'une d'elles

consistait à réexaminer et à optimiser l'organisation et le fonctionnement des greffiers de pool.

### DigiTAF

Le projet DigiTAF a pour objet de concrétiser la stratégie de transformation numérique du Tribunal administratif fédéral. En 2019, les travaux se sont concentrés sur les sous-projets Gestion du savoir, Gestion du portfolio et Gestion des processus. Dans le premier sous-projet, une étude préliminaire a été lancée pour faire l'inventaire des sources et plateformes de savoir existantes, laquelle servira de base à la conception d'un objectif pratique en 2020. Dans le sous-projet Gestion du portfolio, les travaux ont consisté à redéfinir les priorités des projets en cours afin de regrouper et mieux cibler l'allocation des ressources. Enfin, le sous-projet Gestion des processus consiste à réexaminer la cartographie des processus dans l'idée d'harmoniser et d'optimiser les processus-clés des cours et des secteurs en vue d'une numérisation ultérieure.

## Surveillance

### Commissions fédérales d'estimation

La Délégation de surveillance des Commissions fédérales d'estimation (CFE), qui se compose de juges et de collaborateurs de la Chambre 1 de la Cour I, était formée durant l'année sous revue des juges Claudia Pasqualetto Péquignot et Maurizio Greppi, ainsi que du greffier Stephan Metzger. L'examen des rapports annuels des différentes commissions ainsi que la recherche de successeurs aux présidents et vice-présidents sortants des arrondissements 5, 6, 7 et 12 ont constitué l'essentiel de l'activité de surveillance de la délégation. Les présidents et vice-présidents sortants des autres arrondissements ont été proposés à la réélection pour la période 2019-2020. Sept personnes ont ainsi été élues par la Cour plénière sur proposition de la chambre, après des appels à candidatures et auditions des candidats par la délégation de surveillance. Les commissions, confrontées parfois à une charge de travail importante, ont accompli leurs tâches à satisfaction.

Depuis début 2018, la surveillance de la CFE du 10<sup>e</sup> arrondissement était exercée par le Secrétariat général du Tribunal administratif fédéral. Cette situation a été corrigée après les élections de renouvellement, de sorte que tous les sièges de la commission sont (à nouveau) pourvus pour la législature 2019-2024. La CFE du 10<sup>e</sup> arrondissement fait état, dans son rapport annuel,

d'une nouvelle réduction de son stock d'affaires pendantes en 2019.

### **Tribunal fédéral**

A l'ordre du jour de la séance de surveillance de la Commission administrative du Tribunal fédéral, qui s'est tenue le 1<sup>er</sup> avril à Lucerne, figuraient notamment le rapport de gestion 2018, les comptes 2018 et le budget 2020. La séance a également permis de revenir sur l'état d'avancement du projet Justitia 4.0 et des projets de numérisation des tribunaux de la Confédération, mais aussi de se pencher sur la révision partielle de la LTF, sur le rapport d'audit de la Commission des finances relativement au projet «GO 2016» et sur l'inspection de la Commission de gestion avec évaluation du Contrôle parlementaire de l'administration.

Enfin, il a aussi été question du rapport du Tribunal administratif fédéral établi en réponse à la décision rendue par le Tribunal fédéral dans la procédure de surveillance 12T\_4/2017. Ce rapport examine les mécanismes permettant de statuer plus rapidement dans les procédures soumises à des délais de traitement raccourcis prévus par la loi.

Parmi les points abordés lors de la séance de surveillance du 31 octobre, qui s'est déroulée à Saint-Gall, figuraient en particulier les questions de la charge de travail, de la dotation en personnel et de la structure organisationnelle du TAF. Il y a également été question de la révision partielle de la LTF, de l'état d'avancement du projet Justitia 4.0, de l'inspection de la Commission de gestion avec évaluation du Contrôle parlementaire de l'administration et de la collaboration des tribunaux de la Confédération dans le cadre du réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (RERO).

Au cours de l'année sous revue, deux dénonciations en matière de surveillance ont été déposées auprès du Tribunal fédéral. Elles ont été classées sans suite.

### **Assemblée fédérale**

Le 10 avril a eu lieu, au Tribunal fédéral à Lucerne, une séance avec les sous-commissions Tribunaux/MPC de la Commission de gestion des Chambres fédérales. Outre le rapport de gestion 2018, il y a été question de la durée de traitement des affaires de grande ampleur relevant du droit des cartels, de la stratégie de numérisation et de la formation continue des juges au TAF.

Les Commissions de gestion ont par ailleurs décidé, dans le cadre de leur programme annuel, de lancer une inspection sur la répartition des affaires au sein des tri-

bunaux fédéraux. Le Contrôle parlementaire de l'administration a été chargé par les CdG de procéder à cette évaluation, qui a donné lieu à quelques premières investigations en cours d'année.

Deux séances ont en outre eu lieu avec la Commission des finances des Chambres fédérales. La séance du 16 avril a été l'occasion de revenir sur les comptes 2018 ainsi que sur le pilotage et la conduite des projets informatiques du Tribunal administratif fédéral, tandis que le budget 2020 et le plan financier 2021-2023 figuraient à l'ordre du jour de la séance du 9 octobre. Le budget a été adopté sans changements.

Eu égard au manque de ressources de langue française qui se profile au Tribunal administratif fédéral, la Commission judiciaire a décidé de mettre au concours un nouveau poste de juge de langue française, malgré les restrictions imposées au recrutement – l'effectif des juges du TAF devant en principe être réduit pour revenir au nombre de postes autorisés par l'ordonnance pertinente. Le 18 décembre, l'Assemblée fédérale (Chambres réunies) a élu Deborah D'Aveni en tant que juge au Tribunal administratif fédéral.

## **Collaboration**

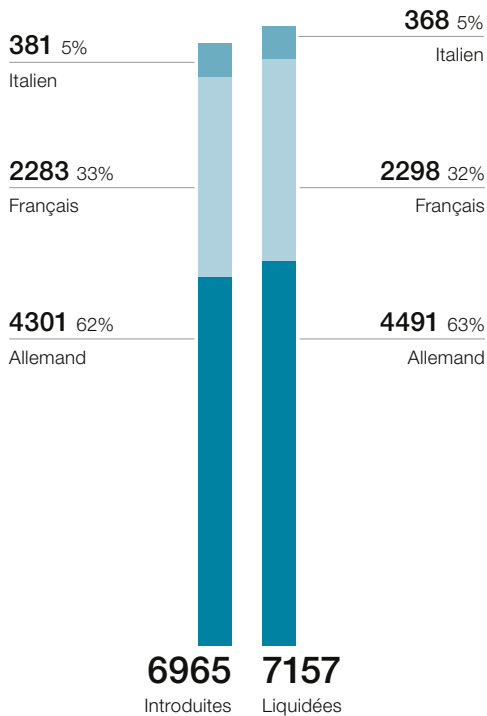
Les tribunaux de la Confédération entretiennent des contacts réguliers et collaborent étroitement à plusieurs niveaux. Au niveau des secrétariats généraux, quatre rencontres se sont tenues pendant l'exercice sous revue. Il y a notamment été question des effets de coordination et de synergie recherchés dans les projets. Au nombre des sujets récurrents figuraient le projet Justitia 4.0, le passage à la gestion électronique des affaires (GEVER) et l'avenir du réseau des bibliothèques de Suisse. Les participants se sont aussi penchés sur le projet de révision de la loi sur l'expropriation, sur des questions de protection des données et sur le rapport de gestion 2019. Enfin, comme d'usage, ces rencontres ont aussi servi à préparer les séances de surveillance.

## 2. STATISTIQUES

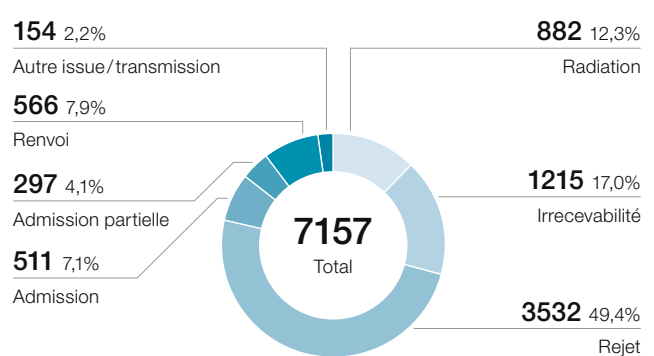
### 2.1 Nature et nombre des affaires

|                            | Affaires            |                   |                   |                     |                   |                  | Issue du procès |                |             |            |                     |            |             |              |
|----------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------|------------|---------------------|------------|-------------|--------------|
|                            | Introduites en 2018 | Liquidées en 2018 | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 | Radiation       | Irrecevabilité | Rejet       | Admission  | Admission partielle | Renvoi     | Autre issue | Transmission |
| Recours                    | 7083                | 7251              | 5534              | 6593                | 6783              | 5344             | 845             | 1112           | 3454        | 454        | 293                 | 566        | 39          | 20           |
| Actions                    | 2                   | 1                 | 4                 | 4                   | 2                 | 6                | –               | –              | 1           | –          | 1                   | –          | –           | –            |
| Autres moyens de droit     | 158                 | 144               | 22                | 176                 | 179               | 19               | 27              | 10             | 18          | 39         | –                   | –          | 44          | 41           |
| Demandes de révision, etc. | 231                 | 208               | 45                | 192                 | 193               | 44               | 10              | 93             | 59          | 18         | 3                   | –          | 8           | 2            |
| <b>TOTAL</b>               | <b>7474</b>         | <b>7604</b>       | <b>5605</b>       | <b>6965</b>         | <b>7157</b>       | <b>5413</b>      | <b>882</b>      | <b>1215</b>    | <b>3532</b> | <b>511</b> | <b>297</b>          | <b>566</b> | <b>91</b>   | <b>63</b>    |

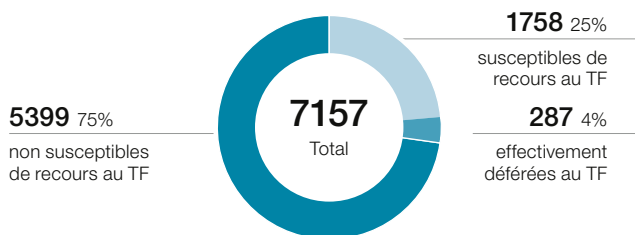
#### 2.1.1 Affaires par langue en 2019



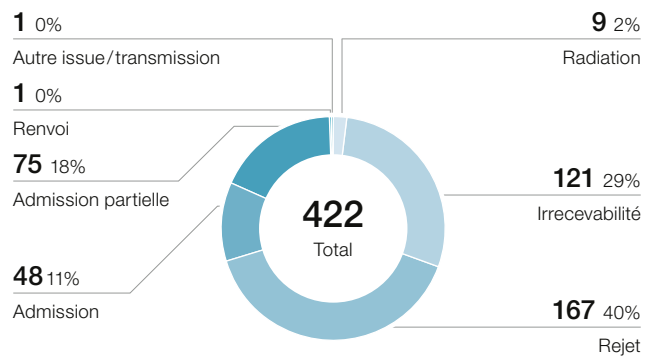
#### 2.1.2 Modes de liquidation en 2019



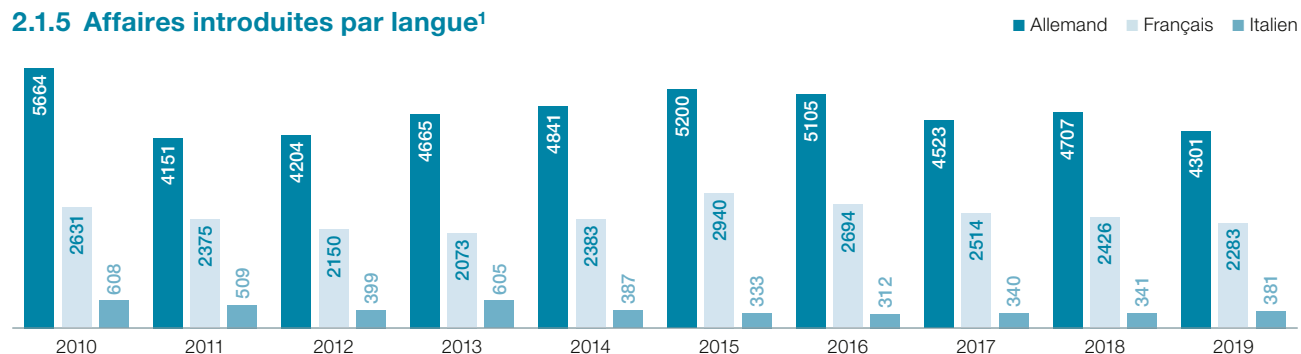
#### 2.1.3 Liquidées en 2019



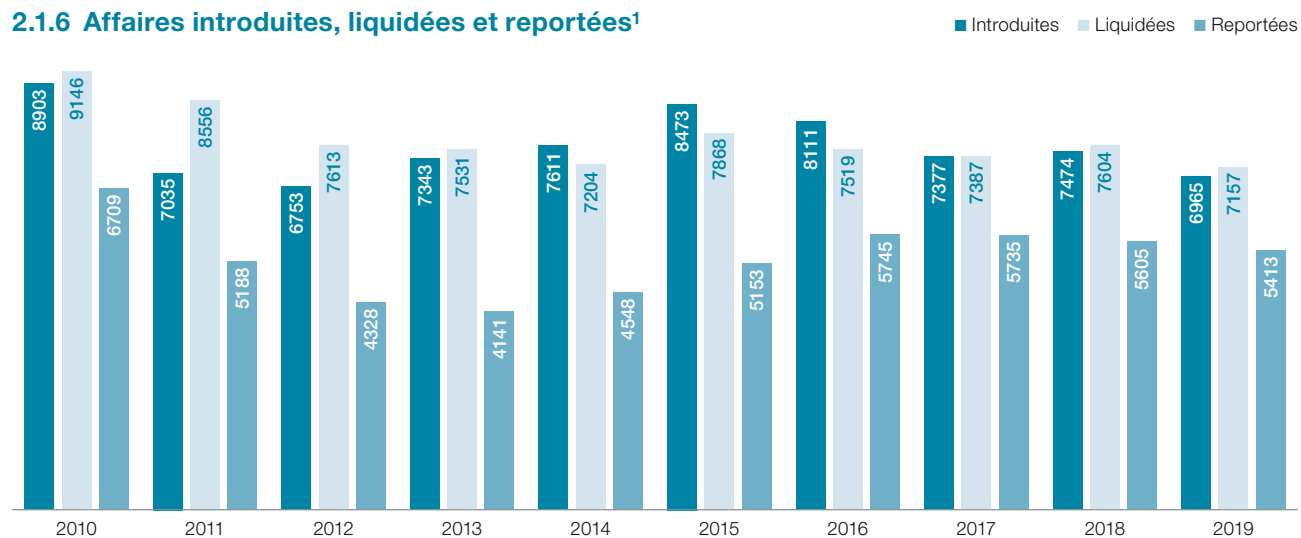
#### 2.1.4 Liquidation des affaires déférées au TF



## 2.1.5 Affaires introduites par langue<sup>1</sup>



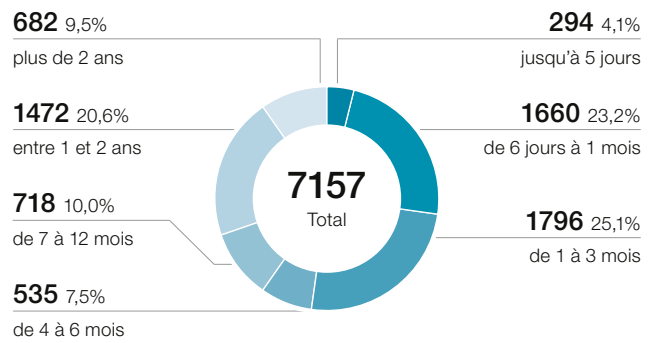
## 2.1.6 Affaires introduites, liquidées et reportées<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Les différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion s'expliquent par des modifications ultérieures (jonction et disjonction de causes, enregistrements ultérieurs, etc.).

## 2.2 Durée des affaires

|                            | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2019 |
|----------------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| Recours                    | 239             | 1507                | 1662          | 521           | 707            | 1468             | 679           | <b>6783</b>                |
| Actions                    | –               | –                   | –             | –             | 1              | –                | 1             | <b>2</b>                   |
| Autres moyens de droit     | 38              | 67                  | 63            | 7             | 2              | 2                | –             | <b>179</b>                 |
| Demandes de révision, etc. | 17              | 86                  | 71            | 7             | 8              | 2                | 2             | <b>193</b>                 |
| <b>TOTAL</b>               | <b>294</b>      | <b>1660</b>         | <b>1796</b>   | <b>535</b>    | <b>718</b>     | <b>1472</b>      | <b>682</b>    | <b>7157</b>                |



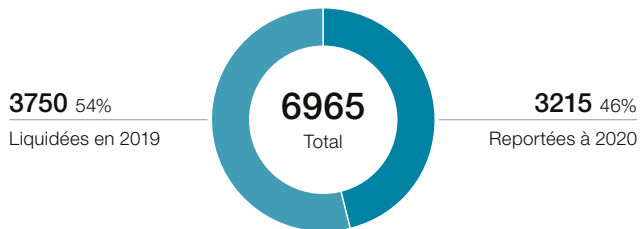
## 2.2.1 Durée moyenne et maximale des affaires

|                            | Liquidées                |                           | Affaires reportées       |                           |
|----------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
|                            | Durée moyenne<br>(jours) | Durée maximale<br>(jours) | Durée moyenne<br>(jours) | Durée maximale<br>(jours) |
| Recours                    | 276                      | 3205                      | 340                      | 2913                      |
| Actions                    | 850                      | 1426                      | 766                      | 3478                      |
| Autres moyens de droit     | 42                       | 651                       | 167                      | 524                       |
| Demandes de révision, etc. | 63                       | 1198                      | 188                      | 818                       |
| <b>MOYENNE TOTALE</b>      | <b>264</b>               | <b>3205</b>               | <b>339</b>               | <b>3478</b>               |

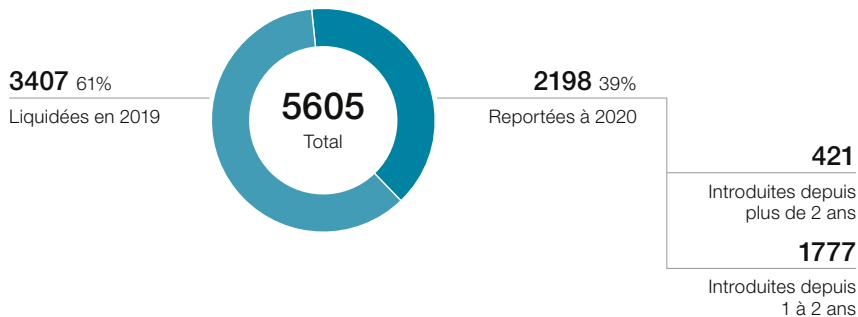
## 2.3 Quotients de liquidation

|              | Liquidation des nouvelles entrées (Q1) |                        |            |                       |            | Liquidation des affaires reportées (Q2) |                        |            |                       |            | Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3) |                   |             |
|--------------|----------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------|------------|-----------------------------------------|------------------------|------------|-----------------------|------------|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------|
|              | Introduites en 2018                    | dont liquidées en 2019 |            | dont reportées à 2020 |            | Reportées de 2018                       | dont liquidées en 2019 |            | dont reportées à 2020 |            | Introduites en 2019                                      | Liquidées en 2019 |             |
| Cour I       | 767                                    | 261                    | 34%        | 506                   | 66%        | 598                                     | 394                    | 66%        | 204                   | 34%        | 767                                                      | 655               | 85%         |
| Cour II      | 415                                    | 167                    | 40%        | 248                   | 60%        | 352                                     | 219                    | 62%        | 133                   | 38%        | 415                                                      | 386               | 93%         |
| Cour III     | 660                                    | 186                    | 28%        | 474                   | 72%        | 839                                     | 473                    | 56%        | 366                   | 44%        | 660                                                      | 659               | 100%        |
| Cour IV      | 1952                                   | 1281                   | 66%        | 671                   | 34%        | 1453                                    | 896                    | 62%        | 557                   | 38%        | 1952                                                     | 2177              | 112%        |
| Cour V       | 1908                                   | 1140                   | 60%        | 768                   | 40%        | 1508                                    | 798                    | 53%        | 710                   | 47%        | 1908                                                     | 1938              | 102%        |
| Cour VI      | 1263                                   | 715                    | 57%        | 548                   | 43%        | 855                                     | 627                    | 73%        | 228                   | 27%        | 1263                                                     | 1342              | 106%        |
| <b>TOTAL</b> | <b>6965</b>                            | <b>3750</b>            | <b>54%</b> | <b>3215</b>           | <b>46%</b> | <b>5605</b>                             | <b>3407</b>            | <b>61%</b> | <b>2198</b>           | <b>39%</b> | <b>6965</b>                                              | <b>7157</b>       | <b>103%</b> |

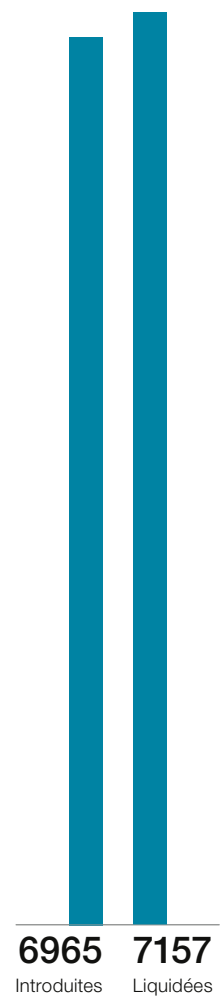
### 2.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



### 2.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

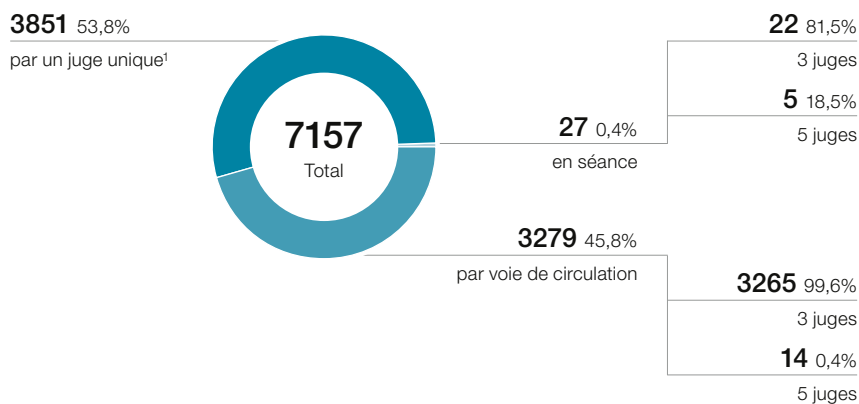


### 2.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



## 2.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

|                            | Par un juge unique <sup>1</sup> | Par voie de circulation <sup>2</sup> |           |             | En séance <sup>3</sup> |          |           |
|----------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|-----------|-------------|------------------------|----------|-----------|
|                            |                                 | 3 juges                              | 5 juges   | Total       | 3 juges                | 5 juges  | Total     |
| Recours                    | 3640                            | 3102                                 | 14        | 3116        | 22                     | 5        | 27        |
| Actions                    | –                               | 2                                    | –         | 2           | –                      | –        | –         |
| Autres moyens de droit     | 108                             | 71                                   | –         | 71          | –                      | –        | –         |
| Demandes de révision, etc. | 103                             | 90                                   | –         | 90          | –                      | –        | –         |
| <b>TOTAL</b>               | <b>3851</b>                     | <b>3265</b>                          | <b>14</b> | <b>3279</b> | <b>22</b>              | <b>5</b> | <b>27</b> |



<sup>1</sup> Dont 1646 arrêts rendus par un juge unique avec l'accord d'un second juge selon l'art. 111 let. e LAsi.

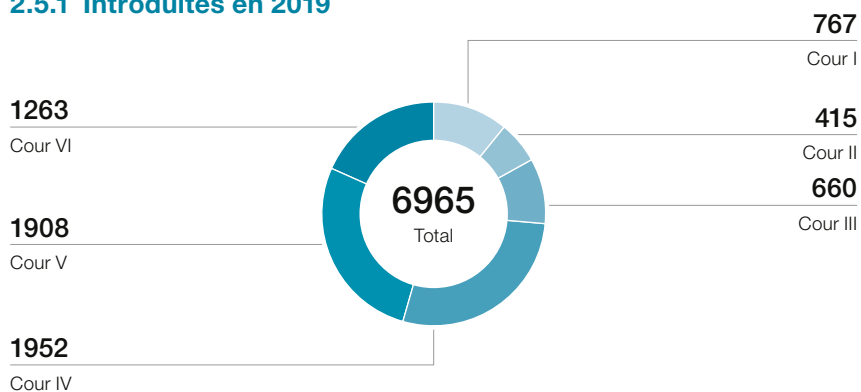
<sup>2</sup> Y compris délibérations à huis clos

<sup>3</sup> Délibérations publiques uniquement

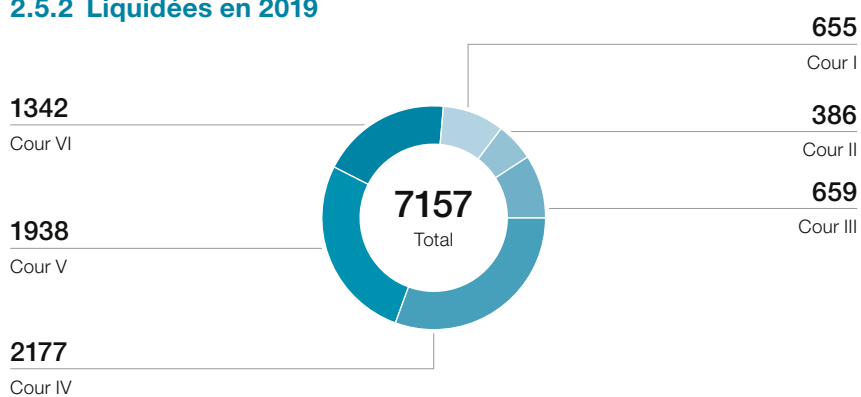
## 2.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

|                            | Reportées de 2018 | Introduites en 2019 | Liquidées en 2019 | Reportées à 2020 |
|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| <b>Cour I</b>              |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 591               | 746                 | 629               | 708              |
| Actions                    | 1                 | –                   | 1                 | –                |
| Autres moyens de droit     | 6                 | 19                  | 23                | 2                |
| Demandes de révision, etc. | –                 | 2                   | 2                 | –                |
| <b>Total</b>               | <b>598</b>        | <b>767</b>          | <b>655</b>        | <b>710</b>       |
| <b>Cour II</b>             |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 348               | 401                 | 377               | 372              |
| Actions                    | 3                 | 4                   | 1                 | 6                |
| Autres moyens de droit     | –                 | 7                   | 6                 | 1                |
| Demandes de révision, etc. | 1                 | 3                   | 2                 | 2                |
| <b>Total</b>               | <b>352</b>        | <b>415</b>          | <b>386</b>        | <b>381</b>       |
| <b>Cour III</b>            |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 834               | 651                 | 649               | 836              |
| Actions                    | –                 | –                   | –                 | –                |
| Autres moyens de droit     | 2                 | 6                   | 6                 | 2                |
| Demandes de révision, etc. | 3                 | 3                   | 4                 | 2                |
| <b>Total</b>               | <b>839</b>        | <b>660</b>          | <b>659</b>        | <b>840</b>       |
| <b>Cour IV</b>             |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 1430              | 1812                | 2040              | 1202             |
| Autres moyens de droit     | 4                 | 66                  | 66                | 4                |
| Demandes de révision, etc. | 19                | 74                  | 71                | 22               |
| <b>Total</b>               | <b>1453</b>       | <b>1952</b>         | <b>2177</b>       | <b>1228</b>      |
| <b>Cour V</b>              |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 1485              | 1775                | 1801              | 1459             |
| Autres moyens de droit     | 6                 | 44                  | 46                | 4                |
| Demandes de révision, etc. | 17                | 89                  | 91                | 15               |
| <b>Total</b>               | <b>1508</b>       | <b>1908</b>         | <b>1938</b>       | <b>1478</b>      |
| <b>Cour VI</b>             |                   |                     |                   |                  |
| Recours                    | 846               | 1208                | 1287              | 767              |
| Actions                    | –                 | –                   | –                 | –                |
| Autres moyens de droit     | 4                 | 34                  | 32                | 6                |
| Demandes de révision, etc. | 5                 | 21                  | 23                | 3                |
| <b>Total</b>               | <b>855</b>        | <b>1263</b>         | <b>1342</b>       | <b>776</b>       |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>       | <b>5605</b>       | <b>6965</b>         | <b>7157</b>       | <b>5413</b>      |

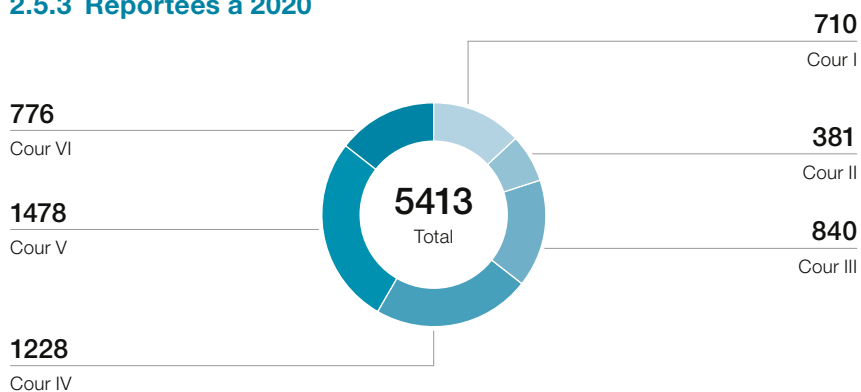
### 2.5.1 Introduites en 2019



### 2.5.2 Liquidées en 2019



### 2.5.3 Reportées à 2020



## 2.6 Répartition des affaires entre les cours (cinq ans)

|                             | Introduites |             |             |             |             | Liquidées   |             |             |             |             |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                             | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        |
| <b>Cour I</b>               |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | 661         | 740         | 603         | 706         | 746         | 636         | 644         | 644         | 621         | 629         |
| Actions                     | 2           | –           | 1           | 1           | –           | –           | –           | 2           | 1           | 1           |
| Autres moyens de droit      | 16          | 21          | 24          | 20          | 19          | 17          | 21          | 24          | 17          | 23          |
| Demandes de révision, etc.  | 2           | –           | 6           | 5           | 2           | 4           | –           | 5           | 6           | 2           |
| <b>Total</b>                | <b>681</b>  | <b>761</b>  | <b>634</b>  | <b>732</b>  | <b>767</b>  | <b>657</b>  | <b>665</b>  | <b>675</b>  | <b>645</b>  | <b>655</b>  |
| <b>Cour II</b>              |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | 409         | 443         | 383         | 377         | 401         | 396         | 423         | 425         | 433         | 377         |
| Actions                     | 2           | –           | –           | 1           | 4           | 2           | 2           | –           | –           | 1           |
| Autres moyens de droit      | 2           | 1           | 4           | 11          | 7           | 2           | 1           | 4           | 11          | 6           |
| Demandes de révision, etc.  | 1           | 1           | 5           | 6           | 3           | 1           | –           | 6           | 5           | 2           |
| <b>Total</b>                | <b>414</b>  | <b>445</b>  | <b>392</b>  | <b>395</b>  | <b>415</b>  | <b>401</b>  | <b>426</b>  | <b>435</b>  | <b>449</b>  | <b>386</b>  |
| <b>Cour III<sup>1</sup></b> |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | 1718        | 673         | 677         | 666         | 651         | 1770        | 736         | 771         | 698         | 649         |
| Actions                     | –           | –           | –           | –           | –           | 1           | –           | –           | –           | –           |
| Autres moyens de droit      | 13          | 1           | 3           | 7           | 6           | 16          | 1           | 3           | 5           | 6           |
| Demandes de révision, etc.  | 8           | 5           | 6           | 8           | 3           | 10          | 5           | 5           | 6           | 4           |
| <b>Total</b>                | <b>1739</b> | <b>679</b>  | <b>686</b>  | <b>681</b>  | <b>660</b>  | <b>1797</b> | <b>742</b>  | <b>779</b>  | <b>709</b>  | <b>659</b>  |
| <b>Cour IV</b>              |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | 2775        | 2483        | 2102        | 2133        | 1812        | 2460        | 2253        | 2077        | 2235        | 2040        |
| Autres moyens de droit      | 43          | 65          | 43          | 52          | 66          | 41          | 57          | 52          | 50          | 66          |
| Demandes de révision, etc.  | 53          | 73          | 59          | 97          | 74          | 46          | 79          | 62          | 85          | 71          |
| <b>Total</b>                | <b>2871</b> | <b>2621</b> | <b>2204</b> | <b>2282</b> | <b>1952</b> | <b>2547</b> | <b>2389</b> | <b>2191</b> | <b>2370</b> | <b>2177</b> |
| <b>Cour V</b>               |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | 2664        | 2379        | 2028        | 1934        | 1775        | 2359        | 2176        | 1980        | 1971        | 1801        |
| Autres moyens de droit      | 52          | 58          | 58          | 43          | 44          | 52          | 59          | 58          | 38          | 46          |
| Demandes de révision, etc.  | 52          | 61          | 71          | 100         | 89          | 55          | 61          | 69          | 93          | 91          |
| <b>Total</b>                | <b>2768</b> | <b>2498</b> | <b>2157</b> | <b>2077</b> | <b>1908</b> | <b>2466</b> | <b>2296</b> | <b>2107</b> | <b>2102</b> | <b>1938</b> |
| <b>Cour VI<sup>2</sup></b>  |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| Recours                     | –           | 1086        | 1273        | 1267        | 1208        | –           | 982         | 1169        | 1293        | 1287        |
| Actions                     | –           | –           | –           | –           | –           | –           | –           | –           | –           | –           |
| Autres moyens de droit      | –           | 16          | 23          | 25          | 34          | –           | 17          | 22          | 23          | 32          |
| Demandes de révision, etc.  | –           | 5           | 8           | 15          | 21          | –           | 2           | 9           | 13          | 23          |
| <b>Total</b>                | <b>–</b>    | <b>1107</b> | <b>1304</b> | <b>1307</b> | <b>1263</b> | <b>–</b>    | <b>1001</b> | <b>1200</b> | <b>1329</b> | <b>1342</b> |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>        | <b>8473</b> | <b>8111</b> | <b>7377</b> | <b>7474</b> | <b>6965</b> | <b>7868</b> | <b>7519</b> | <b>7387</b> | <b>7604</b> | <b>7157</b> |

<sup>1</sup> 2012-2015: la cour se subdivise en deux chambres. Le 1.7.2016, la Chambre 2 est devenue la Cour VI. Les chiffres de l'année 2016 incluent les valeurs du premier semestre se rapportant à l'ancienne Chambre 1 de la Cour III.

<sup>2</sup> La Cour VI, constituée à partir de la Chambre 2 de la Cour III, existe depuis le 1.7.2016: pour le premier semestre de l'année 2016, les chiffres de l'ancienne Chambre 2 de la Cour III sont pris en compte.



## 2.7 Affaires liquidées selon les matières

|                                                                                | Recours     | Actions  | Autres moyens de droit | Demandes de révision, etc. | Dont décisions sur renvoi du TF | Total       |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|------------------------|----------------------------|---------------------------------|-------------|
| <b>Etat – Peuple – Autorités</b>                                               |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 140.00 Droit de cité                                                           | 60          | –        | 1                      | 1                          | –                               | 62          |
| 141.00 Droit des étrangers                                                     | 846         | –        | 23                     | 11                         | –                               | 880         |
| 142.10 Procédure d'asile                                                       | 4120        | –        | 60                     | 158                        | –                               | 4338        |
| 142.50 Asile divers                                                            | 33          | –        | –                      | –                          | –                               | 33          |
| 143.00 Reconnaissance de l'apatridie                                           | 12          | –        | 1                      | 1                          | –                               | 14          |
| 144.00 Documents d'identité                                                    | 29          | –        | –                      | 1                          | –                               | 30          |
| 152.00 Liberté d'opinion et d'information                                      | 9           | –        | –                      | –                          | –                               | 9           |
| 170.00 Responsabilité de l'Etat (Confédération)                                | 10          | –        | –                      | –                          | –                               | 10          |
| 172.00 Procédure administrative et procédure du Tribunal administratif fédéral | 21          | –        | 68                     | 12                         | –                               | 101         |
| 173.00 Marchés publics                                                         | 33          | –        | –                      | –                          | –                               | 33          |
| 174.00 Rapports de service de droit public (Confédération)                     | 70          | –        | –                      | –                          | –                               | 70          |
| 195.00 Personnes et institutions suisses à l'étranger                          | 10          | –        | –                      | –                          | –                               | 10          |
| 199.00 Entraide administrative et judiciaire                                   | 103         | –        | –                      | –                          | –                               | 103         |
| <b>Total Etat – Peuple – Autorités</b>                                         | <b>5356</b> | <b>–</b> | <b>153</b>             | <b>184</b>                 | <b>–</b>                        | <b>5693</b> |
| <b>Droit privé – Procédure civile – Exécution</b>                              |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 210.10 Surveillance des fondations                                             | 5           | –        | –                      | –                          | –                               | 5           |
| 210.20 Activité d'intermédiaire en vue de l'adoption                           | –           | –        | –                      | –                          | –                               | –           |
| 221.10 Surveillance de la révision                                             | 3           | –        | –                      | –                          | –                               | 3           |
| 221.20 Registre du commerce et raisons de commerce                             | 1           | –        | –                      | –                          | –                               | 1           |
| 232.10 Droit d'auteur                                                          | 5           | –        | –                      | –                          | –                               | 5           |
| 232.20 Protection des marques, du design et de variétés végétales              | 78          | –        | –                      | –                          | –                               | 78          |
| 232.50 Droit d'auteur                                                          | 2           | –        | –                      | –                          | –                               | 2           |
| 232.60 Protection des données et principe de la transparence                   | 37          | 1        | 7                      | –                          | –                               | 45          |
| 232.70 Appellations d'origine                                                  | –           | –        | –                      | –                          | –                               | –           |
| 251.00 Cartels                                                                 | 18          | –        | –                      | –                          | –                               | 18          |
| <b>Total Droit privé – Procédure civile – Exécution</b>                        | <b>149</b>  | <b>1</b> | <b>7</b>               | <b>–</b>                   | <b>–</b>                        | <b>157</b>  |
| <b>Droit pénal – Procédure pénale – Exécution</b>                              |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 312.00 Partage des valeurs patrimoniales confisquées (LVPC)                    | –           | –        | –                      | –                          | –                               | –           |
| 341.00 Contributions fédérales pour l'exécution des peines et des mesures      | –           | –        | –                      | –                          | –                               | –           |
| <b>Total Droit pénal – Procédure pénale – Exécution</b>                        | <b>–</b>    | <b>–</b> | <b>–</b>               | <b>–</b>                   | <b>–</b>                        | <b>–</b>    |
| <b>Ecole – Science – Culture</b>                                               |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 410.00 Ecole                                                                   | 90          | –        | –                      | 1                          | –                               | 91          |
| 420.00 Science et recherche                                                    | 4           | –        | –                      | –                          | –                               | 4           |
| 440.00 Langue, art et culture                                                  | 5           | –        | –                      | –                          | –                               | 5           |
| 450.00 Droit de la protection de la nature et du paysage                       | 3           | –        | –                      | –                          | –                               | 3           |
| <b>Total Ecole – Science – Culture</b>                                         | <b>102</b>  | <b>–</b> | <b>–</b>               | <b>1</b>                   | <b>–</b>                        | <b>103</b>  |
| <b>Défense nationale</b>                                                       |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 500.00 Défense nationale                                                       | 14          | –        | 1                      | –                          | –                               | 15          |
| <b>Finances</b>                                                                |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 610.00 Subventions                                                             | 7           | –        | –                      | –                          | –                               | 7           |
| 630.00 Douanes                                                                 | 36          | –        | –                      | –                          | –                               | 36          |
| 641.00 Droit de timbre                                                         | 1           | –        | –                      | –                          | –                               | 1           |
| 641.99 Impôts indirects                                                        | 69          | –        | 1                      | 1                          | –                               | 71          |
| 643.00 Taxe sur la valeur ajoutée                                              | 55          | –        | 1                      | 1                          | –                               | 57          |
| 650.00 Redevances sur le trafic des poids lourds                               | 5           | –        | –                      | –                          | –                               | 5           |
| 650.49 Divers impôts indirects                                                 | 9           | –        | –                      | –                          | –                               | 9           |
| 650.99 Impôts directs                                                          | 3           | –        | –                      | –                          | –                               | 3           |
| 654.00 Impôt anticipé                                                          | 9           | –        | –                      | 1                          | –                               | 10          |
| 655.00 Droit fiscal international                                              | –           | –        | –                      | –                          | –                               | –           |
| 699.00 Finances (divers)                                                       | 2           | –        | –                      | –                          | –                               | 2           |
| <b>Total Finances</b>                                                          | <b>127</b>  | <b>–</b> | <b>1</b>               | <b>2</b>                   | <b>–</b>                        | <b>130</b>  |

|                                                                                     | Recours     | Actions  | Autres moyens de droit | Demandes de révision, etc. | Dont décisions sur renvoi du TF | Total       |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|------------------------|----------------------------|---------------------------------|-------------|
| <b>Travaux publics – Énergie – Transports et communications</b>                     |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 711.00 Expropriation                                                                | 12          | -        | -                      | -                          | -                               | 12          |
| 725.00 Routes nationales                                                            | 10          | -        | -                      | -                          | -                               | 10          |
| 730.00 Énergie (sans installations électriques)                                     | 25          | -        | -                      | -                          | -                               | 25          |
| 730.20 Installations électriques                                                    | 59          | -        | -                      | -                          | -                               | 59          |
| 740.00 Routes (sans les routes nationales)                                          | 1           | -        | -                      | -                          | -                               | 1           |
| 742.00 Chemins de fer                                                               | 19          | -        | -                      | -                          | -                               | 19          |
| 748.10 Installations de navigation aérienne                                         | 9           | -        | -                      | -                          | -                               | 9           |
| 748.30 Aviation (sans les installations aéronautiques)                              | 19          | -        | 3                      | -                          | -                               | 22          |
| 749.00 Autres installations                                                         | 2           | -        | -                      | -                          | -                               | 2           |
| 783.00 Poste, télécommunications                                                    | 17          | -        | -                      | -                          | -                               | 17          |
| 785.00 Radio et télévision                                                          | 20          | -        | 1                      | -                          | -                               | 21          |
| 799.00 Travaux publics – Énergie – Transports et communications (divers)            | 4           | -        | -                      | -                          | -                               | 4           |
| <b>Total Travaux publics – Énergie – Transports et communications</b>               | <b>197</b>  | <b>-</b> | <b>4</b>               | <b>-</b>                   | <b>-</b>                        | <b>201</b>  |
| <b>Santé – Travail – Sécurité sociale</b>                                           |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 810.10 Médecine et dignité humaine                                                  | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 810.20 Professions sanitaires                                                       | 4           | -        | -                      | -                          | -                               | 4           |
| 810.30 Substances thérapeutiques                                                    | 27          | -        | -                      | -                          | -                               | 27          |
| 810.40 Produits chimiques                                                           | 18          | -        | -                      | -                          | -                               | 18          |
| 810.50 Protection de l'équilibre écologique                                         | 5           | -        | -                      | -                          | -                               | 5           |
| 810.60 Denrées alimentaires et objets usuels                                        | 4           | -        | -                      | -                          | -                               | 4           |
| 810.70 Lutte contre les maladies et les accidents                                   | 1           | -        | -                      | -                          | -                               | 1           |
| 820.00 Travail (droit public)                                                       | 23          | -        | -                      | -                          | -                               | 23          |
| 830.00 Assurances sociales                                                          | 679         | 1        | 6                      | 4                          | -                               | 690         |
| 830.10 Assurance sociale (partie générale)                                          | 4           | -        | -                      | -                          | -                               | 4           |
| 830.30 Assurance vieillesse et survivants (AVS)                                     | 134         | -        | -                      | 2                          | -                               | 136         |
| 830.40 Assurance-invalidité (AI)                                                    | 390         | -        | 3                      | 2                          | -                               | 395         |
| 830.50 Assurance-maladie                                                            | 62          | -        | 3                      | -                          | -                               | 65          |
| 830.60 Assurance-accidents                                                          | 23          | -        | -                      | -                          | -                               | 23          |
| 830.70 Prévoyance professionnelle                                                   | 61          | -        | -                      | -                          | -                               | 61          |
| 830.80 Allocations pour perte de gain (APG) et assurance maternité                  | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 830.90 Allocations familiales                                                       | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 830.95 Assurance-chômage                                                            | 6           | 1        | -                      | -                          | -                               | 7           |
| 840.00 Encouragement au logement, à la construction et à l'accession à la propriété | 1           | -        | -                      | -                          | -                               | 1           |
| 850.00 Assistance                                                                   | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| <b>Total Santé – Travail – Sécurité sociale</b>                                     | <b>763</b>  | <b>1</b> | <b>6</b>               | <b>4</b>                   | <b>-</b>                        | <b>774</b>  |
| <b>Économie – Coopération technique</b>                                             |             |          |                        |                            |                                 |             |
| 901.00 Encouragement à l'investissement et promotion économique                     | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 910.00 Agriculture                                                                  | 18          | -        | -                      | -                          | -                               | 18          |
| 920.00 Forêts, chasse et pêche                                                      | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 930.00 Industrie                                                                    | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 930.40 Jeux de hasard et maisons de jeu                                             | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| 940.00 Commerce, crédit et assurance privée                                         | 37          | -        | -                      | 1                          | -                               | 38          |
| 950.20 Surveillance des marchés financiers                                          | 34          | -        | -                      | 1                          | -                               | 35          |
| 990.99 Économie – Coopération technique (divers)                                    | -           | -        | -                      | -                          | -                               | -           |
| <b>Total Économie – Coopération technique</b>                                       | <b>55</b>   | <b>-</b> | <b>-</b>               | <b>1</b>                   | <b>-</b>                        | <b>56</b>   |
| 999.00 Divers                                                                       | 20          | -        | 7                      | 1                          | -                               | 28          |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                                                | <b>6783</b> | <b>2</b> | <b>179</b>             | <b>193</b>                 | <b>-</b>                        | <b>7157</b> |

# L'essentiel en bref

Par rapport à l'année précédente, le nombre total des affaires nouvellement introduites a diminué pour se situer à 21 (année précédente: 29). La diminution concerne les procédures ordinaires, avec 13 nouvelles affaires (année précédente: 22), alors que le nombre des affaires sommaires est resté stable (8 affaires; année précédente: 7).

Sur les 30 procédures ordinaires liquidées, sept ont fait l'objet d'une transaction et 15 ont donné lieu à un jugement. On compte dix procédures sommaires liquidées, dont une par transaction, une devenue sans objet et huit par un jugement. Compte tenu du nombre élevé des affaires liquidées associé à un recul des affaires nouvellement introduites, le nombre des affaires en instance à la fin de l'exercice sous revue a pu être réduit pratiquement de moitié (21 affaires; année précédente: 39).

Les recettes ont atteint un niveau record, avec 1 051 936 francs (année précédente: 965 741 francs). Dans la mesure où les dépenses sont restées stables (1 753 918 francs; année précédente: 1 776 342 francs), il en résulte un taux de couverture propre également exceptionnel de 60% (année précédente: 54,4%).



## TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS

|                                                                                                                                |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Partie générale</b>                                                                                                      | <b>84</b> |
| Composition du tribunal                                                                                                        | 84        |
| Volume des affaires                                                                                                            | 86        |
| Juges suppléants                                                                                                               | 86        |
| Langues                                                                                                                        | 86        |
| Administration du tribunal                                                                                                     | 86        |
| Locaux                                                                                                                         | 87        |
| Finances                                                                                                                       | 87        |
| Evaluation du Contrôle parlementaire de l'administration concernant la répartition des affaires au sein des tribunaux fédéraux | 87        |
| Collaboration                                                                                                                  | 87        |
| <b>2. Statistiques</b>                                                                                                         | <b>88</b> |



## **RAPPORT DE GESTION DU TRIBUNAL FÉDÉRAL DES BREVETS 2019**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés au Conseil national et au Conseil des  
Etats,

Conformément à l'article 3 alinéa 3 de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral  
des brevets (LTFB), nous vous adressons notre rapport de gestion pour l'an-  
née 2019.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs  
les Députés au Conseil national et au Conseil des Etats, l'assurance de notre  
haute considération.

Au nom du Tribunal fédéral des brevets

|                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| Le président:          | Mark Schweizer      |
| La première greffière: | Susanne Anderhalden |

St-Gall, 1<sup>er</sup> février 2020

# 1. PARTIE GÉNÉRALE

## Composition du tribunal

### Commission administrative

|                        |                |
|------------------------|----------------|
| Président:             | Mark Schweizer |
| Second juge ordinaire: | Tobias Bremi   |
| Vice-président:        | Frank Schnyder |

### Juges suppléants de formation technique

Natalia Clerc  
 Roland Dux  
 Giovanni Gervasio  
 Barbara Herren  
 Michael Kaufmann  
 Alfred Koepf  
 Christoph Müller  
 Markus A. Müller  
 Lorenzo Parrini  
 Peter Rigling  
 André Roland  
 Werner A. Roshardt  
 Regula Rüedi  
 Philipp Rüfenacht  
 Christophe Saam  
 Frank Schager  
 Frank Schnyder  
 Andreas Schöllhorn Savary  
 Martin Sperrle  
 Hannes Spillmann  
 Kurt Stocker  
 Michael Störzbach  
 Kurt Sutter  
 Daniel Vogel  
 Prisca von Ballmoos  
 Diego Vergani  
 André Werner  
 Marco Zardi

**Juges suppléants de formation juridique**

Daniel M. Alder  
Lara Dorigo  
Philippe Ducor  
Christoph Gasser  
Andri Hess  
Christian Hilti  
Simon Holzer  
Stefan Kohler  
Daniel Kraus  
Thomas Legler  
Rudolf Rentsch  
Ralph Schlosser  
Christoph Willi

## Volume des affaires

Fin 2019, le Tribunal fédéral des brevets comptait 20 procédures ordinaires et aucune procédure sommaire en instance (année précédente: 37 et 2).

Par rapport à l'année précédente, le nombre total des affaires nouvellement introduites a diminué pour se situer à 21 (année précédente: 29). Cette diminution concerne les procédures ordinaires (13 contre 22 l'année précédente), alors que le nombre des procédures sommaires est resté stable (8 contre 7 l'année précédente). Aucune raison claire n'est apparente pour expliquer ce recul. Vu l'intérêt économique en jeu lors des procédures sommaires (il s'agit en règle générale d'interdire à titre provisionnel la commercialisation d'un produit, notamment des produits pharmaceutiques), ces procédures sont menées par les parties pratiquement avec le même effort que les procédures ordinaires, avec les conséquences correspondantes pour le tribunal en termes de charge de travail pour leur traitement.

Au nombre des 30 procédures ordinaires liquidées (année précédente: 23), sept ont fait l'objet d'une transaction (année précédente: 5), huit sont devenues sans objet (année précédente: 13) et 15 ont donné lieu à un jugement (année précédente: 5). Sur les 15 jugements rendus, sept ont fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral (pour 3 jugements rendus en décembre, le délai de recours court encore): le Tribunal fédéral a rejeté un recours et déclaré un recours sans objet; cinq recours sont encore en instance. Sur les deux recours déposés contre des arrêts rendus en 2018 et sur lesquels le Tribunal fédéral s'est prononcé durant l'année sous revue, l'un a été approuvé et l'autre rejeté.

Sur les dix procédures sommaires liquidées (année précédente: 6), l'une a été liquidée par transaction (année précédente: 2), huit ont donné lieu à un jugement (année précédente: 4) et une est devenue sans objet. Un arrêt a fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral; la procédure est encore en instance.

## Juges suppléants

Le système des juges exerçant leur fonction à titre accessoire, de formation juridique ou technique, continue de faire ses preuves. La participation de juristes qualifiés et d'experts techniques compétents dans les domaines spécialisés en cause confère une haute compétence aux cours appelées à statuer et permet de résoudre des af-

fares complexes dans un laps de temps raisonnable et à des coûts supportables.

Durant l'année sous revue, le président était récusé dans un nombre important de procédures qui ont donné lieu à un jugement. Cette situation explique le dépassement de quelque 140 000 francs par rapport à la moyenne des années précédentes des rémunérations versées aux juges suppléants ayant assumé la conduite de ces procédures. Le nombre record d'affaires liquidées (40), dont 23 par jugement, montre que le tribunal est à même de bien gérer les cas de récusation. Les cas de récusation du président devraient nettement diminuer en 2020.

## Langues

La langue de procédure des procédures ordinaires nouvellement introduites était l'allemand dans onze cas et le français dans deux cas. Pour les procédures sommaires, les langues étaient l'allemand dans six cas et le français dans deux cas. Il n'y a eu aucune affaire en italien; dans une procédure, le défendeur s'est toutefois exprimé en italien. Dans quatre procédures ordinaires et trois procédures sommaires, les parties ont fait usage de la possibilité légale d'utiliser devant le Tribunal fédéral des brevets, d'un commun accord, l'anglais en lieu et place d'une langue officielle pour leurs soumissions écrites et orales. Manifestement, la possibilité de procéder en anglais répond à un grand besoin auprès des parties. Ceci est dû au fait que l'anglais est la langue de travail des départements de développement et de ceux des brevets non seulement au sein de nombreuses sociétés étrangères qui sont en procès ici mais aussi au sein de nombreuses sociétés suisses. En outre, les documents majeurs concernant l'état de la technique sont souvent rédigés en anglais.

## Administration du tribunal

L'effectif composé de deux collaboratrices de chancellerie (total 1,3 équivalent plein temps) et de deux greffières (total 1 équivalent plein temps) reste inchangé. La deuxième greffière, qui travaille à titre principal en qualité de greffière à la Cour II du Tribunal administratif fédéral, intervient en qualité de seconde greffière au gré des besoins.

## Locaux

Les locaux actuels du Tribunal fédéral des brevets, avec les salles d'audience au Tribunal administratif fédéral qui lui sont mises à disposition, sont appropriés; aucun besoin de changement n'est requis.

Lorsque le Tribunal fédéral des brevets doit conduire des débats à l'extérieur de Saint-Gall, les cantons concernés lui mettent à disposition des salles d'audience. Durant l'année sous revue, une audience d'instruction et des débats principaux ont eu lieu à Neuchâtel, dans la salle d'audience de l'Hôtel-de-Ville. Les parties sises en Suisse romande ont beaucoup apprécié. En outre, des audiences d'instruction ont aussi été organisées à Zurich.

savoir un tableau duquel ressort la qualification technique des juges suppléants de formation technique et un tableau régulièrement mis à jour qui indique à quelle fréquence chaque juge a été appelé à statuer sur une affaire.

## Collaboration

Les séances de surveillance tenues le 1<sup>er</sup> avril à Lucerne et le 31 octobre à Saint-Gall avec le Tribunal fédéral ont apporté un soutien très apprécié par le Tribunal fédéral des brevets. La collaboration avec le Tribunal administratif fédéral a été très agréable, à l'instar des années précédentes.

## Finances

Le compte de résultats du Tribunal fédéral des brevets présente des charges stables à hauteur de 1 753 918 francs (année précédente: 1 776 342 francs) et des revenus accrus (avant paiement de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle) à hauteur de 1 051 936 francs (annexe précédente: 965 741 francs). L'augmentation des revenus s'explique par le nombre important d'affaires liquidées et, par conséquent, la hausse des émoluments judiciaires perçus à ce titre.

Le déficit à couvrir par l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle conformément à l'art. 4 LTFB se monte dès lors à 701 982 francs, soit près de 13% de moins que l'année précédente (810 600 francs). Le taux de couverture propre atteint le record de 60% (année précédente: 54,4%). Dans la mesure où les affaires liquidées ne seront vraisemblablement pas aussi nombreuses en 2020 que durant l'année sous revue, on peut d'ores et déjà prévoir un recul des recettes issues des émoluments et, par conséquent, une réduction du taux de couverture propre.

## Evaluation du Contrôle parlementaire de l'administration concernant la répartition des affaires au sein des tribunaux fédéraux

Le 17 juin, le président du tribunal a rencontré Marion Baud-Lavigne, du Contrôle parlementaire de l'administration, afin de discuter de la répartition des affaires au sein du Tribunal fédéral des brevets. Madame Baud-Lavigne a reçu copie des outils utilisés dans ce cadre, à

## 2. STATISTIQUES

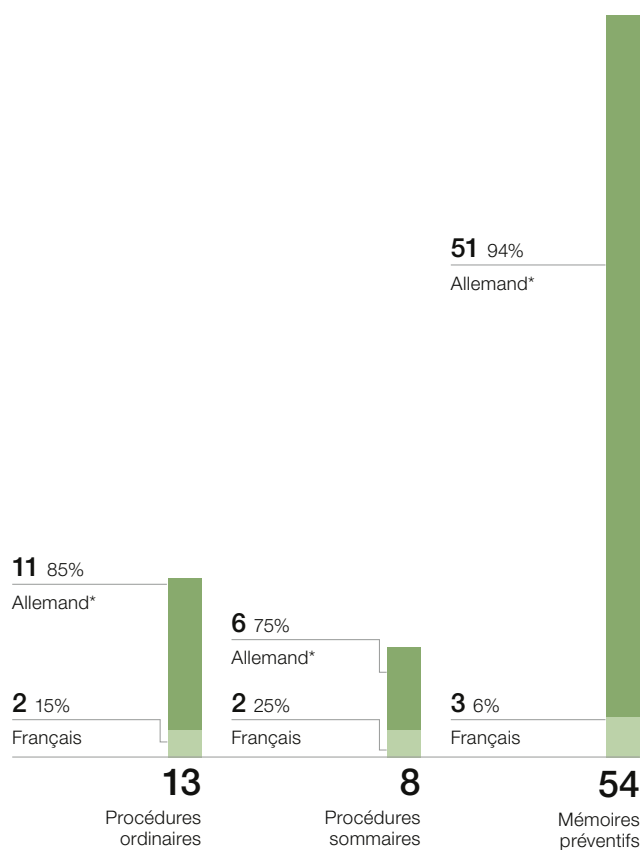
### 2.1 Nature et nombre des affaires

|                                                                    | Affaires                    |                     |                |                         | Issue du procès |             |                |                         |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|----------------|-------------------------|-----------------|-------------|----------------|-------------------------|
|                                                                    | Pendantes avant le 1.1.2019 | Introduites en 2019 | Liquidées 2019 | Pendantes au 31.12.2019 | Décision        | Transaction | Irrecevabilité | Sans objet <sup>1</sup> |
| <b>Procédures ordinaires</b>                                       |                             |                     |                |                         |                 |             |                |                         |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité                | 15                          | 7                   | 12             | 10                      | 5               | 4           | –              | 3                       |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation                | 10                          | 2                   | 8              | 4                       | 4               | 1           | –              | 3                       |
| Violation et nullité                                               | 8                           | –                   | 7              | 1                       | 4               | 1           | –              | 2                       |
| Action en cession                                                  | 2                           | 3                   | 2              | 3                       | 1               | 1           | –              | –                       |
| Créances                                                           | –                           | –                   | –              | –                       | –               | –           | –              | –                       |
| Autres                                                             | 2                           | 1                   | 1              | 2                       | 1               | –           | –              | –                       |
| <b>Total</b>                                                       | <b>37</b>                   | <b>13</b>           | <b>30</b>      | <b>20</b>               | <b>15</b>       | <b>7</b>    | <b>–</b>       | <b>8</b>                |
| <b>Procédures sommaires</b>                                        |                             |                     |                |                         |                 |             |                |                         |
| Action en cessation ou conservatoire                               | 2                           | 7                   | 9              | –                       | 7               | 1           | –              | 1                       |
| Description                                                        | –                           | –                   | –              | –                       | –               | –           | –              | –                       |
| Saisie                                                             | –                           | –                   | –              | –                       | –               | –           | –              | –                       |
| Conservation des preuves                                           | –                           | –                   | –              | –                       | –               | –           | –              | –                       |
| Description et conservation des preuves                            | –                           | –                   | –              | –                       | –               | –           | –              | –                       |
| Autres                                                             | –                           | 1                   | 1              | –                       | 1               | –           | –              | –                       |
| <b>Total</b>                                                       | <b>2</b>                    | <b>8</b>            | <b>10</b>      | <b>–</b>                | <b>8</b>        | <b>1</b>    | <b>–</b>       | <b>1</b>                |
| <b>Mémoires préventifs</b>                                         |                             |                     |                |                         |                 |             |                |                         |
| Brevets suisses (y c. certificats complémentaires de protection)   | 5                           | 3                   | 7              | 1                       |                 |             |                |                         |
| Brevets européens (y c. certificats complémentaires de protection) | 30                          | 50                  | 59             | 21                      |                 |             |                |                         |
| Autres (demandes de brevet, autres brevets nationaux)              | –                           | 1                   | –              | 1                       |                 |             |                |                         |
| <b>Total<sup>2</sup></b>                                           | <b>34</b>                   | <b>54</b>           | <b>65</b>      | <b>23</b>               |                 |             |                |                         |

<sup>1</sup> y c. pour raison de désistement ou d'acquiescement

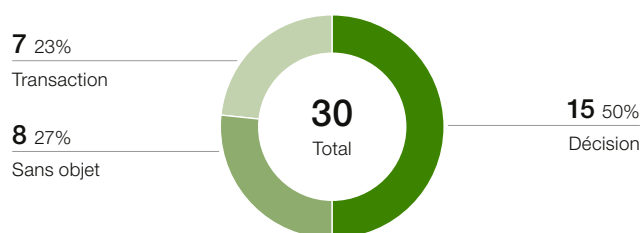
<sup>2</sup> Certains cas portaient en même temps sur des brevets suisses et européens.

### 2.1.1 Affaires selon langue de procédure en 2019

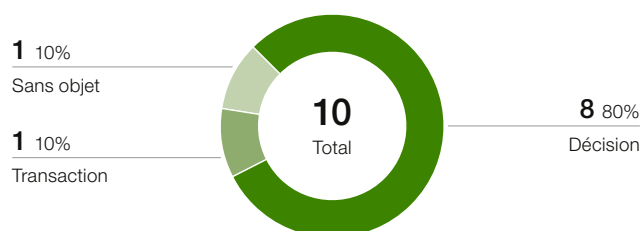


\* Dont 23 cas avec anglais comme langue des parties (4 procédures ordinaires, 3 procédures sommaires, 16 mémoires préventifs)

### 2.1.2 Mode de liquidation en 2019 (procédures ordinaires)

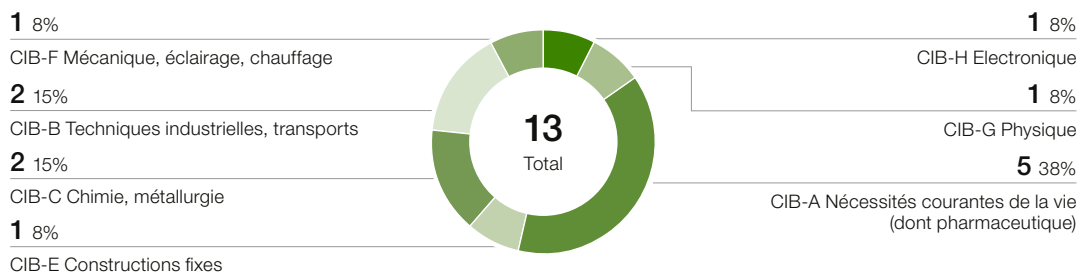


### 2.1.3 Mode de liquidation en 2019 (procédures sommaires)

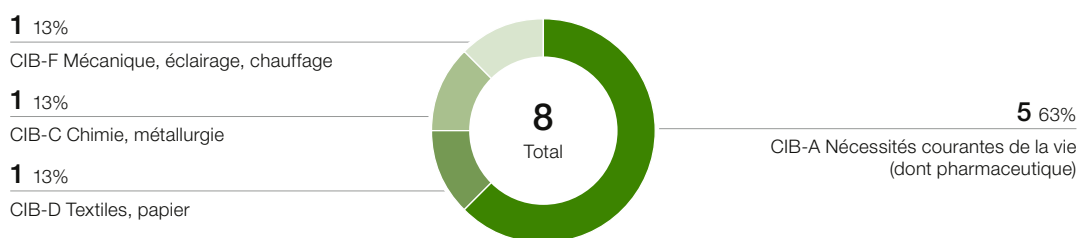


## 2.2 Affaires selon les domaines techniques

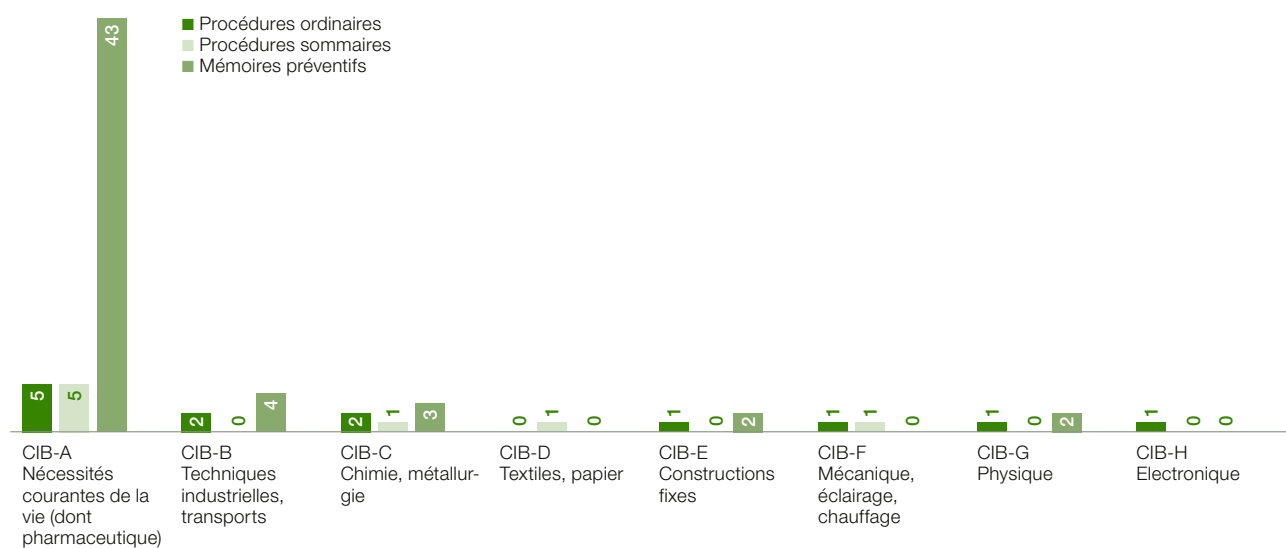
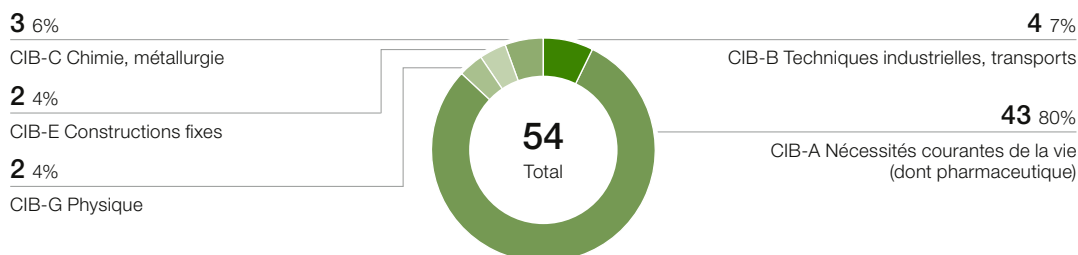
### 2.2.1 Procédures ordinaires



### 2.2.2 Procédures sommaires



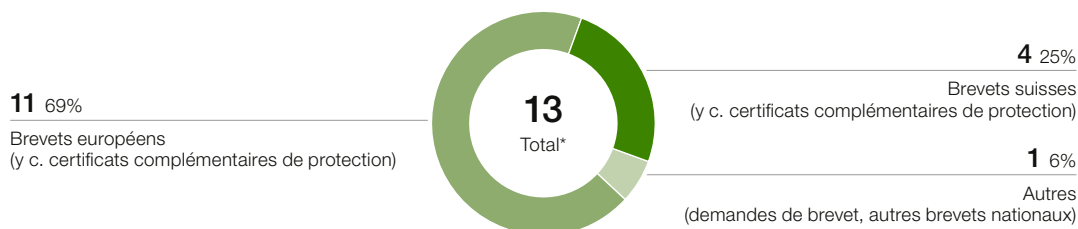
### 2.2.3 Mémoires préventifs



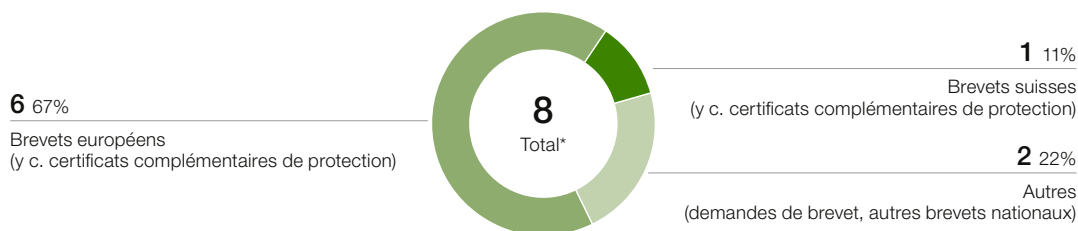
CIB = Classification Internationale des Brevets

## 2.3 Affaires selon les droits de protection

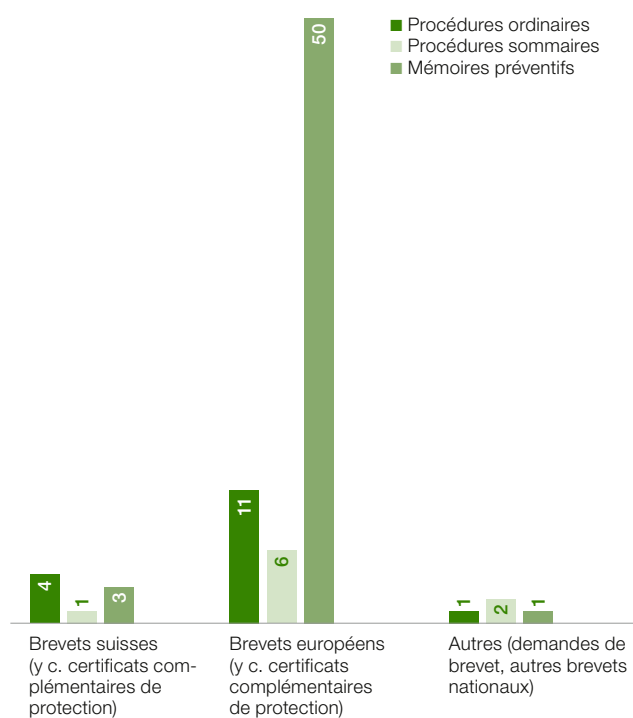
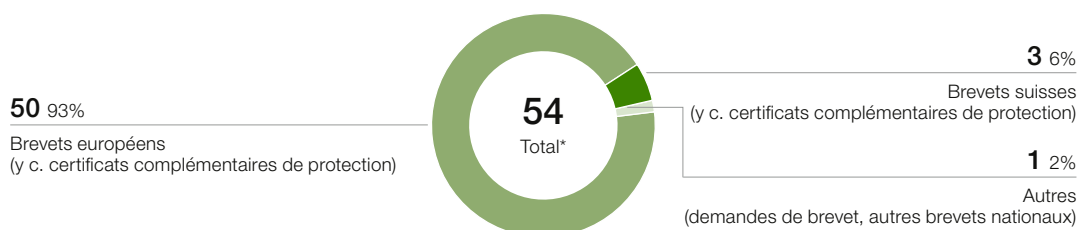
### 2.3.1 Procédures ordinaires



### 2.3.2 Procédures sommaires



### 2.3.3 Mémoires préventifs



\* Certains cas portaient en même temps sur des brevets suisses et européens.

## 2.4 Durée des affaires

|                                                     | Liquidations  |               |                |              |               |                            | Affaires pendantes |               |                |              |               |                                         |
|-----------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|--------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------|----------------|--------------|---------------|-----------------------------------------|
|                                                     | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | de 1 à 2 ans | plus de 2 ans | Total liquidations en 2019 | de 1 à 3 mois      | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | de 1 à 2 ans | plus de 2 ans | Total des affaires pendantes à fin 2019 |
| <b>Procédures ordinaires</b>                        |               |               |                |              |               |                            |                    |               |                |              |               |                                         |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 1             | 2             | 4              | 2            | 3             | 12                         | 1                  | 2             | 3              | 2            | 2             | 10                                      |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | –             | 2             | –              | 3            | 3             | 8                          | –                  | 1             | 1              | 2            | –             | 4                                       |
| Violation et nullité                                | –             | –             | 2              | 1            | 4             | 7                          | –                  | –             | –              | 1            | –             | 1                                       |
| Action en cession                                   | –             | –             | 1              | –            | 1             | 2                          | 1                  | –             | 1              | 1            | –             | 3                                       |
| Créances                                            | –             | –             | –              | –            | –             | –                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Autres                                              | –             | –             | 1              | –            | –             | 1                          | –                  | 1             | –              | –            | 1             | 2                                       |
| <b>Total</b>                                        | <b>1</b>      | <b>4</b>      | <b>8</b>       | <b>6</b>     | <b>11</b>     | <b>30</b>                  | <b>2</b>           | <b>4</b>      | <b>5</b>       | <b>6</b>     | <b>3</b>      | <b>20</b>                               |
| <b>Procédures sommaires</b>                         |               |               |                |              |               |                            |                    |               |                |              |               |                                         |
| Action en cessation ou conservatoire                | 5             | 3             | 1              | –            | –             | 9                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Description                                         | –             | –             | –              | –            | –             | –                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Saisie                                              | –             | –             | –              | –            | –             | –                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Conservation des preuves                            | –             | –             | –              | –            | –             | –                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Description et conservation des preuves             | –             | –             | –              | –            | –             | –                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| Autres                                              | –             | 1             | –              | –            | –             | 1                          | –                  | –             | –              | –            | –             | –                                       |
| <b>Total</b>                                        | <b>5</b>      | <b>4</b>      | <b>1</b>       | <b>–</b>     | <b>–</b>      | <b>10</b>                  | <b>–</b>           | <b>–</b>      | <b>–</b>       | <b>–</b>     | <b>–</b>      | <b>–</b>                                |

## 2.5 Durée moyenne des affaires

|                                                     | Liquidations<br>durée moyenne (jours) | Affaires pendantes<br>durée moyenne (jours) |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------|
| <b>Procédures ordinaires</b>                        |                                       |                                             |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 436                                   | 402                                         |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 639                                   | 390                                         |
| Violation et nullité                                | 689                                   | 684                                         |
| Action en cession                                   | 596                                   | 293                                         |
| Créances                                            | –                                     | –                                           |
| Autres                                              | 363                                   | 604                                         |
| <b>Moyenne</b>                                      | <b>557</b>                            | <b>418</b>                                  |
| <b>Procédures sommaires</b>                         |                                       |                                             |
| Action en cessation ou conservatoire                | 105                                   | –                                           |
| Description                                         | –                                     | –                                           |
| Saisie                                              | –                                     | –                                           |
| Conservation des preuves                            | –                                     | –                                           |
| Description et conservation des preuves             | –                                     | –                                           |
| Autres                                              | 157                                   | –                                           |
| <b>Moyenne</b>                                      | <b>110</b>                            | <b>–</b>                                    |

## 2.6 Mode de liquidation (collège de juge/décision)

|                                                     | Juge unique | 3 juges   | 5 juges  | 7 juges  | Total     | Audiences d'instruction | Débats en matière de mesures provisionnelles | Débats principaux | Total audiences |
|-----------------------------------------------------|-------------|-----------|----------|----------|-----------|-------------------------|----------------------------------------------|-------------------|-----------------|
| <b>Procédures ordinaires</b>                        |             |           |          |          |           |                         |                                              |                   |                 |
| Violation sans demande reconventionnelle en nullité | 7           | 3         | 2        | –        | 12        | 3                       | –                                            | 5                 | 8               |
| Nullité sans demande reconventionnelle en violation | 4           | 4         | –        | –        | 8         | 2                       | –                                            | 5                 | 7               |
| Violation et nullité                                | 3           | 4         | –        | –        | 7         | 1                       | –                                            | 3                 | 4               |
| Action en cession                                   | 1           | –         | 1        | –        | 2         | 1                       | –                                            | 1                 | 2               |
| Créances                                            | –           | –         | –        | –        | –         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| Autres                                              | –           | –         | 1        | –        | 1         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| <b>Total</b>                                        | <b>15</b>   | <b>11</b> | <b>4</b> | <b>–</b> | <b>30</b> | <b>7</b>                | <b>–</b>                                     | <b>14</b>         | <b>21</b>       |
| <b>Procédures sommaires</b>                         |             |           |          |          |           |                         |                                              |                   |                 |
| Action en cessation ou conservatoire                | 6           | 3         | –        | –        | 9         | –                       | 4                                            | –                 | 4               |
| Description                                         | –           | –         | –        | –        | –         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| Saisie                                              | –           | –         | –        | –        | –         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| Conservation des preuves                            | –           | –         | –        | –        | –         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| Description et conservation des preuves             | –           | –         | –        | –        | –         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| Autres                                              | 1           | –         | –        | –        | 1         | –                       | –                                            | –                 | –               |
| <b>Total</b>                                        | <b>7</b>    | <b>3</b>  | <b>–</b> | <b>–</b> | <b>10</b> | <b>–</b>                | <b>4</b>                                     | <b>–</b>          | <b>4</b>        |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                | <b>22</b>   | <b>14</b> | <b>4</b> | <b>–</b> | <b>40</b> | <b>7</b>                | <b>4</b>                                     | <b>14</b>         | <b>25</b>       |

TABLEAU COMPARATIF

des données clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral,  
du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets

|                                                                             | Tribunal fédéral | Tribunal pénal fédéral                             | Tribunal administratif fédéral | Tribunal fédéral des brevets       |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| Membres et collaborateurs (en équivalent temps plein)*                      |                  |                                                    |                                |                                    |
| Nombre de juges                                                             | 38,0             | 16,7                                               | 68,8                           | 3,6                                |
| Nombre de greffiers                                                         | 132,4            | 23,7                                               | 199,6                          | 1,0                                |
| Autres collaborateurs                                                       | 149,0            | 27,7                                               | 114,7                          | 1,3                                |
| Volume des affaires                                                         |                  |                                                    |                                |                                    |
| Stock au début de l'année                                                   | 2 763            | 233                                                | 5 605                          | 39                                 |
| Nombre d'affaires introduites                                               | 7 884            | 945                                                | 6 965                          | 21                                 |
| Nombre d'affaires liquidées                                                 | 7 937            | 809                                                | 7 157                          | 40                                 |
| Stock à la fin de l'année                                                   | 2 710            | 369                                                | 5 413                          | 20                                 |
| Durée moyenne de procédure (jours)                                          | 140              | 179 <sup>1</sup> /80 <sup>2</sup> /66 <sup>3</sup> | 264                            | 557 <sup>4</sup> /110 <sup>5</sup> |
| Nombre d'affaires pendantes depuis plus de 2 ans                            | 50               | 2                                                  | 421                            | 3                                  |
| Q1: taux de liquidation des affaires introduites en 2019                    | 68%              | 62%                                                | 54%                            | 48%                                |
| Q2: taux des affaires reportées des années précédentes et liquidées en 2019 | 92%              | 96%                                                | 61%                            | 77%                                |
| Q3: proportion des affaires liquidées par rapport aux affaires introduites  | 101%             | 86%                                                | 103%                           | 190%                               |
| Finances                                                                    |                  |                                                    |                                |                                    |
| Compte des résultats                                                        |                  |                                                    |                                |                                    |
| Revenus                                                                     | 16 127 811       | −934 176                                           | 4 183 887                      | 1 051 936 <sup>6</sup>             |
| Charges                                                                     | 94 704 779       | 15 696 010                                         | 85 448 169                     | 1 753 918                          |
| Charges de personnel                                                        | 79 233 304       | 13 211 702                                         | 72 679 055                     | 1 461 190                          |
| Charges de biens et services et charges d'exploitation                      | 15 189 579       | 2 443 109                                          | 12 543 764                     | 241 049                            |
| Attribution à des provisions                                                | −                | 26 000                                             | 190 084                        | 51 679                             |
| Amortissement du patrimoine administratif                                   | 281 896          | 15 198                                             | 35 266                         | −                                  |
| Compte des investissements                                                  |                  |                                                    |                                |                                    |
| Recettes                                                                    | −                | −                                                  | −                              | −                                  |
| Dépenses                                                                    | 193 322          | −                                                  | 44 846                         | −                                  |
| Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks                        | 193 322          | −                                                  | 44 846                         | −                                  |
| Proportion des revenus + recettes par rapport aux charges + dépenses        | 16,99%           | −5,95%                                             | 4,90%                          | 59,98% <sup>6</sup>                |
| Particularités                                                              |                  |                                                    |                                |                                    |
| Assistance judiciaire                                                       | 794 820          | 26 470                                             | 918 864                        | −                                  |
| Charges de biens et services liées à l'informatique                         | 2 321 231        | 501 649                                            | 3 528 009                      | 120 778                            |
| Location de locaux                                                          | 6 253 780        | 1 133 520                                          | 3 997 920                      | 58 500                             |

\* Moyenne annuelle  
<sup>1</sup> Durée de procédure moyenne devant la Cour des affaires pénales  
<sup>2</sup> Durée de procédure moyenne devant la Cour des plaintes  
<sup>3</sup> Durée de procédure moyenne devant la Cour d'appel  
<sup>4</sup> Durée moyenne des procédures ordinaires  
<sup>5</sup> Durée moyenne des procédures sommaires  
<sup>6</sup> Sans contributions de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI; CHF 701 981.87)

# Impressum

## Editeur

Les tribunaux de la Confédération suisse  
[www.tribunauxfederaux.ch](http://www.tribunauxfederaux.ch)

### Tribunal fédéral

|                                                          |                         |
|----------------------------------------------------------|-------------------------|
| Av. du Tribunal fédéral 29                               | Schweizerhofquai 6      |
| CH-1000 Lausanne 14                                      | CH-6004 Lucerne         |
| Téléphone 021 318 91 11                                  | Téléphone 041 419 35 55 |
| <a href="mailto:direktion@bger.ch">direktion@bger.ch</a> |                         |
| <a href="http://www.bger.ch">www.bger.ch</a>             |                         |

### Tribunal pénal fédéral

Viale Stefano Franscini 7  
CH-6500 Bellinzone  
Téléphone 058 480 68 68  
[info@bstger.ch](mailto:info@bstger.ch)  
[www.bstger.ch](http://www.bstger.ch)

### Tribunal administratif fédéral

Case postale  
CH-9023 Saint-Gall  
Téléphone 058 465 26 26  
[info@bvger.admin.ch](mailto:info@bvger.admin.ch)  
[www.bvger.ch](http://www.bvger.ch)

### Tribunal fédéral des brevets

Case postale  
CH-9023 Saint-Gall  
Téléphone 058 465 21 10  
[info@bpatger.ch](mailto:info@bpatger.ch)  
[www.bpatger.ch](http://www.bpatger.ch)

## Concept de design

Stämpfli Communication, Berne

## Mise en page et impression

Stämpfli SA, Berne  
[www.staempfli.com](http://www.staempfli.com)

Cette publication existe également en allemand et en italien.

Elle est disponible sur le site [www.tribunauxfederaux.ch](http://www.tribunauxfederaux.ch). Vous pouvez également l'obtenir gratuitement en envoyant une étiquette autocollante munie de vos coordonnées à l'adresse suivante: Tribunal fédéral, CH-1000 Lausanne 14, ou [direktion@bger.ch](mailto:direktion@bger.ch).

ISSN 1663-134X | Form 104.611.f

